Vol 14 # 36 • Du 10 au 16 Mars 2021

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

EDH : UN MORT, UN BLESSÉ !



Voir page 3

Les locaux de la Compagnie d'électricité d'Haïti (EDH) située à l'angle de la rue Charéron et du boulevard Harry Truman ont été mitraillés par des bandits

MANIFESTATION DU SECTEUR MÉDICAL



Voir page 3

Sur la place du Canapé-Vert, des personnalités ont pris la parole pour honorer la victime et exiger que justice soit faite et, fermement, que les autorités mettent un terme au phénomène de kidnapping

Dwa fanm se dwa tout moun tou !

Page 6

A Day in the Life of Fighting Dictatorship and Neocolonialism

'Page 9



Le « Capital » est rouge comme le cramoisi

Page 7



La pandémie, c'est le capitalisme !

Page 10



Zambie : Protestation des mineurs

Page 17



À deux doigts du chaos

Par Berthony Dupont

Il faut le dire tout net : jamais dans l'histoire de notre pays, nous n'avons été aussi proche de ce qu'on pourrait même appeler métaphoriquement un suicide. Il semble n'y avoir aucune mesure dans la profondeur de l'abime dans lequel les dirigeants haïtiens sont prêts à précipiter un pays qu'ils traitent comme un butin privé ou un champ de bataille. Le cas, aujourd'hui, est particulièrement grave ; car nos dirigeants politiques ont volontairement montré leur incapacité, leur incompétence et leur négligence en ce qui a trait au devoir envers la patrie. Et de plus, ils s'entêtent à nous faire accepter leur entêtement pour un modus vivendi politique.

C'est clair, la lutte pour le pouvoir n'est pas uniquement entre l'opposition bourgeoise et le régime corrompu. Au sein même de l'appareil d'Etat sous la coupe réglée du PHTK, manifestement on peut constater grâce aux derniers événements qui se sont déroulés, qu'il y a une forte compétition à laquelle se livrent entre eux certains membres du gouvernement qui ne se gênent pas de le montrer.

Cela parait d'autant plus paradoxal que des combats à ciel ouvert éclatent au sein du gouvernement, entre le Premier ministre Joseph Jouthe, le secrétaire général du Conseil des ministres Renald Lubérice, bras droit de Jovenel Moise et de Me. Rockfeller Vincent Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique. Cette confrontation ouverte renforçant une nouvelle période d'instabilité signifie qu'au sein même du groupe gouvernemental, il n'y a pas un brin de confiance et d'unité entre eux, voire une vision commune des affaires de l'État. Alors, ce n'est pas étonnant si le pays continue à brûler du feu d'une crise économique et d'une insécurité sociale et politique montante.

Quant à elle, l'opposition qui est presqu'un vague souvenir sans guère soutien sérieux au sein des masses populaires, ne fait montre d'aucune capacité de profiter des contradictions au sein du pouvoir sauf lancer des piques contre leur allié naturel. Ce constat se confirme jour après jour, puisqu'il reflète en particulier la politique du pire qui ne veut d'aucun changement fondamental.

La gestion de la crise par le régime en place aussi bien par ses adversaires de l'opposition n'a jamais consisté à nous épargner du chaos mais bien à le renforcer davantage. Ces indigents politiques, partis et individus pullulant au gré de leurs pulsions et ambitions n'offrent que des formules incantatoires, un avenir bâti sur de pures illusions. Voilà pourquoi notre réalité apparait tragiquement suicidaire car ces protagonistes, auteurs de mirages, ne nous laissent en retour que du sang et des larmes.

Par ailleurs, l'Etat haïtien se soucie peu pour ne pas dire guère de ces citoyens qui périssent dans la misère et dans des accidents aussi absurdes qu'évitables. Tout cela donne à constater que les masses populaires sont en train d'étouffer et elles ont besoin de respirer, de soulever de leur cou le genou de cette classe capitaliste, brutale qui les asphyxie.

Les priorités du régime et celles de l'opposition sont également apparues dans tout leur cynisme. Ils sont tous deux plongés jusqu'au cou dans la barbarie qui les enveloppe, car ils ont tous deux sciemment abandonné les victimes de leur politique à leur sort.

Les affrontements meurtriers entre les bandes rivales diminuent considérablement mais le pays sans surveillance, livré à lui-même dans des conditions infrahumaines sans les règles minimales de sécurité alimentaire, sociale et publique est devenu le théâtre de kidnappings qui illustrent le mépris de la vie humaine par les classes dirigeantes aussi insignifiantes que cruelles.

Le pays est bel et bien divisé, la fracture entre les riches et les pauvres ne cesse de s'aggraver. La petite élite gouvernante insignifiante vivant dans le luxe se fiche tout bonnement de tout ce qui concerne le pays. Sauf quand elle se sent ébranlée ou menacée. Ainsi par exemple suite à l'interdiction, controversée, de l'usage des vitres teintée sur le territoire national. Ce qui explique le désaccord ou le duel ouverts entre Jouthe, Lubérice et Vincent. Pourtant, cet imbroglio ne débouchera jamais sur la démission de l'un ou l'autre des pantins au service du ridicule pouvoir PHTKiste.

Ce ne sont pas des erreurs, des accidents ou des bavures, c'est l'Etat capitaliste moribond qui agit mal, doté d'un gouvernement qui apparaît chaque jour davantage illégitime et d'une brutalité inquiétante. Ils sont le symbole de la faillite d'un système basé sur de fausses valeurs. Dans ce contexte, n'y a-t-il pas urgence, ne sommes-nous pas à deux doigts du chaos, de la destruction totale ? Avec de tels dirigeants, une clique de tels créateurs de désastre, Haïti ne risque-t-elle pas son avenir en tant que nation ?

Alors, il revient à la classe ouvrière qui n'a rien à perdre, de se forger, de concert avec les forces authentiquement progressistes de gauche, un outil organisationnel de combat effectif qui puisse emporter non pas seulement le personnage Jovenel, mais aussi ce lumpen politique putride au pouvoir et ces soutiens bourgeois, afin d'éviter au pays de sombrer, enseveli, sous les monticules d'un tel chaos, avant qu'il ne soit trop tard.

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Frantz Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: ______________________

Prénom: ____________________

Adresse: ____________________

Ville: ______________________

Etat/Pays: __________________

Zip Code/Code Postal: __________

Tél: _______________________

E-mail: _____________________

Modalités de paiement

Montant : $ __________

☐ **Chèque** ☐ **Mandat bancaire**

☐ **Carte de crédit**

Numéro : ______________________

Date d'expiration : _______ /______

Code de sécurité : _______________

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
☐ $100 pour un an
☐ $50 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes
☐ $140 pour un an
☐ $80 pour six mois

Canada
☐ $125 pour un an
☐ $65 pour six mois

Europe
☐ $150 pour un an
☐ $80 pour six mois

Afrique
☐ $150 pour un an
☐ $85 pour six mois

Pierre Espérance: «Un massacre a été perpétré à la prison civile de la Croix-des-bouquets»



De gauche à droite l'ambassadeur des États-Unis en Haïti, Michele J. Sison et Pierre Espérance du Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH)

Par Milo Milfort

Le responsable du Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) Pierre Espérance dénonce, lors d'une conférence de presse tenue dans les locaux du Bureau des Avocats Internationaux (BAI) à Port-au-Prince, ce qu'il appelle « un massacre » commis par les autorités à la prison civile de la Croix-des-bouquets au cours de la mutinerie du 25 février 2021. « *Un massacre a été commis à la prison de la Croix-des-bouquets. Et nous savons que la peine de mort n'existe pas en Haïti. Des enquêtes sont en cours et un rapport sera publié. Ce jour-là, les détenus de la prison ont connu une situation extrêmement difficile. Il y a eu beaucoup de morts à l'intérieur et à l'extérieur de la prison* », fait savoir M. Esperance.

Selon des chiffres partiels avancés par les autorités, pas moins de 25 personnes auraient été tuées lors de la mutinerie suivie d'évasion. Parmi les victimes figurent le responsable du centre carcéral, 6 prisonniers et des riverains attaqués par les fugitifs. Pas moins de 400 prisonniers se sont retrouvés dans la nature. « Les autorités le savaient, Arnel Joseph avait averti de son intention de sortir. A partir de juillet 2020, il a produit trois vidéos dans lesquelles il a déclaré [entre autres] s'être déjà évadé de prison en 2010. Il a récidivé en 2017 et annoncé son intention de faire de même [bientôt] par n'importe quel moyen », rappelle le responsable du RNDDH, une organisation de promotion et de défense des droits humains.

Le RNDHH autant que d'autres organismes de défense de droits humains avaient instruit les autorités sur la situation au niveau de la prison. Car, Arnel avait en sa possession plusieurs téléphones et produit plusieurs vidéos, informe M. Esperance. « *Il faisait ce qu'il voulait. Sans compter qu'il communiquait avec l'extérieur sans aucune difficulté* », dit-il, recommandant à tous et toutes d'aller lire le rapport de la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) envoyé au Commissaire du Gouvernement de l'époque le 4 décembre 2019 – dans l'idée de comprendre pourquoi le pouvoir en place ne voudrait pas qu'Arnel Joseph soit gardé en prison. « *C'est un rapport accablant qui cite les noms de nombreux hauts responsables au niveau du Parti haïtien Tèt Kale (PHTK) et leur relation avec Arnel Joseph lorsqu'il opérait dans le département de l'Artibonite et l'Ouest* », avance-t-il.

Il appelle à réfuter d'un revers de main le bilan avancé par les autorités. « C'est un mensonge. Cela n'a rien à voir avec la vérité. La vérité sera connue sous peu », annonce M. Espérance, qualifiant l'évasion spectaculaire de théâtre produit par le pouvoir PHTK, alors qu'il n'avait pas besoin de détention pour faire sortir Arnel Joseph. « *Donc, ce qui s'est passé à la prison de la Croix-des-bouquets a été organisé par le pouvoir en place au plus haut niveau de l'Etat afin de pouvoir libérer Arnel Joseph* », conclut-t-il.

Une mutinerie suivie d'évasion spectaculaire a eu lieu le 25 février 2021 à la prison civile de la Croix-des-bouquets en milieu de journée. Ce jour-là, une situation de panique générale a régné non seulement à l'intérieur de la prison, mais aussi dans la commune de la Croix-des-bouquets.

Selon Gary Desrosiers, porte-parole de la Police Nationale d'Haïti (PNH), le plus puissant chef de gang du pays Arnel Joseph a eu le temps de s'évader parmi plusieurs autres détenus. Le lendemain, alors qu'il essayait de rejoindre son groupe armé dans l'Artibonite, Arnel Joseph a été tué à l'Estère par une patrouille policière qu'il a préalablement attaquée.

Pour une fois, le nom de Jimmy Chérizier alias Barbecue n'a pas été cité dans ce massacre !

BAI et RNDDH exigent la libération des 17 prisonniers politiques

Par Milo Milfort

Des organismes de promotion et de défense des droits humains exigent lors d'une conférence de presse le jeudi 3 mars 2021 au local du BAI à Port-au-Prince, la libération des 17 personnes accusées de « Coup d'Etat » par le gouvernement de facto le 7 février 2021, gardées en prison malgré la mise en liberté du juge Yvickel Dabrésil quelques jours après.

Le Bureau des Avocats Internationaux (BAI), le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), le Cabinet Gervais Charles et des proches de plusieurs personnes accusées – dont celui de la famille Buteau et de Gauthier, plaident pour la libération des 17 prisonniers politiques accusés de vouloir perpétrer un coup d'Etat sur la personne du président Jovenel Moise dont le mandat est arrivé à terme le 7 février 2021, suivant l'article 134-2 de la Constitution. « *J'ai été surpris de voir un bon matin sur les réseaux sociaux mon condisciple de classe – mon ami depuis le Primaire au Petit Séminaire, Loulou en pyjama accusé de commettre un coup d'Etat. Je ne savais pas qu'on pouvait faire un coup d'Etat en pyjama. Je ne comprends pas non plus qu'on entre à 2 heures du matin chez des gens qui organisent un coup d'Etat alors qu'ils se trouvent dans leur lit* », souligne ironiquement Me Gervais Charles.

Pour lui, cette accusation de putsch n'est autre qu'une vaste comédie et mise en scène que notamment les réseaux sociaux ont raillé en lançant des défis. « *Quand vous rentrez dans le domicile de quelqu'un et vous le prenez de force – il s'agit bel et bien de kidnapping* », insiste-t-il, passant en dérision le fait que des gens vont faire un coup d'Etat avec un fusil, une machette, une plume, un pyjama … « *Quand vous parlez de coup d'Etat, des conditions doivent être réunies. Il faut qu'il y ait un début d'exécution. Où est ce début d'exécution ?* », se questionne-t-il.

« *On ne joue pas avec la liberté individuelle des gens. Ils.elles ont été arrêté.e.s par le Palais National et la Police vers les 2 heures du matin. Ils ont débarqué chez elles, chez eux sans aucun mandat de perquisition. Ce qui est une violation de leur domicile. Ils.elles ont tou.te.s été arrêté.e.s arbitrairement et illégalement* », fait savoir pour sa part Pierre Espérance responsable du RNDDH.

Le 7 février 2021, pas moins de 18 personnes ont été arrêtées par la police nationale d'Haïti sous le soupçon non étayé d'un coup d'Etat et d'un attentat



De gauche à droite : Pierre Esperance du RNDDH, Me Gervais Charles du Cabinet Gervais Charles, Jean Hérold Buteau, Me Mario Joseph du BAI et Pierre Buteau.

contre le président Jovenel Moise. Ont participé à cette opération, des agents de l'Unité de Sécurité Générale du Palais National (USGPN), le ministre de la Justice Rockefeller Vincent, le directeur général (ai) de la Police Nationale d'Haïti (PNH) Léon Charles, le commissaire du gouvernement de la Croix-des-bouquets et un juge de paix, sans mandat de perquisition d'un juge d'instruction. « *Ceci est un cas emblématique pour la justice haïtienne* », rappelle M. Espérance. Pour lui, la grève des magistrats est un prétexte pour ne pas libérer celles ef ceux qu'ils considèrent comme des prisonniers politiques. « *Ce sont des gens arrêtés illégalement. S'ils voulaient les libérer, ils pouvaient le faire. La justice n'a pas d'autre chose à faire que de les libérer* ».

Le pouvoir exécutif humilie des juges, ne renouvelle pas le mandat de certains, arrête un juge illégalement, envoie trois juges à la retraite et nomme trois autres en dehors des prescrits légaux. Des décisions critiquées par la société civile. Dans la foulée, les juges de toutes les juridictions sont entrés en grève, tout en promettant de mettre en place un canal d'urgence permettant de pencher sur les libertés individuelles. Mais on se questionne encore sur l'existence réelle d'un tel canal.

M. Espérance rappelle à celles et ceux qui continuent de commettre des violations de droits humains et des actes de répression sur les gens que leurs actions auront tôt ou tard des conséquences. Il appelle la population à se mobiliser contre ce pouvoir dictatorial, pour défendre sa dignité et ses droits.

Le responsable invite les acteurs de la chaine pénale à faire un effort afin de faire honneur au système judiciaire. « *Montrez que vous n'êtes pas des gens au service de l'Exécutif. Donc, ce n'est pas normal de priver de liberté 17 personnes arrêtées illégalement. Elles n'ont commis aucune infraction* », dénonce-t-il.

Pour M. Espérance, tous les indicateurs en ce qui a trait à l'Etat de droit sont au rouge dans le pays. Il tient à rappeler que par rapport à tout ce qui se passe, c'est le peuple haïtien qui détient le dernier mot.



Les dirigeants de droits humains demandent la libération des 17 personnes accusées de « Coup d'Etat » par le gouvernement de facto le 7 février 2021

Le 11 février 2021, en raison de la mobilisation persistante de toutes les associations de juges et des avocats, le juge Yvickel Dabrésil a été libéré. Le BAI interpelle les associations de juges en grève depuis plusieurs jours à mettre en branle une cellule d'urgence au bénéfice des gens en détention préventive afin de pouvoir interroger dans un plus bref délai les accusé.e.s comme ils l'ont fait pour le juge Yvickel Dabrésil.

The Law Offices of
YOLETTE M. SAINTINY, ESQ
Immigration • Elder Law • Divorce • Real Estate
SAINTINY REAL ESTATE
For residential & commercial buyers, sellers & investors in Brooklyn.
Also property management





New Address!
1559 Ralph Avenue
Brooklyn, NY 11236
SaintinyLaw.com
347.955.1515

Greater Brooklyn Gastroenterology Care
Michel Jose Charles MD, FACG, AGAF
Board Certified Gastroenterology
Office Locations
3621 Glenwood Rd, Brooklyn NY 11210
9408 Flatlands Ave, Brooklyn NY 11236
1381-B Linden Blvd, Brooklyn NY 11212
By Appointment Only
Tel: 718-434-0202 / 718-869-1501
E-mail: charlesmjcharles@hotmail.com
"Giving care, one patient at a time."



Dr. Kesler Dalmacy
1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226
Tel: 718-434-5345
Le docteur de la Communauté Haïtienne à New York

EDH : un mort, un blessé !



Des bandits du groupe : « baz 5 segonn » de Izo

Par Thomas Péralte

Alors que le gouvernement prétend se mobiliser contre l'insécurité, au grand jour des individus non identifiés ont tout bonnement mitraillé les locaux de la Compagnie d'électricité d'Haïti située à l'angle de la rue Charéron et du Boulevard Harry Truman au Bicentenaire.

Un travailleur de la compagnie Marc-Stéphen Gorguette, employé du service de la comptabilité de l'Électricité d'Haïti a été blessé et un chauffeur de taxi-moto qui par malheur a été trouvé en ce mauvais endroit fut frappé mortellement suite aux tirs des malfrats.

Selon des riverains, cette attaque au siège de l'EDH est une riposte des bandits pour protester contre le fait que la police les avait empêchés de festoyer la 2ème soirée de gala du puissant groupe armé créant la terreur appelé « cinq secondes » au Village de Dieu.

Même les artistes qui ont été invités à performer ont été catégoriquement chassés par la police nationale.

Par ailleurs, selon une autre source, cette attaque a été causée à la suite du refus de l'administration de l'EDH à octroyer une aide financière à ce gang dans le cadre de la célébration de ses trois ans de fonctionnement.

Un 8 mars en Haïti…

Chaque année de nombreuses femmes haïtiennes sont victimes de violence. L'arrivée au pouvoir du parti du président actuel en 2011 n'a fait qu'augmenter les violences qu'elles subissent. Depuis 2018, la dégradation des conditions de vie, la montée de l'insécurité et l'installation d'un climat de terreur ont aggravé les violences faites aux femmes.

De janvier à juin 2020, 117 cas de violence envers les femmes ont été enregistrés en Haïti. Le 29 octobre 2020, Evelyne Sincère, une lycéenne de 22 ans est enlevée, torturée et violée. Entre le 1er et le 6 janvier 2021, il y a eu six féminicides. Le 7 février 2021, Olsmina Jean-Méus, une fillette de 5 ans est enlevée puis assassinée. Le 2 mars 2021, Édéline Mentor, une infirmière, est assassinée.

Alors que l'année de 2021 commence à peine, le Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme (CARDH) recense 110 enlèvements, dans son dernier rapport.

Victimes de la terreur généralisée dans le pays, les femmes sont violées, brûlées vives, lors des raids punitifs que sont les massacres dans les quartiers précaires, perpétrés en toute impunité par les gangs à la solde du pouvoir.

Prises en otages par les gangs qui opèrent dans leurs secteurs, les femmes de ces quartiers ne peuvent pas exercer leur droit démocratique de participation aux manifestations. Détenant pour la plupart de petits commerces dans le secteur informel, elles ne peuvent se rendre aux marchés pour écouler leurs produits. Cette situation empire leur condition socio-économique déjà précaire.

La répression exercée par le pouvoir en place cible par ailleurs les organisations féministes et de droits humains. Dans sa déclaration, lors d'une audience de la Commission interaméricaine des droits humains en décembre 2020, le ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Me Rockefeller Vincent les indexe nommément. Des membres d'organisations féministes sont attaquées à leur domicile et dans l'espace public.

N'étant en sécurité nulle part, les femmes et les organisations féministes ne baissent pas les bras. Malgré l'ampleur des féminicides sur tout le territoire, elles prennent les rues pour exprimer leur rejet de ce pouvoir dictatorial qui massacre et tue tout en muselant la population.

Combien de femmes, de fillettes doivent encore être victimes ? Combien de mères doivent enterrer leurs enfants ? La CHCDH exhorte les forces progressistes de la société québécoise et canadienne à agir au plus vite auprès de leur gouvernement qui cautionne les pratiques dictatoriales du pouvoir de facto de Monsieur Jovenel Moïse semant le deuil et la terreur.

La CHCDH lance un vibrant appel aux femmes, aux organisations féministes et des droits humains, à la société québécoise et canadienne pour qu'elles se solidarisent avec la lutte des femmes haïtiennes et celle du peuple haïtien.

L'appui du Canada au régime de facto de Moïse doit cesser et les violations de droits de la personne doivent être dénoncées. Nous demandons que le Canada cesse d'appuyer la dictature au pouvoir et reconnaisse la souveraineté et le droit à l'autodétermination du peuple haïtien.

La coalition haïtienne au Canada contre la dictature en Haïti (chcdh) Signataires :

Fritz Edner Almeda ; Guerda Amazan ; Frantz André, Comité d'Action des personnes sans statut (CAP) ; Jean-Pierre Bejin ; Marie-Florence Casimir ; Orlando Céide ; Magalie Civil ; Frantz Clairvil ; Hérold Constant ; Marie Dimanche ; Renel Exentus ; Réginald Germain ; Ricardo Gustave ; Jean-Claude Icart ; Robert Ismaël, Cercle Jacques Roumain ; Chantal Ismé ; Joseph Lamarre ; Marie-Élise Lebon ; Kela Manigat-Tardieu ; Richard Mathelier ; Dominique Mathon ; Maguy Métellus ; Georges Antoine Noël ; Walner Osna ; Elisabeth Philibert ; Ninette Piou ; Marlène Rateau ; Edenne Roc ; Pascale Romain ; Célia Romulus ; Jocelyne Saint-Léger ; Alain Saint-Victor ; Jennie-Laure Sully ; Lenous Supprice ; Marjorie Villefranche ; Frantz Voltaire.

Manifestation du secteur médical

Par Isabelle L. Papillon

Le dimanche 7 mars dernier, une grande marche a été organisée à l'initiative du secteur médical de la zone métropolitaine pour dénoncer l'assassinat crapuleux du Docteur Ernst Pady et de l'infirmière Édeline Mentor.

Cette marche du secteur médical partie dans les parages de l'hôpital de l'Université d'État d'Haïti (HUEH) a été supportée par des militants et organisations de l'opposition ; et ensemble, une foule immense inférieure en nombre à la précédente marche du 28 février a marché dans les rues de la capitale tout en dénonçant soit par leurs pancartes flanquées des portraits des deux victimes soit par des slogans très hostiles au pouvoir en place de Jovenel Moise et l'insécurité illustrée par le Kidnapping.

Avant d'aboutir la marche a abouti jusqu'à la résidence privée située à Canapé-Vert du Dr assassiné. Les manifestants se sont tout d'abord rendus à l'épicentre du crime à l'avenue Christophe pour se rendre ensuite au Carrefour de la résistance à Delmas.

Sur la place du Canapé-Vert où la foule a été massée des personnalités ont pris la parole pour honorer la victime et exiger que justice soit faite et, fermement, que les autorités mettent un terme au phénomène de kidnapping. Sous les applaudissements de la foule, un des intervenants issus du secteur médical a insisté sur le tragique des événements en ces termes « Le monde ne doit pas être insensible aux cris du peuple haïtien. Car il a dit non ! Non aux actes de kidnapping mais oui à la justice. Nous rêvons d'un pays où les Haïtiens peuvent vivre en paix et en harmonie. Nous n'avons aucun pays de rechange. Nous voulons la sécurité, la paix dans le pays et l'application de l'article 134.2 de la Constitution qui consacre la fin du mandat du président Moïse. Comme plusieurs secteurs qui se sont prononcés sur cette question, le secteur médical demande le respect de la loi et de la constitution »

Par ailleurs, comme Dr Pady était un handicapé, de nombreux handicapés ont payé de leur présence et marché pendant tout le parcours pour dire non à la criminalité dans le pays.

Le journal Haïti Liberté adresse ses condoléances à la famille de la victime particulièrement :

A sa fille, Dr. Melissa Pady et Mr. Gregory Lalanne

Ses frères et sœurs : M. Price Pady, sa femme Altagrace et leurs enfants ; Mme Marie Marthe Pady ; M. Fritz Pady, sa femme Carolle et leurs enfants ; M. Frenz Adéclat, sa femme Yasmine et leurs enfants ; Mme Marlene Jean-Noel et ses enfants ; Mme Marie Claire Pady et ses enfants ; Mme Michele Pady Moise, son mari Carly et leurs enfants ; Mme Viviane Pady et son enfant ; M. Louis Marie Jean-Noël, sa femme Gérardine et leurs enfants ; M. Justin François Pady ; Mme Sylvie Pady, son mari Jonas et leur enfant ;

A sa belle-mère Mme Françoise Lazarre

A sa tante Mme Carole Berthaud et enfant

A ses cousins et cousines Marlène Sylvain et famille, Maritza Jean et famille, Claudy Jean et famille ; Maxime Jean et famille, Danny Jean et famille, Sergo Jean et famille, Jean Fils et famille, Jacques Edward Elyse et famille, Marie Lucie Azor et famille, Yolande Azor et famille, Caridad Freyderg et famille, Ketsia St Fort et famille.

A ses filleuls : Mr Richard Pierre, sa femme et enfants ; Mr Gawens Moïse

A ses amis et protégés : Mlle Nadège Milor ; M. Enoch Saint-Vilier ; M. Larivot Nikens ; M. Lumas Yves, sa femme et enfants

A la Société Haïtienne de Pédiatrie, A l'association Médicale Haïtienne

A ses collègues : De l'Hôpital Universitaire de La Paix ; De l'Hôpital Reforme de l'Eglise De Dieu de l'Arcahaie ; Du Laboratoire Lespinasse ; De l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti.

A ses anciens camarades : Du Petit Séminaire Collège Saint Martial ; Du collège Canado Haïtien ; De Saint Louis de Gonzague ; De la faculté de médecine de l'Université d'Etat d'Haïti

Aux familles Pady, Heriveaux, Jean , Lalanne, Lazarre, Jean-Noël, Moïse, Berthaud, Pierre, Avril, Nikens, Lumas, Milor, St-Vilier, Appo, Sylvain, Maurice, Elysee, Azor, Freyderg et St Fort.

Et tous les amis et familles affectées par ce deuil.

Un hommage lui sera rendu le samedi 13 mars lors de ses funérailles et un autre dans la ville de Boston aux Etats-Unis le samedi 20 mars prochain.



Des manifestants flanqués de leurs pancartes, exigeant Justice pour le Dr Ernst Pady



Des handicapés manifestants le dimanche 7 mars à Port-au-Prince contre le kidnapping et l'insécurité

J&M Accounting Service



Expert Income Tax Preparation
Jean R. St. Jour, CB
2916 Clarendon Road (between Nostrand & E. 29th St.) Brooklyn, NY 11226
718.284.0733



Director: Florence Comeau
Interlink Translation Services
* Translations * Interpreters
* Immigration Services
* Resumé * Fax Send & Receive
* Much more.
English • French • Kreyòl • Spanish
Tel: 718-363-1585
899 Franklin Avenue, Brooklyn, NY 11225

F&F MULTI Service Solutions
Fritz Cherubin
- Income Tax Preparation
- Immigration Services
- Accounting
- Translation of Documents (French, English, Spanish)
- Divorce
- Fax

1374 Flatbush Avenue Brooklyn NY 11210
718-421-6787
718-42101444 fax

Haïti : la lutte contre la dictature et la lutte révolutionnaire pour la démocratie

Par Rob Lyon

2ème partie

Détachements spéciaux d'hommes armés

Les pouvoirs judiciaire et exécutif sont essentiellement en guerre sur la question du pouvoir de l'État. Or, la question de savoir qui contrôle le pouvoir de l'État ne peut être résolue par la constitution. Toutes les parties à la crise font appel à la constitution et accusent l'autre partie de la violer. Cependant, toutes les parties reconnaissent également que la constitution est brisée. Le régime de Jovenel lui-même est une violation de la constitution, mais il en va de même pour les actions de l'opposition bourgeoise et de la Cour suprême.

De plus, la constitution n'a pas de pouvoir en soi. Le pouvoir de la constitution réside dans la capacité de la classe dirigeante à la faire respecter, par le biais des détachements spéciaux d'hommes armés et des institutions de l'État. L'État est une violence de classe organisée, utilisée par la classe dominante contre les autres classes de la société afin de garantir et de perpétuer son pouvoir. Le pouvoir politique de la classe dirigeante repose sur sa capacité à faire respecter cette règle par le biais de la législation, des tribunaux, des prisons et, enfin, de la police et des forces armées. Ces institutions et ces détachements spéciaux d'hommes armés constituent l'État. Ce sont les composantes physiques qui composent le pouvoir politique.

L'État haïtien est divisé, la classe dirigeante est en guerre sur la question de savoir qui le contrôle en dernier ressort. Actuellement, Jovenel contrôle la police et les forces armées. Il contrôle les détachements spéciaux d'hommes armés de l'État. Le chef des Forces armées d'Haïti a déjà déclaré qu'il soutiendrait Jovenel, et les forces armées ont déjà été déployées contre des manifestants dans tout le pays. Jovenel peut également faire appel aux gangs urbains, qui sont bien armés et servent de réserve aux forces régulières de l'État.

L'opposition bourgeoise a le soutien des tribunaux et d'une grande partie de la société civile, mais elle ne dispose actuellement d'aucun moyen de défense physique, c'est-à-dire qu'elle n'a pas de détachements spéciaux d'hommes armés qui lui soient propres. Les appels à la protestation de l'opposition bourgeoise lancés par les médias sont restés largement sans réponse. Des manifestations ont en effet lieu dans tout le pays et il y a des confrontations entre les manifestants et la police et les gangs. Cependant, les protestations semblent être de nature spontanée et visent davantage à s'opposer à Jovenel qu'à soutenir le régime de l'opposition et les tribunaux. En fait, les médias rapportent qu'il n'y a pas eu de grandes manifestations et que l'opposition bourgeoise n'a pas réussi à mobiliser le peuple pour soutenir son nouveau régime sous le juge Jean-Louis. Cela montre que les masses ne font pas confiance à l'opposition bourgeoise, et ne sont pas prêtes à la défendre ou à se battre pour son programme.

Jovenel a profité de ses forces supérieures. Le 7 février, le jour même où les principaux groupes d'opposition et les tribunaux ont déclaré son mandat terminé, Jovenel a annoncé que la police avait arrêté plus de 20 personnes qui, selon lui, tentaient de l'assassiner et de renverser son gouvernement.

Parmi les personnes arrêtées figuraient un juge de la Cour de Cassation, Yvickel Dabrézil, et l'inspectrice générale de la police nationale, Marie Louise Gauthier. Aucun détail de ce prétendu complot n'a été divulgué, bien que certains enregistrements aient circulé sur les médias sociaux censés prouver qu'une tentative de coup d'État était en cours. En tout cas, beaucoup en Haïti restent profondément sceptiques sur cette histoire et pensent qu'il s'agissait d'une opération sous fausse bannière pour donner à Jovenel l'excuse de prendre des mesures politiques contre les tribunaux et l'opposition. En effet, la police et l'armée patrouillent dans les rues et une interdiction des réunions politiques a été annoncée.

Le Secteur Démocratique et Populaire a dénoncé ces arrestations dans le cadre du prétendu complot de coup d'État. Le porte-parole du Secteur, André Michel, a appelé à des protestations et a demandé que Jovenel soit arrêté. Mais là encore, l'opposition bourgeoise montre qu'elle n'a pas les forces physiques pour agir. Si Jovenel contrôle la police, qui va l'arrêter, et sous quelle autorité? La réalité est que le Secteur ne peut pas arrêter Jovenel, car il n'a pas les moyens de le mettre en détention.

Le défi du Secteur en tant que puissance d'État rivale au régime de Jovenel pourrait déjà s'essouffler. Si le Secteur n'a pas les forces physiques pour prendre des mesures politiques contre Jovenel et ne peut pas se défendre, il ne pourra pas écarter Jovenel du pouvoir ou s'établir comme puissance étatique dans le pays.

L'équilibre actuel des forces dans cette épreuve de force entre le pouvoir judiciaire et l'exécutif est tel que le lundi 8 février, Jovenel a envoyé des véhicules de police et des véhicules blindés pour encercler la Cour de Cassation. La police a changé les serrures et a empêché les juges d'entrer dans le bâtiment. Plus tard dans la journée, Jovenel a publié un décret démettant de leurs fonctions trois juges de la Cour de Cassation qui figuraient sur une liste de l'opposition de remplaçants présidentiels potentiels.

Il convient de noter que, selon la constitution, les juges de la Cour de Cassation ne peuvent être révoqués. Mais cela ne fait que montrer à quel point la situation a dépassé les débats constitutionnels. Si le régime Jovenel a les forces nécessaires pour démettre physiquement les juges, ils seront démis de leurs fonctions, indépendamment de ce que dit la constitution.

Jovenel mène le combat contre ses adversaires de l'opposition et des tribunaux, qui semblent incapables de répondre en nature. De plus, Jean-Louis, le président par intérim choisi par l'opposition bourgeoise, se cache. Jovenel, bien qu'il soit apparemment extraordinairement isolé et qu'il ne puisse même pas quitter le Palais national, est toujours effectivement au pouvoir. Cela nous dit deux choses : que Jovenel est actuellement dans une position plus puissante que l'opposition, mais aussi qu'il craint les masses, les acteurs les plus puissants de ce conflit, qui ne sont pas encore intervenus de manière décisive dans les événements.



Ce qui manque en Haïti, c'est un parti révolutionnaire de masse armé du programme du marxisme et doté d'une direction décisive

Un programme pour la révolution

Sans contrôle des détachements spéciaux d'hommes armés de l'État, et sans forces physiques sur lesquelles ils peuvent compter, l'opposition bourgeoise et les tribunaux ne pourront pas défendre leur gouvernement parallèle ni contester le pouvoir du régime de Jovenel. Leur seule autre option possible serait de mobiliser les masses pour renverser Jovenel et soutenir le régime de Jean-Louis. Cela terrifie les dirigeants de l'opposition bourgeoise car ils comprennent que, si les masses peuvent être mobilisées pour renverser Jovenel, leur soutien au régime intérimaire de l'opposition ne peut être garanti. De plus, les masses haïtiennes n'ont aucune raison de soutenir ce régime parallèle de Jean-Louis. Les masses ont trop souvent été utilisées comme des pions dans les jeux politiques de la classe dirigeante et ne seront pas inspirées par de vagues appels à la protestation.

Plus que cela, les masses peuvent sentir que le programme politique de l'opposition bourgeoise pour leur gouvernement intérimaire est fondamentalement irréalisable. Les principaux objectifs du gouvernement de transition sont, entre autres, la conduite d'une véritable enquête sur le scandale PetroCaribe et la responsabilisation des personnes impliquées, la lutte contre la corruption et la contrebande, la lutte contre l'extrême pauvreté et le coût élevé de la vie, la mise en œuvre d'une mesure d'urgence pour créer des emplois temporaires pour les chômeurs, la création d'un système de sécurité sociale et la mise à disposition au plus grand nombre possible de soins de santé de base, la négociation avec le secteur privé pour augmenter les salaires, etc.

Bien sûr, il ne s'agit là que d'une liste partielle des réformes dont Haïti a désespérément besoin. Mais de telles choses ont déjà été promises et ne se sont jamais concrétisées. Au lieu des réformes promises, le peuple haïtien ne reçoit qu'une misère et une corruption croissantes. Même ce programme de réformes modestes ne peut être réalisé sur la base du capitalisme et sans l'expropriation de la classe dirigeante. La classe dirigeante, y compris de nombreux membres de l'opposition bourgeoise et de la fonction publique, résistera à ces mesures jusqu'à la dernière goutte de leur sang, parce que ces mesures défient les intérêts et les profits de la bourgeoisie. Ainsi, la lutte pour réaliser des réformes sociales et économiques en Haïti sera aussi inévitablement une lutte contre la bourgeoisie.

La lutte contre le régime de Jovenel est aussi fondamentalement une lutte pour la démocratie de la part des masses haïtiennes. Cependant, les droits démocratiques ne sont jamais simplement accordés par la classe dirigeante. Ils doivent être gagnés par la lutte, arrachés à l'élite dirigeante. La liberté n'a pas été donnée aux esclaves haïtiens, ils ont mené une guerre révolutionnaire pour l'obtenir.

De même, la démocratie pour laquelle le peuple haïtien se bat aujourd'hui ne lui sera pas livrée sans combat. La démocratie en Haïti ne sera certainement pas le fruit d'un coup d'État judiciaire. Le peuple haïtien devra se battre pour sa démocratie, et l'instaurer lui-même.

En Haïti, il y a une dictature de fait. Il y a au moins un régime qui est resté au pouvoir sans aucune légitimité et qui fonctionne en dehors des normes de la démocratie. Il n'y a pas de véritable moyen d'éliminer le régime de Jovenel par des moyens constitutionnels ou par une procédure parlementaire ou judiciaire. En l'absence de capacité à faire appliquer physiquement son programme, la tentative de coup d'État judiciaire a révélé l'impuissance de l'opposition bourgeoise.

Aucune des deux parties de la guerre civile bourgeoise pour le contrôle du pouvoir de l'État n'offre une voie à suivre pour le peuple haïtien. Le régime de Jovenel doit être défait et renversé, c'est clair. Cependant, dans le même temps, les réformes démocratiques et sociales promises par l'opposition bourgeoise ne seront pas réalisées par un coup d'État judiciaire.

Tout le cadre du pouvoir bourgeois en Haïti, y compris tout l'appareil étatique et administratif, est corrompu et pourri jusqu'à la moelle. C'est ce qui ressort clairement lorsque les pouvoirs exécutif et judiciaire de l'État recourent à l'arme du coup d'État les uns contre les autres. De véritables réformes démocratiques et sociales ne seront pas aspirées du cadavre de la démocratie bourgeoise haïtienne.

Les masses haïtiennes doivent renverser le régime de Jovenel et rejeter le gouvernement intérimaire proposé par l'opposition bourgeoise. Il faut empêcher que Jovenel établisse sa dictature, mais remplacer sa dictature par le gouvernement intérimaire non élu de l'opposition bourgeoise n'est guère une meilleure alternative.

Tout accord négocié entre Jovenel et les groupes d'opposition doit être rejeté, de même que tout processus impliquant les impérialistes. C'est la voie suivie depuis les années 1980, au moment de la chute du régime Duvalier, avec des résultats désastreux. La bourgeoisie s'est montrée incapable de développer le pays. Le remplacement d'un régime bourgeois corrompu par un autre régime bourgeois corrompu ne résoudra pas la crise. Mettre fin au cycle sans fin de corruption, d'incompétence et de misère ne peut être atteint que par une rupture complète avec le pouvoir de la bourgeoisie.

Pour surmonter la crise, les masses haïtiennes doivent se forger leur propre chemin, se battre et créer leur propre démocratie. Elles doivent créer une démocratie authentique, populaire et révolutionnaire. Pour y parvenir, il faut non seulement une rupture avec la dictature de Jovenel Moïse, mais aussi une rupture avec la dictature de la bourgeoisie, qui a laissé le pays en ruine.

Les masses haïtiennes doivent lutter pour une rupture fondamentale avec le régime bourgeois pourri, représenté à la fois par Jovenel et l'opposition bourgeoise, et établir une assemblée constituante révolutionnaire. Ce sera la seule façon de rompre avec la domination de la bourgeoisie et de son régime et d'établir une démocratie véritablement populaire. Le programme du mouvement doit combiner la lutte pour les revendications démocratiques avec la lutte pour l'emploi, le pain et la terre.

Des comités d'action révolutionnaire doivent être créés par le mouvement populaire dans les quartiers et les lieux de travail pour organiser le mouvement de

suite à la page(16)



Dwa ti Sina

Sou pòpyè zètwèl Karakòl
Ti Sina fin lote nannan kò l
Kou merilan nan lo kowosòl
Vann tout kò l san pwotokòl
Bay tout kalte bandi ak kòl
Jwenn mago pou peye lekòl
Peye pou pitit pitit li Anatòl
Ki kay pè akrèk nan pewòl
Malgre pil lo sakrifis ti Sina
Lè pè engra a fin konn sa
Malgre pòch li bade milya
Dèyè l li chante mès nwa
Detere tout ansyen libera
Madichonnen l pou chawa
Al kankannen nan lanfè a
Di m ki dwa fanm gen la a ?

Fanm nan faktori bourike
Pase mizè kay bòs Dede
Ti monnen epis li pa touche
Kòm tout bèt jennen mòde
Jou li danse lwa revandike
Pou l jwenn rezilta alemye
Bim idmo simo pote boure
Idmo baton gaz bal kout pye
Baton bosal plòt krache voye
Se rezilta lapriyè revandike
Epi voye n fanm gen dwa vre

Dwa fanm se Tonton Nwèl
L pase pesonn pa janm wè l
8 mas pase ale kouri fè vwèl
8 mas ensekirite gen plis mwèl
Pou zòt tout ti Sina se azizwèl
Evlin Sensè dwa l gen gou fyèl
San Edlin Mentò Lwi jwe marèl
Anvan l disparèt dèyè do ti riyèl
Dwa fanm se dènye kout tiwèl
Libera levanjil sòm komokyèl
8 mas Dwa Fanm dekilakyèl ??

J. Fatal Pya

Sous lespwa yo

San idantite yo
flè solèy lavi yo
ap reziste pou denmen miyò
jouk revolisyon an fèt

Y ap pote limyè
ak grafiti
ak pwezi
ak pwòp vizyon mond yo

Pran lari anba bal kawoutchou
bal reyèl
gaz lakromojèn
dlo grate
san yo pa janm sispann koule

Chak pa yo fè
lonbraj
gwo chato

suite à la page(15)

AUTHENTICALLY MANHATTAN.

No one tells the story of New York better than New Yorkers, and now the story just got bigger. Presenting MNN's HD Community Channel: We built this channel specifically for MNN Community Producers to tell their stories. Love stories, documentary stories, action stories, BIG stories. Join us at MNN HD on Time Warner Cable channel 1993 for the biggest New York stories there are - the story of your life.



TIME WARNER CABLE CHANNEL 1993



STREAMING WORLDWIDE ON MNN.ORG

Dwa fanm se dwa tout moun tou !

J. Fatal Pya

Ka Madan Brino Fanm pote gason sou do
Pawòl chante Ayisyen

Dat 8 mas la trennen yon bann konfizyon dèyè l gratis ti cheri. Gen kèk makòn abolotcho degize an moundebyen ki fè konprann, jou sa a se jou fèt fanm tout kote sou latè. Epoutan menm si se ta vre se menm yo menm nan ki fè tout sa yo kapab pou anpeche fanm fete vre. Menm abolotcho pwofesyonèl sa a yo pran pòz yo pat konnen si 8 mas se Nasyonzini ki te deklare l jou Dwa tout Fanm sou tout latè. Ki dwa atò ? Dwa se rans !!!

N pa konseye moun ki gen tèt yo sou zèpòl yo kwè nan krèy pawòl van sa a yo ki soti nan vapè kleren Senmichèl abolotcho a kostim san konsyans sa a yo pe deplòtonnen sou channmas pou kraponnen moun. Si n te konn vrè istwa jou 8 mas sa a se kriye n ta kriye olye n ta fete. Detan Leta mare sosis li ak oligachi reyaksyonè soudevlope pou yo prita fanm 24/24 pandan 365 jou epi yo chita sou dodin ipokrizi makiye ak penti manti pou yo pran pòz ap fete jou dwa fanm. Fanm yo piga n pran nan istwa tonton Bouki ak monkonpè l Malis sa a yo.

Istwa 8 mas la

Pou sa k te pran pòz yo pat konnen, enben men vrè istwa dat la. 8 mas la se jou fèt vre men se pito jou pou fanm pete kabouya pou fè sistèm pezesouse a respekte dwa yo. Chak 8 mas la se jou pou tout fanm kou tout gason te mande anraje pou foure 10 dwèt yo disèt longè nan 2 grenn je sistèm kapitalis la pou di yo bouke. Yo bouke bourike pou yon monnen epis. Yo bouke fè kado fòs kouray yo nan izin oligachi soutretans san konsyans yo pou yon salè pwatrinè.

8 mas se jou pou tout ti machann revandèz leve kanpe di yo bouke ak kout ponya pou fè mago grandon fè tiyon detan yo pa ka manje yon pen ak pitit yo. Jan kanmarad Dominique Saint Eloi di l la, ouvriye ak ouvriyèz ap travay pou patwon san konsyans plede milyadè detan yo menm yo plede pwatrinè. 8 mas se jou Fanm yo te mete senti yo nan ren yo pouse kòn nan fwon yo leve kanpe pou mande patwon yo sispann souse tout san yo pou granmesi.



Men Reginald Boulos yon boujwa, kandida laprezidans k ap eksplwate travayè, pou jounen 8 mas 2021 an, l al nan Sonapi pou pase nan betiz malerèz travayè k ap bourike pou po patat.

8 mas 1857 se jou patwon kriminèl sasinen 129 fanm ki t ap fè grèv pou yo te ka jwenn yon salè ki te ka pèmèt yo viv tamkou moun. Se jis nan lane 1910 yo te kreye jounen entènasyonal dwa fanm nan memwa 129 fanm ouvriyèz sa a yo patwon malfèktè yo te sasinen tankou poul. Gen lòt istwa ki fè konnen nan koumansman 20yèm syèk la fanm nan tout peyi leve kanpe pou defann dwa yo tèt pout tèt devan de grenn je patwon tèt di.

Anplis de sa genyen tou ki te reklame dwa pou yo vote menm jan ak tout gason, dwa pou yo travay nan bon kondisyon epi tou dwa pou yo egal ego ak tout gason ki pote kanson. Revandikasyon sa a yo te gaye nan yon bann peyi an Ewòp ak nan peyi loksidan an yo nan koumansman 20yèm syèk la. Se depi 1910 yo te mande pou kreye Jounen entènasyonal fanm nan. Se nan lokazyon yon konferans Entènasyonal Fanm Sosyalis Clara Zetkin te mande sa e se te nan yon lide revolisyonè.

Se pa konsa konsa yo te tonbe dakò sou dat sa a. Se jis an 1917 nan lokazyon grèv ouvriyèz nan Senpetèsbou nan peyi Risi jou 8 mas la tou kole la kou karapat anba vant manman chen. Se jis apati lane 1945, 8 mas la tou tounen yon tradisyon toupatou sou latè. Men ak gwo mouvman fanm nan lane 70, Nasyonzini mare senti l resi reziyen l jis nan lane 1977 epi an frans an 1982.

8 mas se jou pou tout fanm desann nan lari tou patou sou latè pou yo kontinye reklame dwa yo epi fè yon vire gade pou yo wè ki kote yo soti pou rive la a. Jounen jodia reyalite yo montre Fanm yo fèk kare kare batay pou fè respekte dwa yo. Toutotan gason konprann se yo ki pou anlè nan tout bagay fanm yo fèk kare batay. Men toujou sonje 8 mas se jou pou Fanm tout kote leve kanpe pou reklame dwa yo. Se pa jou pou yo ret kouche sou dodin manfouben yo ret tann gason pote flè choublak vin depoze nan pye yo detan yo pa menm ka peye lekòl pou pitit yo epi bay o manje kòmsadwa.

Dwa Fanm se dwa tout moun

Pou kanmarad Harry Meneus li menm men kouman l wè koze 8 mas la. Fanm preske toupatou sou latè rasanble pou yo kontinye reflechi sou kalte batay y ap mennen pou yo delòk dwa yo genyen. Gen anpil moun ki di 8 mas la pa yon jounen fèt pou fanm, se pito yon jounen espesyal, kote fanm yo, prèske toupatou chwazi pou yo kontinye reflechi ansanm sou kokenn batay y ap mennen pou delòk tout kalib dwa yo genyen. Nan jounen sa a, yo fè anpil bat bouch. Se yon jounen espesyal pou yo evalye fo pa ak pwogrè, kalib gany yo fè nan kalte batay y ap mennen an.

suite à la page(15)

Bonjan sekirite nan Miragwàn

Lapolis poze lapat sou anviwon 56 moun nan depatman Nip lan, pami yo yon evade prizon ki sòti nan prizon sivil Kwadèboukè a.

Madi 2 mas 2021 an, Lapolis prezante yon bilan operasyon yo mennen pou mwa fevriye a sou 11 komin ki nan depatman Nip lan. 56 ka te anrejistre pami yo 18 manda te egzekite ak 38 ka flagrandeli. Selon eksplikasyon pòtpawòl polis Nip la, Wisnel Décembre, li fè konnen: Lapolis nan depatman Nip rive mete men nan kòlèt Saindonèl Emanès ki se yon evade prizon nan prizon sivil Kwadèboukè jou lendi premye mas 2021 an.

Ajan Idmo a ki prezante bay laprès Milfranc Stanley alyas "Tisèk" yo repwòche l kòm moun kite patisipe nan touye polisye Jocelyn CHARLES jou kite 22 novanm 2018 la nan zòn Savann wès Chalon premye seksyon komin Miragwàn. Pou fini pòt pawòl polis Nip lan, Wisnel Décembre ankouraje popilasyon la pou yo ede yo kontinye kwape bandi pou depatman Nip lan ka jwenn bonjan sekirite.

Bissainthe Anneseau

Arete epi depòte Ozetazini

Smith Jean-Pierre

Pòtpawòl Polis Nasyonal la Garry Desrosiers konfime genyen de endividi ki te jwenn arestasyon yo vandredi dènye nan peyi a. Youn se Joseph L. Mathieu ki se yon ameriken dorijin ayisyen ak yon sèten Peterson Benjamin alyas Pèpèt, li se "nimewo 3 nan yon gang k ap fonksyone nan Vilajdedye.

Se toulède ajan Administrasyon Ranfòsman Dwòg (DEA) ak Biwo Envestigasyon Federal (FBI), te vin chache nan men lapolis Ayiti pou aksyon malonèt. Sanble Joseph L. Mathieu te enplike nan kesyon dwòg epi Piterson limenm lapolis te arete l nan zòn Sàt poutèt li te patisipe nan yon douzèn ka kidnaping ki te gen ladann tou de sitwayen Meriken.



Joseph L. Mathieu ak Peterson Benjamin

Le « Capital » est rouge comme le cramoisi



A bas le Capitalisme

Par Robert Lodimus

« Il y a toujours dans l'existence d'un peuple combatif une dernière rivière de turbulences à traverser – même à gué – avant qu'il voie cesser ses misères, ses humiliations et ses souffrances. »

(Robert Lodimus, **L'inconnu de Mer frappée**, roman, 2020)

Contrairement à ce que l'État bourgeois veut nous faire croire, le système capitaliste ne peut pas fonctionner en dehors du climat de violence qui est son habitat naturel. C'est la violence même. C'est par l'oppression, la répression, l'exploitation, le crime organisé qu'il parvient depuis sa naissance à s'autoréguler, à s'autoprotéger et à survivre. Le « travail » ne peut s'obtenir que par la « force contraignante » qui se dégage du « Capital ». Les « besoins essentiels » sont les armes redoutables que les oligarques « *davosiens* » utilisent contre les masses ouvrières nécessiteuses, maintenues injustement sous le poids de la vulnérabilité sociale et économique. Là où le « néocapitalisme » est implanté, la société ne peut récolter que le kidnapping contre rançon, le vol, le viol, l'assassinat, la prostitution, la clochardisation, l'analphabétisation, la déperdition scolaire, la maladie… Si le « Capital » sème le vent, il doit récolter la tempête.

En Haïti, les travailleuses et les travailleurs de la sous-traitance retournent souvent dans les rues pour rappeler au patronat radin qu'ils crèvent dans la misère avec leurs enfants. Malheureusement, les cris de leurs revendications n'émeuvent pas le cœur de marbre des arabo-haïtiens que les statistiques identifient parmi les 3% des Crésus qui détiennent 80% du pactole national. Alors que les trisaïeuls de ces «bourgeois » sont arrivés aux portes de ce pays avec un petit sac presque vide suspendu au dos. Avec le temps, Ils se sont érigés en « seigneurs » sur cette terre qui les a adoptés, et en « bourreaux » de la population hospitalière qui les a recueillis à bras ouverts. Haïti les a sauvés de l'apatridie, du nomadisme, du vagabondage, des souffrances de la guerre, des persécutions religieuses… En guise de remerciements, ces anciens « gitans » qui ont fait fortune dans l'industrie du textile se complaisent à maltraiter les compatriotes que le mauvais sort a basculés dans l'enfer des usines d'assemblage. Ces endroits inhumains de maltraitance morale et physique constituent des points de transit vers le sanatorium, la morgue et le cimetière : comme le soulignent de temps à autre les camarades syndicalistes, dont Dominique St-Éloi, qui militent au risque de leur vie pour l'amélioration des conditions de vie des ouvrières et des ouvriers. Le combat contre le « Capital » est brutal, féroce, meurtrier. Il occasionne chaque année des grèves, des manifestations violemment et sauvagement réprimées par les bras armés des États bourgeois.

Le Parc Industriel de Sonapi

Nous connaissons l'histoire de ces activités harassantes de travail et de toutes leurs conséquences sur la santé déjà fragile de la population ouvrière. Seule l'émergence d'une « dictature prolétarienne globalisée » fera lever le vent de changement sur les cloaques humains qui gèlent de froid, respirent la faim, la soif et la nudité.

Une police digne de l'État bourgeois

Lundi 22 mai 2017. À la demande de Georges Barau Sassine – un ami personnel de l'ex-président Jean-Claude Duvalier, qui dirige l'*Association Des Industries d'Haïti* (ADIH) – des policiers, lâchés comme des *chiens enragés*, ont dispersé dans le sang un rassemblement pacifique organisé par des ouvrières et des ouvriers du *Parc industriel*. Malgré tout, les revendicateurs n'en démordaient pas. Depuis l'installation des multinationales de la sous-traitance en Haïti, la liste des doléances des embauchés ne cesse de s'allonger. À l'époque, ils exigeaient que le salaire minimum soit fixé au moins à 1500 gourdes, ce qui représentait quand même moins de 10 dollars US par jour. Au lieu de satisfaire aux modestes demandes, le gouvernement, – *dans l'esprit de flatter et de favoriser la classe dominante* –, a utilisé la force excessive pour contraindre les manifestants à retourner dans les usines. Les camarades ouvriers refusaient de céder. Ils continuaient, malgré tout, à défier les menaces de révocation massive brandies par le secteur patronal, qui craint de perdre des contrats juteux. Le retard constaté dans la livraison des commandes pouvait effectivement entraîner des pénalités qui se traduiraient par des baisses de dividendes.

La violence policière utilisée contre les « *esclaves* » de la *Société Nationale des Parcs Industriels* (SONAPI), nous l'espérons bien, finira par embraser la République. Et ce sera le début de l'ère de changement espérée pour les marginalisés du « **Capital** » sur le territoire national. Il faut souligner que la cause ouvrière a interpellé d'autres secteurs de la vie nationale. Plusieurs personnalités politiques et professionnelles multiplient à la radio les déclarations d'appui aux syndicats qui soutiennent la résistance des exploités. Les poussées inflationnistes, dans un pays qui consomme tout, sans rien produire, – *outre le banditisme, le kidnapping contre rançon et l'assassinat* –, sont devenues vraiment insupportables. Les prolétaires n'ont-ils pas raison de s'en plaindre et d'exiger que le revenu de leur travail soit indexé au coût réel de la vie? Ils accusent le gouvernement d'adopter une position anti-ouvrière et de les abandonner à la merci de la bourgeoisie compradore. Et ils ont raison. Après tout, que pouvait-on attendre de mieux d'une horde de malfrats qui se retranchent au sein d'une famille politique mafieuse, appelée *Parti haïtien des Tèt kale* (PHTK).

La situation socioéconomique qui se complique à toutes les minutes pour les misérables de l'univers témoigent de plus en plus de la nécessité d'une conquête révolutionnaire du pouvoir de l'État bourgeois, tel que le conçoit Jack Barnes [1] qui rapporte ces paroles de Malcolm X dans son ouvrage : « *Ne courez pas dans tous les sens en essayant de vous lier d'amitié avec quelqu'un qui vous prive de vos droits, ce ne sont pas vos amis, ce sont vos ennemis. Traitez-les comme tel, combattez-les et vous obtiendrez votre liberté.* » Nous réitérons tous les jours nos actes de réprobation, – transpirés de nos écrits et véhiculés dans nos paroles –, à l'encontre du système sociétal, politique et économique institué par les puissances occidentales pour détourner et piller les richesses de la planète.

Parmi la classe des travailleurs salariés et des petits agriculteurs, nous entrevoyons l'ovulation d'une prise de conscience qui devrait inquiéter les dirigeants capitalistes de Port-au-Prince. Ceux qui ont lu le livre de Gilbert Cesbron, **Les Saints vont en enfer**, – *dont nous rappelons souvent le titre dans nos réflexions sociopolitiques et économiques* –, saisissent le sens de nos propos « *euphémistiques* ». Nous aurions pu citer aussi « **La Mère** » de l'écrivain russe, Maxime Gorki de son vrai nom Alexis Pechkov, publié en 1907, dix ans avant la révolution d'octobre. À notre grande surprise, des militants syndicaux haïtiens, ayant un bagage instructionnel limité, utilisent la « **dialectique d'une révolution mondialisée** » pour exprimer leur ras le bol du système impérial. Certains avouent qu'ils lisent des brochures rédigées de manière simple sur la doctrine de l'ouvriérisme. Une travailleuse a déclaré sur radio Kiskeya [2] : « *Nous aidons à créer des richesses, nous voulons en bénéficier également. Et c'est tout à fait juste*.» L'intervenante a reconnu du même coup que les revendications ouvrières doivent viser la prise et le contrôle des organes de pouvoir de l'État. Sinon, faisait-elle remarquer, le mouvement de résistance sociale n'aura pas le dénouement escompté. D'autres syndicalistes progressistes, comme Dominique St-Éloi du *Centre national des ouvriers haïtiens* (CNOH), abondent dans le même sens. En échange de leur force de travail, ils veulent aussi manger un morceau raisonnable du gâteau. L'essayiste Placide Gaboury [3] aurait sûrement ajouté : « **Pas la charité, mais le partage**. »

Lénine, le brillant dialecticien de la révolution d'octobre, expliqua en 1920 que « *la politique de l'Internationale communiste dans la lutte contre l'oppression nationale vise à unifier les prolétaires et les masses laborieuses de toutes les nations dans la lutte révolutionnaire pour renverser les propriétaires fonciers et la bourgeoisie. Seule une telle unité garantit la victoire sur le capitalisme, sans laquelle il est impossible d'abolir l'oppression nationale* [4].» Nous prônons nous-mêmes la « *déprivatisation* » des biens essentiels. Tout ce qui doit permettre à une citoyenne ou un citoyen de jouir de ses Libertés et de ses Droits naturels doit relever de la Communauté : l'école, l'hôpital, le transport, le loisir, le logement, la nourriture, l'environnement… Il faut abolir le travail et le remplacer par des activités d'entraide basées sur les principes du coopératisme. Le mot « **travail** » se rapproche du latin « **tripalium** » qui signifie « **tourment** ». Selon le linguiste et le lexicographe français, Alain Ray, ce concept est apparu pour la première fois au XIIe siècle. Albert Jacquard, philosophe et généticien français, pense qu'il ne devrait pas y avoir de travail, mais une place pour chaque individu dans la société. La **communauté révolutionnaire mondiale** remplacera le vocable « **travail** », selon l'usage qu'en font les impérialistes, pour inventer une appellation qui caractérisera de façon plus humanitaire les activités liées à l'exercice professionnel, qui seront en fait une sorte de collaboration démocratique avec des objectifs d'émancipation sociale et de progrès matériel.

Les ouvriers qui travaillent dans les secteurs de l'industrie du textile de la République d'Haïti cherchent adroitement à élargir l'espace des contestations sociales et économiques. L'État est en crise. Le pays se rapproche d'une explosion sociétale. Et plus inquiétant encore. L'État est tombé en faillite. Rien ne fonctionne. L'horloge du temps s'est arrêtée. Le peuple des bidonvilles n'a plus de voix pour crier sa misère et son inquiétude. Le dimanche 7 mars 2021, les compatriotes envahissaient encore les rues de Port-au-Prince pour dénoncer l'insécurité galopante qui a enlevé la vie du docteur Ernst Paddy, originaire de la ville des Gonaïves.

Le « Capital » n'a pas de patrie

Les « faucons migrateurs » qui exploitent les usines d'assemblage à Port-au-Prince et à Ouanaminthe ont millionuplé leurs « capitaux » en détruisant la classe paysanne non-scolarisée. Profitant des méfaits ravageurs des intempéries sur l'environnement agricole, les « crocodiles » qui vivent eux-mêmes des miettes lancées par les grandes multinationales pêchent la main-d'œuvre à bon marché dans l'étang de chômage, d'oisiveté et de précarité qui noie et déracine les populations rurales ruinées.

L'État confie le marché de l'importation de l'engrais chimique à la même clique des « prédateurs » qui font leur beurre dans les zones franches. Le prix du produit grimpe comme Tarzan dans les lianes de la forêt tropicale. Piégé de tout bord, le paysan se jette sur la route avec un baluchon sur l'épaule. Il devient, par la force de la misère, la « propriété » exclusive des « vipères mafieuses » qui accaparent et contrôlent les sphères de l'économie nationale. Bon nombre de « ces gens-là » – *dans le langage de Jacques Brel* – sont des « terroristes financiers ». Mis à part, bien entendu, quelques-uns qui sont restés fidèles et loyaux envers leur patrie adoptive. Nous pouvons rappeler, entre autres, le nom prestigieux d'Antoine Isméry, de regrettée mémoire. Les « chacals » de la SONAPI et les « bourgeois compradores du bord de mer » ne vouent aucun sentiment d'appartenance à Haïti. D'ailleurs, le journaliste Hervé Kempf [5], spécialiste de l'environnement écrit que « la secte des hyper-riches n'a pas de patrie.» L'écrivain constate encore : « *…L'oligarchie fleurit aussi sur le développement des économies locales en s'accommodant […] d'une exploitation poussée des travailleurs et du dépouillement des paysans*. »



Georges Barau Sassine

Au fil des années, les « arabes ingrats » installés sur le territoire ont détruit la capacité d'autodétermination des Haïtiens. Ils sont même parvenus à fragiliser les conditions de l'indépendance et de la souveraineté de l'État. N'ont-ils pas toujours collaboré avec les puissances dominatrices contre les intérêts des indigènes ? En scrutant les dessous de l'occupation américaine, on découvre aisément les traces indélébiles de leurs mains traitresses. D'abord, le 28 juillet 1915. Ensuite le 30 septembre 1991. Et la dernière fois, le 29 février 2004. Qui a payé le poignard de 40 millions de dollars US avec lequel Michel François – l'hydre de Lerne – égorgea le « Rêve » des pauvres de La Saline, de Cité Soleil, de Solino…? Et profitant encore de l'embargo de Bill Clinton – le DSK de la Maison Blanche – ils ont plongé leurs bras dans le sang des 5000 victimes d'Emanuel Constant et de Louis Jodel Chamblain pour puiser l'or du crime dont ils jouissent grassement jusqu'à présent. En toute impunité. Les toits de leurs somptueux châteaux sont « voisins du ciel », comme l'aurait élégamment écrit Jean de la Fontaine. Des agents de sécurité armés jusqu'aux dents montent la garde devant leurs barrières coulissantes en acier trempé, veillent sur le sommeil de leur épouse, de leurs maîtresses et de leurs enfants qui n'ont pas encore atteint l'âge de fréquenter les grandes universités européennes ou nord-américaines. Ils se déplacent à bord des véhicules blindés. En se juchant sur la crête des mornes et en s'exilant dans les vallées lointaines et inaccessibles, les « *assassins*

suite à la page(16)

Jovenel Moïse, les « Cris de Fort-Liberté » et les « Menaces de Port-de-Paix » !

L'expression « incorrigible » peut être attribuée facilement au Président Jovenel Moïse. Mais, il y a aussi place pour une multitude d'autres tant l'homme est incontrôlable depuis qu'il s'est rendu compte de sa supériorité politique sur ses opposants politiques. Pour certains, l'homme est un provocateur politique qui, à chaque fois que l'occasion lui est présentée, ne tremble pas pour accuser ses adversaires de tous les maux. Les provoquer en duel. D'autres, en revanche, estiment qu'il n'est ni plus ni moins qu'un malade mental. Donc, inutile de le prendre au sérieux quand il est dans ses délires, alors que ses jours sont comptés au Palais national. Les premiers qui finissent par comprendre qu'il ne faut plus sous-estimer la capacité de nuisance de Jovenel Moïse pensent que l'homme est plus dangereux politiquement, voire, idéologiquement qu'il n'y paraît.

Pour eux, il n'y a rien de folie chez cet inconnu de la République devenu l'homme le plus puissant d'Haïti depuis la chute de la dictature des Duvalier il y a plus d'une trentaine d'années. Ils disent que Jovenel devient trop menaçant sur le plan politique pour être considéré comme un simple faible d'esprit ou quelqu'un qui serait en état de démence. Derrière les attaques et les sorties politiques violentes de Jovenel Moïse contre ceux qu'il croit être ses ennemis politiques, il y a autre chose. Il existe certainement un fondamental. Quelque chose qui le nourrit idéologiquement. En clair, Jovenel Moïse n'est pas fou. Ce serait une grosse erreur de croire le contraire. Pourtant, les tenants de la folie chez Jovenel Moïse croient dur comme fer qu'il l'est. Sinon, jamais, d'après eux, un Président qui ne fait que compter les jours ou plus précisément pour qui chaque jour qui passe peut être considéré comme une grande victoire à la tête du pays, ne pourrait être si lucide ; si confiant ; si sûr de ses agissements jusqu'à se croire infaillible. Ils le trouvent même arrogant.

Pour ceux qui demeurent persuadés que la démence s'est emparée de Jovenel Moïse, il est indéniable que la haine et le mépris exprimés par l'occupant du Palais national à l'égard des oppositions ne peut s'expliquer que par une perte totale de la faculté de comprendre ce qui se passe autour de lui en ces temps où le chaos menace la République d'un moment à un autre. Oui, selon eux, Jovenel Moïse n'est plus sain d'esprit. Pour les partisans de la théorie de la folie, c'est une raison fondamentale pour, justement, chasser le plus vite ce malade mental de la présidence avant qu'il ne soit trop tard. Car, d'après eux, Jovenel est devenu dangereux non seulement pour l'ensemble de la société mais pour lui-même et son entourage proche. Il faut vite l'arrêter ! On a compris, comme d'habitude, en Haïti chaque fin de mandat d'un Président de la République devient non seulement problématique pour l'opposition mais pour l'intéressé lui-même. A quelques exceptions près, c'est cette affaire de fin de mandat qui, dans une large mesure, incite les chefs d'Etat haïtiens en fonction soit à devenir dictateur en jouant sur une fibre nationaliste vis-à-vis de l'extérieur ; soit à s'imprégner d'un populisme face à l'opposition qui le conduit vers la présidence à vie.

Dans cette quête de pouvoir permanent, voire absolu, il n'y a en fin de compte pas de place pour le hasard encore moins pour la folie d'un homme cherchant à se faire passer pour ce qu'il n'est pas. La vérité est que tous les Présidents haïtiens en responsabilité n'oublient jamais qu'ils peuvent réussir là où les autres ou leurs prédécesseurs ont échoué dans leurs tentatives de garder le pouvoir à la fin de leur mandat constitutionnel. Si l'on revient au cas de Jovenel Moïse, on l'a dit, c'est plus délicat en cette année de 2021 d'affirmer avec certitude qu'il veut rester au pouvoir ; dans la mesure où le débat sur la fin de son mandat fait face à des prescrits constitutionnels qui sont loin d'être évidents pour tout le monde : juristes et non juristes ; partisans et adversaires. Si les oppositions au Président affirment avec force de conviction qu'il devait partir depuis le 7 février, selon, évidemment le fameux article 134.2 qui est d'ailleurs, le point de la discorde.


Jovenel Moise à Fort-Liberté

Il faut reconnaître, sans pour autant être un partisan, qu'il y a matière à discussion qui pourrait durer des mois le temps, sans doute, qu'on arrive ou qu'on aboutisse à l'autre singulier article traitant justement de la durée du mandat présidentiel, l'article 134.1 ignoré totalement ou presque dans le débat. Ces deux articles sont les éléments clés de la théorie du verre à moitié plein et à moitié vide. A chaque protagoniste de choisir ce qui lui plaira et de rejeter l'autre à la poubelle constitutionnelle. Cela se joue à l'aune du contenu du verre. C'est exactement ce qui s'est passé et qui se passe encore avec les manifestations de l'opposition d'une part et la résistance, voire les provocations du Président Jovenel Moïse d'autre part. En vérité, n'étant pas juriste et encore, puisque même ceux qui le sont ont du mal à nous convaincre puisqu'ils ne sont pas plus lucides ni plus convaincants que le commun des mortels sur la question, on est un peu perdu en somme.

Au risque de passer pour des idiots ou des opportunistes, on préfère continuer à plancher sur la question, histoire de comprendre. Car, comme les deux écoles évoquées plus haut, à savoir ceux qui voient en Jovenel un fou à lier et ceux qui le considèrent comme un provocateur plus qu'autre chose, on penche plutôt pour un Président, mis à part son côté théâtral quand il est devant ses partisans comme c'était le cas à Fort-Liberté le vendredi 5 février 2021 ou à Port-de-Paix durant la période carnavalesque des 14, 15 et 16 février 2021, qui croit qu'il a raison de ne pas démissionner en lorgnant sur une « contradiction constitutionnelle » devenue une « absurdité politique ». Puisque, assez bizarrement, les deux parties opposées ont chacune raison suivant la façon dont ils regardent le verre. Le seul problème, avant que la société politique (l'ensemble des acteurs impliqués) n'apporte la solution à cette anomalie politico-constitutionnelle par une vraie réforme constitutionnelle, c'est que les protagonistes d'aujourd'hui refusent de s'asseoir autour de cette problématique que rien ni personne, d'ici et d'ailleurs, ne peut résoudre sans leur accord ou leur consentement.

Les oppositions au Président Jovenel Moïse peuvent beau solliciter la population haïtienne et la terre entière pour les aider à renverser celui-ci avant le 7 février 2022, date à laquelle le débat n'aura plus aucun sens, même si elles ont raison en partie seulement, elles auront toujours du mal à être toutes seules dans la vérité. Ainsi, de même pour le pouvoir. Le chef de l'Etat peut parcourir toute la République pour prendre la population à témoin dans le but de résister aux appels de ses opposants, il ne pourra jamais convaincre tout le monde y compris toute la Communauté internationale, qu'il est le meilleur Président que Haïti n'ait jamais eu et de fait qu'il doit rester aux commandes du pays. La vérité est qu'il est au bon endroit et à un moment où personne n'aurait fait ni dit le contraire. Donc, ses « Cris de Fort-Liberté » et ses « Menaces de Port-de-Paix » lancés comme une sorte de bravades guerrières ne sont en réalité destinées qu'à intimider ses adversaires politiques et particulièrement ceux qu'il considère comme les tenants du « Système ».

Il faut connaître l'histoire de ce pays dès l'origine de sa fondation en tant qu'Etat né et nourri dans le sang et par l'injustice sociale et la discrimination pour bien articuler le sens des mots répétés à l'envi par le Président Jovenel Moïse le 5 février 2021 dans le chef lieu du département du Nord-Est, Fort-Liberté anciennement Fort Dauphin. Quand, devant une foule en délire, il lance : « Vous avez assassiné des Présidents, vous avez exilé des Présidents, vous avez emprisonné des Présidents. Mais, n'oubliez pas, il y a un dernier Président qui restera au travers de votre gorge, messieurs. Ce Président qui reste au travers de votre gorge n'a pas de boss. Son boss est le peuple haïtien ». Jovenel Moïse tente de revisiter l'Histoire tragique de la population la plus démunie du pays. En écoutant cette litanie « jovenelienne », on ne pouvait ne pas sourire. La manière dont il manie cette belle langue créole, nous envoie certainement à une autre époque. Mais, en fait, le Président Jovenel Moïse qui pense s'adresser au Secteur des affaires qui, d'après lui, finance l'opposition contre son Administration vu qu'il est en conflit avec ce secteur pour avoir défait ou résilié certains contrats passés avec l'Etat, sait qu'il joue avec les nerfs du « Système ».

Ce discours n'est rien de moins qu'un coup de bluff. Il a, certes, parlé de « Oligarques corrompus », il a beau les traiter de « voleurs », mais le Président sait que ce n'est pas là le problème de l'heure. D'ailleurs, si ces « Oligarques corrompus» ont tant pillé le pays ; si pressurisé l'Etat depuis l'assassinat de l'Empereur Jean-Jacques Dessalines, ce qui n'est pas faux, il les connaît et il a des preuves. Pourquoi aucun d'entre eux, mêmes ceux d'aujourd'hui qu'il accuse de mettre l'Etat en faillite économique avec des contrats qui ne sont jamais honorés, n'a jamais fait l'objet d'aucune poursuite judiciaire encore moins de condamnation pour les crimes commis ? Les « Cris de Fort-Liberté » et les « Menaces de Port-de-Paix » se résument en clair à faire peur et maintenir la pression politique sur les financiers de l'opposition plurielle qui ne pourront tenir longtemps sur le macadam sans l'apport intéressé de ce Secteur des affaires.

Un secteur il faut le dire, qui a laissé des plumes sur cette Administration qu'il a d'ailleurs aidée à arriver au pouvoir, ce qu'a reconnu publiquement le Dr Réginald Boulos du Mouvement Troisième Voix (MTV) dans l'émission « Invité du jour » sur radio Vision 2000 avec Valery Numa le mercredi 3 février 2021. Quand Jovenel Moïse dit : « Nou pap ka ansasinen m, nou pap ka anpwazonnen m, nou pap ka egzile m, nou pap ka anprizone m, mwen kroke nan gòj nou », le Président sait que c'est absolument faux. Depuis la chute de Jean-Claude Duvalier en 1986, aucun Président haïtien n'est à l'abri de tout ce qu'il a énuméré. Sauf s'il est soutenu à bout de bras par les Etats Unis d'Amérique, les Nations Unies (ONU) et l'Organisation des Etats Unis (OEA). Au grand malheur de l'opposition haïtienne, il se trouve que ces trois entités soutiennent, depuis l'origine, c'est-à-dire depuis le 7 février 2017, le Président qu'elles ont contribué à placer au sommet de l'Etat. Un soutien qui ne lui a jamais fait défaut. D'où la confiance d'un Jovenel Moïse qui peut se permettre de lancer des menaces et des flèches à tout vent contre cette opposition un peu seule, il est vrai, depuis quatre ans sur le plan international.

Quelques voix se sont bien élevées du côté de la capitale fédérale américaine en leur faveur ces jours-ci où certains élus américains de Washington, dans une lettre en date du 6 février 2021 au nouveau Secrétaire d'Etat américain (Affaires étrangères), Anthony Blinken, ont demandé à l'Administration de Joe Biden de prendre ses distances avec les tenants du pouvoir de Port-au-Prince. « En tant que membres du Congrès, nous croyons profondément dans la démocratie et le règne de la loi et nous ressentons qu'il est essentiel que les Etats-Unis rejettent sans ambiguïté toute tentative du Président Moïse de se maintenir au pouvoir, en violation de ces principes. Le temps d'une transition démocratique conduite par les Haïtiens, c'est maintenant. Pour finir, nous espérons que le Département d'Etat va monitorer les évènements qui se déroulent en Haïti, condamner les actions anti-démocratiques du Président Moïse et supporter l'établissement d'un gouvernement de transition » notent Gregory Meeks, Président de la Commission des affaires étrangères du Congrès ; Albio Sires, Président du sous-comité de l'hémisphère Ouest et les congressmen Yvette D. Clarke, Andy Levine, Ilhan Omar, Alcee L. Hastings et Darren Soto dans leur courrier.

Une prise de position qui apporte un peu de baume au cœur de l'ensemble des leaders de l'opposition haïtienne qui avait fini par croire qu'ils étaient les seuls sur terre à décrier le Président Jovenel Moïse comme celui qui chercherait à se maintenir au Palais national après le 7 février 2021. En tous cas, les deux camps continuent de se faire face avec les moyens dont ils disposent. D'un côté, le Président Jovenel Moïse qui s'accroche au Palais national avec la certitude que le Core Group et le reste de la Communauté internationale ne le lâcheront point. Ainsi, il pourra poursuivre ses réformes institutionnelles même dans la confusion la plus générale avec le referendum constitutionnel en ligne de mire. Et de l'autre côté, les oppositions qui maintiennent le flambeau, certes dans la division, afin de parvenir à retourner les soutiens intérieurs et extérieurs du pouvoir pour les aider à persuader le principal intéressé que le moment de rendre les armes c'est maintenant.

C.C

FRANTZ DANIEL JEAN
FUNERAL SERVICES INC.

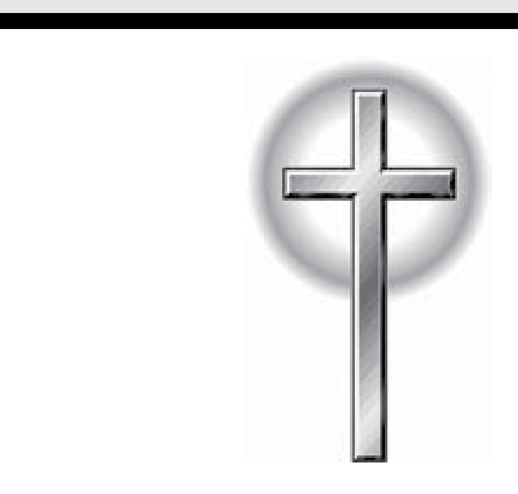


• Funerals in All Boroughs
• Transportation of Remains
• Cremation

Nou pale kreyòl.

5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203
718.613.0228

GUARINO FUNERAL HOME

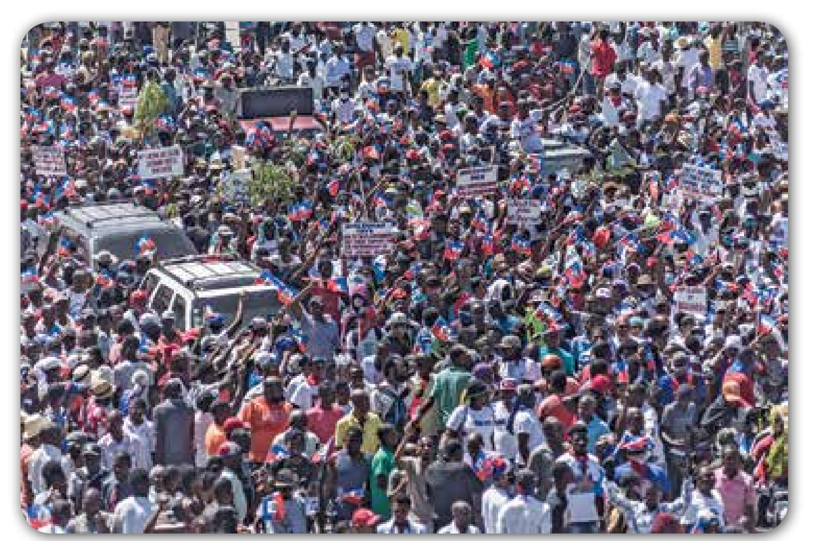


Serving the Haitian Community
for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236
718-257-2890

A Portrait of Mobilization:

A Day in the Life of Fighting Dictatorship and Neocolonialism



Thousands rally in Port-au-Prince on Feb. 28, 2021 to demand Jovenel Moïse step down as dictated by the Constitution.

by Danny Shaw

The day begins the night before. The cadre of hope dodge sleep and the police. Under the cover of night and the ancestors, they spray-paint the walls of Port-au-Prince to encourage communities to unite and rise up: "*Aba enperyalis, Aba Jovenel!*" (Down with imperialism! Down with Jovenel.) "*PHTK, Bann volè.*" (The PHTK - Haitian Bald Headed Party - is a bunch of thieves.) "*Kote kòb PetroCaribe?*" (Where is the PetroCaribe money?)

The young writers of the People, Poetry, Revolution collective go deeper, emblazoning the walls of alleyways and main boulevards with short poems. "*Powèt, ekri chante k ap ede nou rete debou sou miray lavi sa k ap disparèt.*" (Poets, write songs, which help us to stay standing up, on this wall of life which is disappearing.) That poem was spray-painted in black by its author Ricardo Boucher on an alleyway wall in the hilltop Port-au-Prince shantytown of Fort National.

It is Sun., Feb. 28 or Sun., Mar. 7. Sundays are when the showdowns take place between David versus Goliath, the most forgotten versus the empire. There are national mobilizations against the emerging dictator Jovenel Moïse, whose constitutional mandate (if he ever had one) ended three weeks ago on Feb. 7.

As the indefatigable sun rises over Port-au-Prince, families boil *akasan* (cornmeal) and *chokola cho* (hot chocolate) in massive pots. They dip their fresh bread into the delicious, scalding, sweet concoctions, focused on the long day ahead.

This is a family affair. They gather in the alleyways (*koridò*) to make hundreds of signs. "Sison + La Lime = Corruption in Haiti" says one, referring to U.S. Ambassador Michele Sison and Helen La Lime, head of United Nations Integrated Office in Haiti (BINUH). "Hands off Haiti's Democracy," says another. Haitians are polyglots. They know who the enemy is, and they speak directly to them. "U.S., UN and OAS: Hands Off Haiti" and "Haiti Can't Breathe" say two others. The battle of ideas plays out in Port-au-Prince in many languages because Haitians know what many of us perhaps do not: this is an international and anti-imperialist struggle.

This latest democratic struggle is now in its fourth decade. "*AYITI PA POU VANN NI AN GWO NI AN DETAY*" (Haiti is not for sale, either wholesale or retail) is a slogan often written and chanted since Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier fled Haiti on Feb. 7, 1986, the date marking the start of this historical chapter. It is a slogan again today.

At 11 a.m., the protestors start to gather on the Champs de Mars, the capital's main square. The mobilization's leaders make their rounds, pumping up the people. The march takes form.

They soak tires in gasoline, and, *wufff* , the lines are drawn, and the march is off.

Young men take a shot of Barbancourt rum to stave off hunger. There is no fear or anxiety to stave off. No such luxuries. This is a people born into struggle.

The rolling mass picks up momentum and members as they go. Suddenly 1,000 is 5,000. As they roll down Avenue John Brown (it's telling that Haiti's most important thoroughfare is named after the militant abolitionist), there are now tens of thousands. The crowd swells and blankets dozens of city blocks.

Delmas is a crucial intersection. South spells trouble where paramilitary kidnapping gangs battle social movements for hegemony. North is the move.

Will this be the day that *chodyè chavire* (the pot spills over) and the masses again overthrow a petty, second-rate, foreign-sponsored tyrant like they did in 1986?

The police are more careful with mass marches. They are far outnumbered. The neocolonial boomerang can swing back around.

At Delmas 32, the police make their move and attack the front of the march. Tear gas and plastic bullets send everyone sprinting for cover. Stampedes threaten to leave some behind but a helpful hand scoops them back up. *Men anpil, chay pa lou.* (Many hands lighten the load.)

Who is covering the story? History is in motion. Where is the BBC? CNN? The New York Times?

"This is not Hong Kong or Taiwan," one marcher reminds us. "We are a neocolony," chimes in another.

The Haitian National Police cops do not discriminate. They pounce upon massive marches or smaller youth-led marches. Their job is to discourage, disrupt, disburse, and dismantle. Tear gas, bullets. The masses are in retreat. Depending on the angles and specific terrain, the bravest throw back the tear gas, rocks, and whatever other makeshift weapons the streets provide.

This is when it gets dangerous. The policemen's faces are covered and not because they fear COVID. They display no badge numbers nor license plates. They attack without fear, with impunity.

The united march has now scattered in different directions. Contingents play cat-and-mouse with the police trying to outmaneuver them. Anti-imperialist organizations whisk away their top leadership. It is too easy for them to be kidnapped or assassinated. The cadre of hope must live to fight another day.

At 4:30 p.m., a young 25-year-old community leader, Jean Réné "Chata" Laporte, is shot with a bullet. His comrades encircle him and evacuate him to safety. They rush him to the hospital but are careful lest the police take a second shot at him.

The popular organizations reassemble in their neighborhoods. Here they are safe. The police and kidnappers do not run these alleyways. The popular educators check in on one another. Who is injured? Who is caring for Chata? At 7 p.m., they debrief. They debate. They plan. They yell. The passion of centuries of resistance fills the humid air. "Who was responsible for the security breach?" asks someone. "We can't afford any more dead."

The struggle against dictatorship and neocolonialism continues...

Danny Shaw, a CUNY professor, slept, ate, and marched with militants from the Fort National neighborhood's popular organization MOLEGHAF in late February and early March. He tweeted his experiences and reflections at @dannyshawcuny.



"MOLEGHAF says down with imperialism, long live communism," reads one sign at an anti-Moïse protest.

Mercedes Narcisse: A Crusading Nurse Tries Again for Canarsie's City Council Seat



For a second time, Mercedes Narcisse is running for the 46th City Council District seat. "I'm not a politician. I'm a servant."

by Kim Ives

The race for the District 46 New York City Council seat has nine candidates, seven of them Democrats. This crowded field may be best explained by the many challenges facing this working-class Brooklyn neighborhood.

It straddles Jamaica Bay, so it is susceptible to flooding, as its residents found out when Hurricane Sandy hit in 2012.

District 46 also has the highest foreclosure rate in the city. Even before the Covid-19 pandemic, the district's 11236 zipcode area was a "foreclosure hotspot" in 2019, according to Property Shark, "with 120 first-time foreclosures, accounting for 15% of the borough's annual volume."

So the district needs a champion. In response, nurse, businesswoman, mother, and advocate Mercedes Narcisse is stepping forward... again.

She ran for the seat in 2013 but narrowly lost in the primary to Democratic-machine-backed-candidate and Chuck Schumer-protégé Alan Maisel, who got 8,387 votes (59.67%) to her 5,669 (40.33%). But that strong first-time showing encouraged her to try her chances again in the upcoming primary on Jun. 22, 2021. (Maisel ran unopposed in the 2017 primary.)

The winner of that Democratic primary is almost assured of victory in the Nov. 2 ballot because District 46 is 70% registered Democratic voters. The district is also heavily Haitian-American; they make up a large part of the neighborhood's 86.6% Black population, based on statistics of Canarsie, which covers most of the district.

Although she leads the field in name recognition and campaign fundraising (having raised over $54,000, largely from doctors and nurses), Narcisse nevertheless is again an underdog. She is not the favored candidate of Brooklyn's Democratic machine, although she does have important endorsements from Nick Perry, the Assemblyman for District 58, and Democratic State Committeeman Cory Provost. The 21 in '21 Initiative, a nonpartisan, citywide effort formed in 2017 to increase the number of women elected to the New York City Council, has also endorsed her.

But underdog status has defined Narcisse's life. Born in St. Marc, she never knew her mother and was raised by her grandmother since she was six months old. Her father emigrated to the U.S. when she was only three.

As a teenager who spoke no English, she emigrated to Brooklyn in 1983 and enrolled in Tilden High School, from which she graduated two years later. She then attended New York Institute of Technology (New York Tech), graduating with a degree as a Registered Nurse. But her trials were only beginning.

"I ended up working three jobs," she told Haïti Liberté. "One to pay the babysitter, one to pay bills, and one to invest in business. Basically, I didn't sleep. That's how I ended up with a small business. That's what most of us from the Caribbean have to do, I guess."



In July 2020, Narcisse (right) attended the inauguration of a Canarsie mural to George Floyd with artist Kenny Alcindor (2nd from right) and lawyer Samuel Rubenstein (3rd from right), and others.

Although rotating between shifts at Elmhurst Hospital and two nursing agencies, she found the time and resources to raise four children, open a surgical supply store, and buy property in Canarsie, which has been the only home she's known since coming to the U.S..

Her success from such humble beginnings as well as her ebullient personality are what began to propel her into seeking public office. She became the president of the 41st Assembly District Democratic Club, founded by District 46's former three-term (2002-2013) councilman , the late Lew Fidler, and a member of the Real Action Democratic Club. She is also a member

suite à la page(15)

LA PANDÉMIE, C'EST



Par María Galindo

Je n'écris pas depuis la Bolivie, mais depuis un territoire que l'on appelle l'incertitude.

J'écris de la dernière place dans la queue pour obtenir la vaccination coloniale, qui dans de nombreux pays sera appliquée comme une dose de salut gouvernemental et comme un nouveau contrat sanitaire octroyé par le capitalisme à travers les États pour survivre.

J'écris à partir de la conscience acquise dans un pot commun, dans un petit mouvement, dans une lutte qui n'a cessé de dessiner des cartes de sortie, de localisation et de rencontre.

J'écris à partir d'une marche de travailleuses du sexe en pandémie qui affirment que la répression policière est pire que le risque de tomber malade et la peur de mourir.

J'écris alors que, contre ma volonté, je me prépare à parler sur un écran froid que je voudrais réchauffer jusqu'à ce qu'il explose.

Je n'écris pas avec certitude, mais avec des doutes, des questions, des intuitions et des tâtonnements.

Je n'ai pas renoncé à sentir ce monde pandémique sans gants, et bien que j'aie accepté l'invitation à écrire, je suis consciente que tout ce que je dis risque de devenir soudainement une déclaration ridicule, obsolète, naïve ou de perdre sa cohérence comme s'il s'agissait de glace fondue.

En même temps, je pourrais m'accrocher à un ton prophétique fataliste, biblique ou rédemptionniste et m'attendre aux applaudissements des cœurs paumés qui, dans les rues, marchent comme des zombies à la recherche désespérée de voix prophétiques.

La pandémie est un fait politique, non pas parce qu'elle est inventée, inexistante ou qu'elle a été produite artificiellement en laboratoire. La pandémie est un fait politique car elle modifie tous les rapports sociaux à l'échelle mondiale et il est donc légitime et urgent d'y réfléchir et d'en débattre politiquement.

La pandémie est un fait politique car elle est présentée comme la conséquence d'un modèle capitaliste mondial qui passe de sa version écocidaire à sa version suicidaire. Elle ouvre, ou plutôt met en évidence, la relation systémique entre écocide et suicide.

Soumission grégaire

La pandémie a mis en place un lexique standardisé au niveau planétaire, uniforme et étendu dans tous les pays. Elle sert à réorienter la vie sociale vers une société disciplinaire.

Mot à mot, la vie est mise au carré pour la réduire à la peur, à la surveillance légitimée de l'État sur toute notre vie, à la dissolution des formes de collaboration et d'organisation non étatiques. Les seules formes de collaboration qui ont été revalorisées ont été réduites à une sorte de paternalisme social sans pouvoir de politisation. L'amputation du désir est l'une de ses constantes.

Toutes ces opérations politiques se font à travers le langage de la pandémie comme un instrument pour nommer et donner un contenu à ce qui se passe. Nous ne remettons pas en cause les mesures de protection, la nécessité de les prendre ou l'incongruité de beaucoup d'entre elles, mais la manière de nommer l'univers entier de la pandémie.

Je ne parle pas de significations cachées : elles sont explicites et leur effet destructeur tient à leur répétition envahissante, au fait que les dirigeants et les organisations internationales en sont les porte-parole incontestables et que la population, en général, fonctionne comme une caisse de résonnance.

C'est un langage que l'on finit par utiliser pour se comprendre en quelques mots. Avec son caractère global sans nuances et avec son utilisation irréfléchie sans marge pour questionner les significations, il fonctionne en fascisant les relations sociales.

Une fois de plus, comme si souvent dans l'histoire, le droit de nommer des faits est utilisé comme une arme pour programmer leur contenu social.

C'est dans les termes avec lesquels les faits sont baptisés que réside leur contenu idéologique central. Ce n'est pas un contenu idéologique qui fonctionne comme une théorie à accepter, à débattre ou à repenser. C'est un contenu idéologique qui fonctionne comme un sens fixe irréfutable et une réalité directe, qui a un effet de thérapie de conditionnement comportemental.

Lexique pandémique

J'ai trouvé une trentaine de termes qui constituent l'épine dorsale du lexique et sa fonction de conditionnement comportemental collectif. Toutefois, je vais proposer d'en examiner quelques-uns seulement, pour des raisons de place :

Biosécurité : Ensemble de mesures visant à faire face au danger mortel de contagion. Nous devrions remplacer le mot « sécurité » par « vulnérabilité » et le suffixe « bio » par « nécro ». Nous sommes vulnérables à un danger omniprésent, invisible et incontrôlable. S'il y a une chose qui n'est pas sûre, c'est bien la vie. Nous ne pouvons pas parler de biosécurité alors qu'un tel terme désigne en réalité le nécrodanger ou la biovulnérabilité.

Distanciation sociale et isolement : ce ne sont pas les deux mètres dont nous avons besoin pour éviter la contagion, mais ce sont le contenu de l'aiguisement de l'enfermement en soi, du sauve-qui-peut loin de « l'autre », qui est dangereux par excellence. Nous sommes tou·tes devenus l' « autre » de l' « autre », faisant du langage pandémique un instrument de dissolution du collectif. Ce qui a aussi œuvré à la fascisation sociale c'est l'accent mis sur le petit groupe familial -la « bulle »- comme votre seul univers de responsabilité et de sens, en utilisant le pronom possessif inoffensif « les tiens » encore et toujours.

Quarantaine : terme transporté de la peste noire du Moyen-Âge au monde contemporain comme indicateur qu'au 21e siècle - après plusieurs révolutions technologiques - les mesures sociales de soins sont les mêmes qu'il y a plusieurs siècles et portent le même nom. À qui sert la technologie alors ? Pourquoi ne disposons-nous pas d'autres outils contemporains que ceux du Moyen-Âge pour faire face à une pandémie ?

Couvre-feu, confinement : ce ne sont pas les seuls termes qui font partie du lexique de la pandémie et qui, dans cette partie du monde, ont représenté les dictatures militaires qui sont dans notre mémoire vivante. N'aurions-nous pas pu utiliser d'autres mots qui ne sont pas chargés de mémoire dictatoriale, ou est-ce que leur charge dictatoriale était et reste socialement utile pour réinstaller le pouvoir absolu de l'État sur la population ?

Activités essentielles : La reclassification des activités sociales avec le qualificatif d' « essentielles », en laissant de côté toutes celles qui appartiennent à l'univers de l'affection, du désir, de la créativité et en réduisant les personnes au monde du travail a, dans le langage pandémique, un effet chirurgical d'amputation. La seule notion valable de la vie est celle de « travail ». Le simple fait de remplacer « essentiel » par « fonctionnel » donnerait un sens différent à la vie quotidienne.

Télétravail : déplacement du lieu de travail vers le domicile, transformant le travail en un produit qui est payé comme un produit et non comme une activité qui est mesurée en un nombre d'heures déterminé. C'est ce que l'on appelle dans cette partie du monde – que ce soit au Honduras, au Mexique ou au Brésil - la « maquila » et le « travail à la pièce », où l'on est payé pour le travail effectué et non pour les heures de production. La maquila - instrument néolibéral par excellence - utilisée par les grandes transnationales, notamment dans l'industrie textile - a été transférée dans de grands secteurs de travail avec la pandémie et a reçu un nom euphémique. Imaginez le résultat si on rebaptisait le télétravail maquila pandémique ou en exploitation à domicile !

L'objectif de ce texte étant de proposer des défis, voici le premier : dresser une liste complète du lexique de la pandémie, donner à chaque terme sa signification réelle et renommer le phénomène que le terme entend nommer. C'est pour nous réveiller, pour aiguiser notre créativité et pour respirer la rébellion. Les matériaux sophistiqués nécessaires sont un crayon et un morceau de papier et si vous le faites entre ami·es, le résultat sera amusant et explosif.

Contrat sanitaire mondial

Avant de recevoir le vaccin, il est urgent de savoir ce que l'on reçoit, non pour proposer la désobéissance ou la non-vaccination, mais pour ne pas accepter passivement la vaccination comme quelqu'un qui reçoit la marque au fer du bétail. Nous devons également débattre de son sens politique sur le plan idéologique.

La vaccination n'est pas une solution, quoique fassent les gouvernements du monde entier pour chercher à la présenter comme telle.

La vaccination est une solution partielle pour la transition vers un nouvel ordre qui n'a pas encore de nom. C'est une mesure de survie qui laisse intact le questionnement structurel systémique que cette pandémie doit impliquer pour l'ensemble de l'Humanité.

La queue de vaccination est un diagramme des hiérarchies globales à caractère colonial sans métaphore, mais de manière directe. L'ordre de priorité est l'ordre de la capacité de paiement.

À son tour, dans chaque société, l'ordre de vaccination représente en interne le même schéma de hiérarchies sociales : plus on est à la périphérie, plus le vaccin arrivera tard ou jamais.

Dans ces terres, ils commencent par le personnel de santé parce qu'ils en ont besoin, mais celui-ci est suivi par les militaires et les policiers, les curés et les évêques, les députés et les ministres. Et s'ils n'avaient pas besoin du personnel de santé, celui-ci serait également le dernier à le recevoir.

Les vaccins sont la matérialisation des pouvoirs supra-étatiques qui dirigent le monde.

Ce n'est pas l'Organisation mondiale de la santé qui organise la distribution équitable des vaccins, mais ce sont les entreprises qui – accumulant des gains impossibles à concevoir - organisent l'ordre de fourniture des vaccins.

Et ne pensez pas que parce que nous sommes pauvres, nous payons moins : nous payons le même prix ou un prix plus élevé pour recevoir des doses plus petites, et les gouvernements les reçoivent à genoux comme une grande conquête, prêts à signer en petits caractères tout ce qu'il faut.

Les gouvernements, à leur tour, administrent les vaccins comme une injection intramusculaire gouvernementale, un geste dont vous devriez être reconnaissant sans vous plaindre.

Les publicités pour la vaccination qui sont développées dans des contextes nationaux par les gouvernements vous font penser que ce que vous obtenez est une faveur du gouvernement.

Les montants que l'achat de vaccins suppose pour de nombreux États dépassent les investissements dans la santé ou sont comparables à ceux-ci.

Les vaccins bouffent les budgets de santé, si bien qu'une fois la

T LE CAPITALISME !



tempête passée, les hôpitaux et les salles d'opération sont tout aussi miteux qu'avant.

Les vaccins représentent également la privatisation des connaissances, car les centres de recherche qui ont les millions que représente la recherche dans le domaine de la biologie ou de la médecine ne se trouvent pas dans les universités publiques ou même dans les sociétés capitalistes impériales, mais directement dans les entreprises qui aspirent les cerveaux des universités.

Thématiser et débattre de ces questions autour de la vaccination mondiale est qualifié de suspect car face au vaccin, ce que nous devons faire, c'est signer passivement un contrat de santé unilatéral comme celui que les banques proposent quand on s'endette ou comme celui que l'État bolivien exige des travailleuses du sexe pour leur donner la permission de travailler.

C'est ce contrat sanitaire et son caractère explicite qui peuvent contenir les luttes qui auront un sens à l'avenir.

Obsolescence politique

Les gouvernements bénéficient de l'administration des États, mais ils ne gouvernent pas : ce sont des administrateurs secondaires d'un ordre colonial-patriarcal-extractiviste. Ce fait tangible aujourd'hui réoriente radicalement nos luttes et nos horizons.

La différenciation classique gauche-droite pour interpréter le champ politique est devenue obsolète : la fascisation, par exemple, dans le lexique a englobé les deux.

Nous sommes dans la transition du régime néolibéral au régime néolibéral de marque fasciste et la gauche ne le visualise même pas car si les catégories d'analyse et d'organisation sociale que la gauche nous proposait étaient déjà dépassées, aujourd'hui elles sont devenues obsolètes.

Les gouvernements dits « de gauche » sont aussi des gouvernements incapables de proposer un autre horizon que celui imposé par le néolibéralisme. Ce fait n'est en aucun cas la fin de la politique, mais la naissance d'une nouvelle politique. Une nouvelle politique qui n'a ni avant-garde, ni sauveurs, ni chefs et qui exige de nous tou·tes une forte dose de créativité.

Ce n'est pas de force dont nous avons besoin, mais de la conscience de notre vulnérabilité.

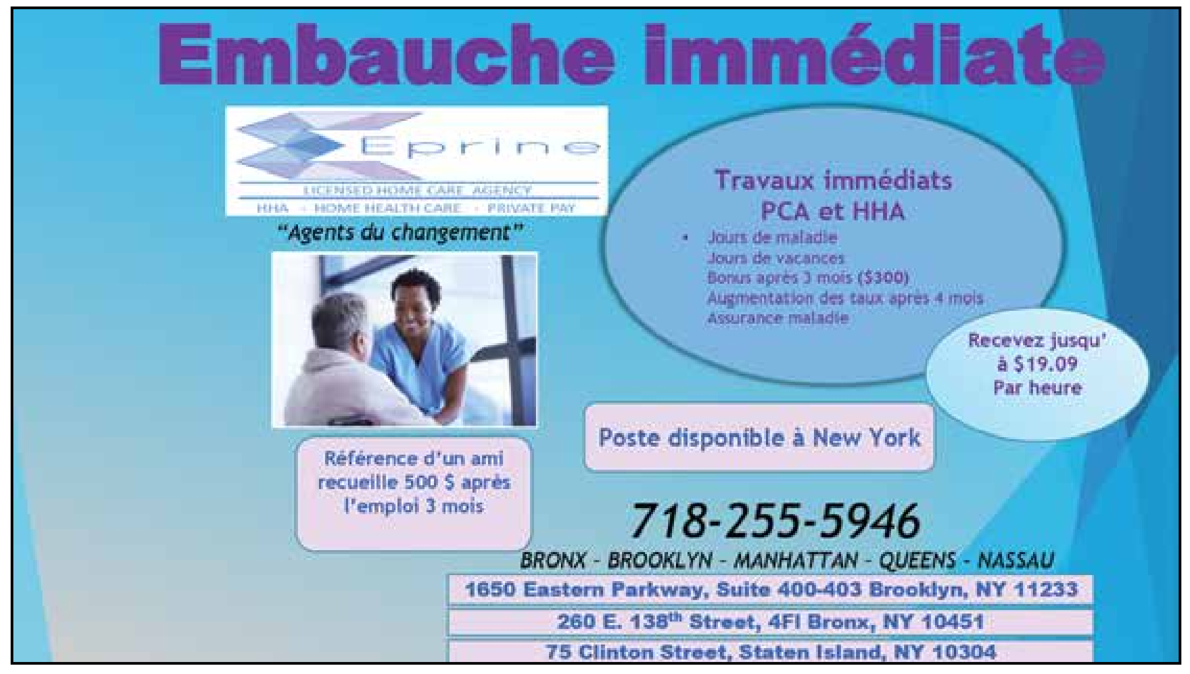
Les sujets sociaux sont dilués par la fatigue, le manque d'idées, le deuil, l'incapacité ou l'impossibilité de réagir, tandis que d'autres personnes dépossédées se reconstituent en tant que sujets sociaux avec une capacité d'interpellation : ceux qui se tournent vers les animaux pour se réintégrer en tant qu'animaux, ou ceux qui produisent de la santé, de la nourriture ou de la justice avec leur collectivité sont ceux qui n'ont pas été paralysés par la peur.

Tout se passe à grande vitesse même si le temps s'est arrêté.

La vitesse des changements est la vitesse d'une profonde métamorphose.

L'interpréter au risque de se tromper est notre pari.

Lavaca.org13 février 2021
Traduit par Fausto Giudice
Tlaxcala





Bezwen Èd pou Peye Depans Medicare?

Nou ka fè w konnen pwogram yo ki ka ekonomize w lajan sou:

- **Prim asirans Medicare Pati B**
- **Medikaman sou preskripsyon, ak plis ankò**

Konseye eksperimante nou yo ofri konsèy Medicare gratis nan telefòn.

Pou kesyon sou Medicare ak sou asirans sante, rele Aging Connect nan 212-244-6469 Mande pou "HIICAP" oswa "SHIP".

This project was supported, in part by grant number 90SAPG0033, from the U.S. Administration for Community Living, Department of Health and Human Services, Washington, D.C. 20201.

NYC Department for the Aging

NEW YORK STATE OF OPPORTUNITY. HIICAP Health Insurance Information, Counseling and Assistance Program

Hommage aux femmes !



Par José Miguel Neira Cisternas

Tout au long de l'histoire, il y a eu femmes et femmes. Ci-dessous un hommage sincère à celles-là.

La deuxième semaine de mars commence par une commémoration internationale qui a plus d'un siècle et qui, comme tout ce qui est commémoré, a une histoire.

Cette journée remonte au 8 mars 1857. Ce jour-là, la mémoire du mouvement ouvrier se souvient de la première manifestation publique des travailleuses de l'industrie du textile de New York, avec un résultat tragique de cent vingt-neuf femmes assassinées.

Les groupes d'immigrés étant la source de la main-d'œuvre la moins bien payée, les manifestations commémoratives et les initiatives pour l'amélioration du travail se sont poursuivies, sous l'impulsion des mouvements d'orientation anarcho-syndicaliste et socialiste. Parmi ces activités figuraient les « Woman's Days » qui, le 1er mars 1908, depuis Chicago, demandaient, outre une législation protégeant le travail en général et réglementant le travail des enfants, la reconnaissance constitutionnelle du suffrage féminin.

En 1909, les ouvrières de la Triangle Shirtwaist Company de New York ont pu appeler à une marche massive, décrite comme « le soulèvement des 20 000 », au moyen d'un cahier de doléances qui n'a pas obtenu un accueil satisfaisant de la part des autorités législatives car, outre les demandes déjà historiques, il demandait notamment l'interdiction de fermer les portes des ateliers pendant les équipes de travail, des sorties de secours en cas de sinistre ou d'accident et des escaliers de sécurité. Toutes ces revendications, outre qu'elles n'ont pas été satisfaites, ont vu leur légitimité tragiquement ratifiée lorsque, le 25 mars 1911, s'est produit l'incendie du Triangle, qui a laissé cent quarante-six ouvrières brûlées et de nombreuses blessées dans les décombres, immolées dans l'incendie de l'usine américaine, en raison de l'impossibilité de quitter leurs espaces de travail, étant donné que la productivité exigeait que le personnel des sections reste sous clé pendant les quarts de travail.

La lutte sacrificielle et héroïque menée par les travailleuses usaméricaines dans un pays d'immigrants et les événements tragiques qui l'ont marquées tout au long d'un demi-siècle, en cherchant à obtenir la reconnaissance légale de leurs aspirations légitimes en matière de travail et contre les traitements discriminatoires dans la première république de notre continent, ont déterminé que, suite à l'exposition de ces faits au sein de la Conférence internationale des femmes socialistes à Copenhague en 1910, la grande dirigeante allemande Clara Zetkin a soutenu l'idée de faire du 8 mars la Journée internationale de la femme, en immortalisant le même scénario national qui, vingt et un ans plus tôt (1889), avait donné naissance au 1er mai comme Journée internationale des travailleurs, qui commémore les jours de grève en faveur de l'application d'une loi qui, déjà approuvée, réduisait la journée de travail à huit heures par jour et qui a culminé avec l'exécution des martyrs de Chicago en 1886.

Rappelons également que le 23 février 1917, équivalent dans le calendrier russe au 8 mars, une manifestation massive de femmes à Petrograd, commémorant la septième Journée internationale des femmes et dénonçant les angoisses déclenchées par la guerre impérialiste, a obtenu, quelques jours après sa réalisation, le droit au suffrage féminin et une mobilisation populaire qui a conduit à l'abdication du régime autocratique tsariste, amorçant le processus qui a culminé avec la révolution bolchevique en octobre de cette année 1917.

Ce sont les femmes qui, traversant les différentes classes sociales, se sont mobilisées depuis l'Angleterre, berceau du libéralisme, jusqu'aux dernières confins de la périphérie américaine, pour exiger le respect et l'égalité des citoyens obtenant non sans persécutions, moqueries et mauvais traitements de toutes sortes, le droit de vote et, avec lui, l'égalité des citoyens.

Au Chili, Clotilde Ibaceta, leader et présidente de la Fédération cosmopolite des femmes travailleuses en résistance, fondée à Valparaiso en 1902, a déclaré : « Nous cherchons à ce que les femmes quittent la sphère étroite du foyer et occupent, grâce à leur intelligence, la place qui leur correspond vraiment dans la société ». Dans la décennie suivante, Elena Caffarena, une éminente dirigeante du Mouvement pour l'émancipation des femmes chiliennes MEMCH, appellera à la première commémoration de la Journée internationale des femmes en 1936.

Depuis cette décennie de renouveau de la politique chilienne, de nombreuses femmes leaders comme celles mentionnées ci-dessus, ont marqué des conquêtes en matière de droits politiques et économiques, ayant comme pionnières dans la conquête des espaces culturels Isidora Zegers, mécène de la création musicale chilienne au XIXe siècle et la doctoresse Eloísa Díaz, ouvrant un espace jusqu'alors inimaginable dans le domaine des professions universitaires, suivies par Amanda Labarca, Olga Poblete, Gabriela Mistral ou Gladys Marín dans le domaine de l'éducation ; Rosita Renard, qui ouvrit un espace international pour les générations futures de pianistes ; la grande sculptrice Rebeca Matte ou, en peinture, les sœurs Magdalena et Aurora Mira.

suite à la page(15)

Pérou : Des milliers de femmes amérindiennes demandent justice pour les actes de stérisation forcée

Par Ñusta Carranza Ko*

Le régime du dictateur péruvien Alberto Fujimori [de juillet 1990 à novembre 2000] a stérilisé 272 028 personnes entre 1996 et 2001, dont une majorité de femmes amérindiennes issues de zones rurales pauvres – et certaines sans leur consentement.

Aujourd'hui, lors d'audiences publiques qui ont commencé au début de l'année 2021, des milliers de ces femmes demandent justice pour ce qu'elles disent être des procédures de stérilisation forcée appelées ligatures des trompes.

La stérilisation était une partie cachée de la politique de «planification familiale» de Fujimori, qui visait à donner aux femmes «les outils nécessaires [pour qu'elles] prennent des décisions concernant leur vie». Mais en fait, comme le révèlent les documents gouvernementaux publiés par le bureau du médiateur des droits de l'homme du Pérou en 2002, le régime considérait le contrôle des taux de natalité comme un moyen de lutter contre «l'épuisement des ressources» et le «ralentissement économique».

Il s'agissait là d'euphémismes pour ce que Fujimori, et d'anciens dirigeants du Pérou, appelait le «problème indien» – des taux de natalité plus élevés chez les Amérindiens que chez les Péruviens d'origine européenne. Et comme les femmes d'origine Quechua avaient le taux de pauvreté le plus élevé du Pérou, elles étaient la principale cible du gouvernement pour le «planning familial».

Plutôt que d'obtenir des consultations sur leurs droits génésiques [qui ressortissent à la reproduction sexuée], comme le faisaient d'autres femmes péruviennes lorsqu'elles se rendaient dans les cliniques publiques, les femmes indigènes se voyaient proposer des méthodes de «planification familiale», dont l'une était la ligature des trompes. «Les responsables de la santé m'ont emmenée à l'hôpital et m'ont forcée à subir une opération», a déclaré Dionicia Calderón lors d'un témoignage public organisé par l'Organisation nationale des femmes indigènes andines et amazoniennes au Pérou en 2017.


La majorité des victimes de stérilisations forcées étaient d'origine amérindienne

Les Amérindiens péruviens sont largement reconnus comme des victimes particulières de la dictature de Fujimori. Mais mes recherches sur les récits des femmes indigènes montrent que le crime de stérilisation forcée a été minimisé dans le passé péruvien post-Fujimori.

Vérité et justice

Les victimes et les familles des victimes de stérilisation forcée ont commencé à engager des recours juridiques en 1998, deux ans avant la chute de Fujimori.

La famille de María Mamérita Mestanza – qui a été stérilisée de force, a souffert de complications de santé et est décédée le 5 avril 1998 – a porté plainte auprès du bureau du procureur national contre le chef du centre de santé qui lui avait fait une ligature des trompes. Mais les juges ont décidé à deux reprises qu'il n'y avait pas de motifs suffisants pour poursuivre le médecin.

En 2004, les procureurs ont ouvert une enquête officielle contre Fujimori sur «l'application compulsive des stérilisations» de son régime. Mais après que Fujimori a été poursuivi et condamné par la Cour suprême du Pérou pour d'autres violations des droits de l'homme, l'affaire des stérilisations a été classée car elle n'était pas considérée comme un génocide ou une torture, et les crimes ne pouvaient pas être poursuivis dans le cadre du Code pénal péruvien existant.

Les enquêtes ont été rouvertes en 2011 après que la Commission interaméricaine des droits de l'homme, un organe juridique international [créé en 1959], a fait pression sur l'État pour qu'il enquête sur cette affaire, en invoquant le nombre élevé de victimes. En janvier 2014, le Ministère public péruvien a engagé des poursuites contre les médecins responsables de la mort de María Mamérita Mestanza. Mais le Ministère public a classé à nouveau 2000 autres affaires, affirmant qu'il n'y avait pas suffisamment de preuves pour que Fujimori lui-même soit tenu responsable.

Pendant des années, les quelque 2000 cas de stérilisation forcée ont continué à rebondir dans le système pénal péruvien. De temps à autre, les autorités ouvraient des enquêtes sur des fonctionnaires de bas niveau accusés de participer au programme de «planning familial», pour les clore à nouveau en raison d'une «information insuffisante». Cela faisait partie de l'impunité générale entourant Fujimori, dont le fils et la fille sont tous deux des politiciens.

Pendant ce temps, des groupes amérindiens enregistraient les témoignages de ces femmes

suite à la page(14)

Haïti : la lutte des femmes dans un contexte de dictature

Par REHMONCO

Dans l'histoire de luttes des classes opprimées, les femmes se trouvent toujours au premier plan dans la dénonciation du patriarcat, la domination du capital et la défense des droits humains. En Haïti, cette tradition se confirme également puisque les femmes constituent la cheville ouvrière de la classe laborieuse et des autres groupes opprimés de la société. Leur radicalité constitue en particulier un pivot dans le processus d'éradication des régimes autocratiques et dictatoriaux dans le pays.

Cette tradition de résistance prend racine dans les luttes menées par les femmes tout au long de l'histoire haïtienne. C'est pourquoi les régimes dictatoriaux considèrent le féminisme comme un mouvement à abattre


Duvalier a consolidé son pouvoir en réduisant au silence la journaliste féministe Yvonne Hakim Rimpel, l'une des premières victimes de la fureur duvaliériste

Les femmes, en particulier les militantes féministes, se trouvent généralement soumises à des violences systématiques. Duvalier a consolidé son pouvoir en réduisant au silence la journaliste féministe Yvonne Hakim Rimpel, l'une des premières victimes de la fureur duvaliériste. Tout au début du pouvoir macoute, en 1958, elle a été kidnappée, torturée, violée avant d'être laissée pour morte dans les rues de Port-au-Prince.

Cette tentative d'assassinat donnait le ton au climat de terreur que le régime allait établir dans tout le pays. S'attaquer à une figure féministe aussi connue que Hakim Rimpel révélait, à l'époque, une volonté outre mesure de casser toute forme de résistance au nouveau pouvoir.

suite à la page(14)

La mémoire au service des luttes : Malcolm X

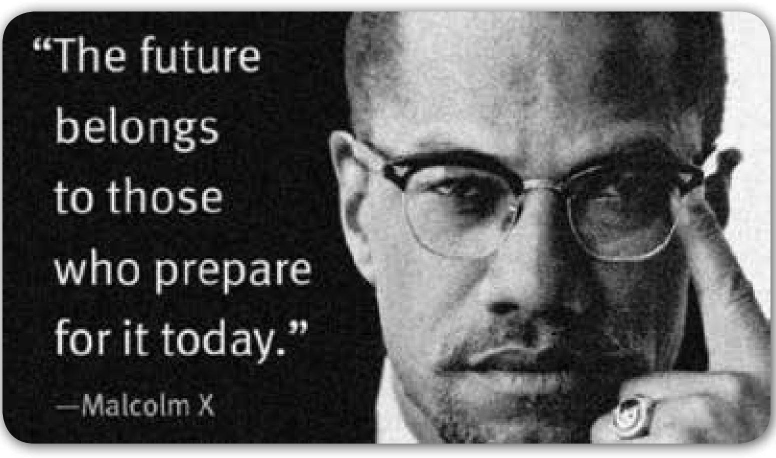
Par FUIQP et Alain Saint-Victor

Il y a 56 ans, le 21 février 1965, le camarade et éducateur Malcolm X était assassiné. Né en 1925, Malcolm est le fils de Earl Little et Louise Little (née Louisa Norton). Son père est un disciple de Marcus Garvey (1887-1940). Celui-ci, refusant l'intégration, prônait le retour en Afrique des Afro-Américains. En 1917, Garvey fonde l'*Association universelle pour l'amélioration de la condition noire (United Negro Improvement Association, UNIA),* organisation à laquelle adhéra le père de Malcolm.

Sa mère est originaire de la Grenade. Elle est métisse, fille d'une Noire violée par un Blanc. Toute sa vie, elle est hantée et traumatisée par la mémoire de ce viol. Elle déteste son teint clair, héritage de cet acte barbare. Malcolm, qui aussi avait le teint relativement clair, dira plus tard qu'il "haïssait chaque goutte de ce sang de violeur".

Dès son plus jeune âge, Malcolm est confronté à la violence raciste. Trois de ses oncles sont tués par des Blancs et un autre est lynché. Ses parents sont menacés de mort par le Ku Klux Klan du fait de leur adhésion au mouvement politique de Garvey. La maison familiale est brûlée en 1929 par le KKK et son père est assassiné en 1931 par la Black Legion, un groupe de suprématistes blancs affilié au KKK.

La mort du père plonge la famille dans la misère et la détresse. La mère de Malcolm sombre dans une dépression dont elle ne se remettra jamais. En 1939, elle est internée en hôpital psychiatrique d'où elle ne sortira que vingt-six ans plus tard suite aux démarches entreprises par Malcolm et ses frères et sœurs.



Sa mère étant internée, Malcolm est pris en charge par les services sociaux. À l'école, il se distingue comme un élève brillant, mais confronte très tôt le «plafond de verre» ou plutôt le «plancher collant» que constituent les discriminations racistes. Un de ses professeurs lui dit que son choix de devenir avocat n'est « pas du tout réaliste pour un nègre ». Malgré ses bonnes notes, Malcolm décide, face à cet horizon bouché, de quitter l'école.

Commence alors pour lui une période marquée par la délinquance (consommation et revente de drogues, de jeu, de racket et de cambriolages). Pendant toute cette période, Malcolm tente de s'identifier aux Blancs (défrise ses cheveux, par exemple)

En 1946, il est arrêté à Detroit pour cambriolage et est mis en prison. Là, il dévore les livres qu'il parvient à obtenir et devient un véritable autodidacte. Il dira ainsi: « Sans éducation, on ne va nulle part dans ce monde » ou encore « L'éducation est le passeport pour le futur, car demain appartient à ceux qui s'y préparent aujourd'hui ».

C'est en prison qu'il découvre la *Nation of Islam,* mouvement auquel Malcolm se convertit par la suite. La « Nation de l'Islam » est à l'époque une petite organisation de quelques centaines de membres, basée à Chicago. L'organisation a une idéologie caractérisée par trois principales thématiques: une forme très hétérodoxe d'islam (pour eux par exemple Dieu est noir), un vigoureux nationalisme noir (revendication d'un État pour les Noirs dans le sud des États-Unis) et un total rejet des Blancs considérés comme l'incarnation du démon sur la terre.

En sortant de prison en août 1952, Malcolm devient rapidement le principal orateur de l'organisation. Il rejette son nom de famille, Little, considéré comme un nom légué par le système esclavagiste et prend le nom de Malcolm X. Sous l'effet de son action, la petite organisation devient une organisation de masse (elle passe de 500 membres en 1952 à 30 000 en 1963) implantée dans de nombreuses villes.

Au début des années 1960, plusieurs controverses vont graduellement éloigner Malcolm des Black Muslim. La rupture eut lieu en mars 1964. Elle est essentiellement politique: Malcolm est sensible au mouvement des droits civiques qui se développe depuis 1955 et qui regroupe des Noirs de plusieurs confessions. Ce mouvement se radicalise au cours des années 1960.

Malcolm est en désaccord avec le choix des Black Muslim qui refusent de s'engager dans ce combat. Dans le même temps, il approfondit sa connaissance de l'Islam et est de plus en plus attiré par l'islam sunnite. La découverte de nombreuses relations adultères entretenues par Elijah Muhammad (dirigeant et leader spirituel des Black Muslim) avec de jeunes secrétaires constitue certes pour Malcolm le déclencheur de la rupture mais les causes profondes sont politiques.

Il quitte officiellement la *Nation of Islam* le 11 mars 1964. Il fonde alors deux organisations : «The Muslim mosque inc.», une organisation ouverte à tous les musulmans et l' « Organisation pour l'Unité Afro-américaine », un groupe politique non religieux, ouvert aux Noirs de toutes confessions ou sans confession religieuse.

Pendant cette période, il effectue un pèlerinage à la Mecque d'où il revient avec une conviction universaliste: « Il y avait des dizaines de milliers de pèlerins, de partout dans le monde. Ils étaient de toutes les couleurs, des blonds aux yeux bleus aux Africains à la peau noire. Mais nous étions tous les participants d'un même rituel, montrant un esprit d'unité et de fraternité que mes expériences en Amérique m'avaient mené à croire ne jamais pouvoir exister entre les Blancs et les non-Blancs. » Pour marquer ce nouveau changement, il change une nouvelle fois de nom et devient El-Hajj Malek El-Shabazz.

Il développe alors des positions politiques nouvelles qui le rendent populaire auprès de toute la jeunesse noire : appel à l'auto-organisation des Noirs, refus de condamner la violence des opprimés, appel à l'organisation de l'auto-défense, appel à la solidarité avec les luttes de libération nationale, condamnation de l'impérialisme états-unien, etc.

Il est assassiné le 21 février 1965, alors qu'il prononce un discours dans le quartier de Harlem, à New York, devant un auditoire de quatre cents personnes, dont son épouse et ses enfants. Trois membres de *Nation of Islam* seront reconnus coupables en 1966 mais la complicité du FBI ne fait aucun doute.

Malcolm mort, ses idées restent pourtant vivantes. Il devient ainsi une référence pour les Black Panthers, pour les jeunes de Soweto, pour un leader comme Thomas Sankara, etc. Il incarne fondamentalement le combat intransigeant contre l'oppression, combat qu'il déclare mener « par tous les moyens nécessaires », il est un révolutionnaire, un anti-impérialiste et un éducateur politique des masses. Conscient de l'image que ses détracteurs voulaient laisser de lui, il prédit dans son autobiographie : « Après ma mort, ils feront de moi un raciste, quelqu'un de colérique qui inspire la peur… Je ne suis pas raciste. Je ne crois en aucune forme de ségrégation. Le concept du racisme m'est étranger. »

Malcolm est décédé à l'âge de 39 ans. Sa trajectoire aurait été marquée par la lutte incessante contre l'injustice, mais aussi par le souci de transformation de soi, comme le montrent les différentes expériences qui ont marqué son existence.

Repose en paix frère et camarade. Aujourd'hui plus que jamais, ta mémoire reste pour nous une source d'inspiration et de fierté.

Texte: FUIQP et Alain Saint-Victor

C'était ce jour-là

Par Frantz Latour

Le jour de l'assassinat de **Berta Cáceres**, le 3 mars 2016.

En hommage à une femme, une mère, une militante

Berta Cáceres, militante anticapitaliste courageuse et écologiste hondurienne issue, de la communauté lenca, née le 4 mars 1973 à La Esperanza est morte assassinée le 3 mars 2016 au même lieu. Opposée à la construction d'un barrage sur le fleuve Gualcarque, dans le département de Santa Bárbara, elle est assassinée, après avoir été victime de menaces pendant plusieurs années. L'attaque est commanditée par l'entreprise Desarrollos Energéticos.

Berta Cáceres, née le 4 mars 1973 à La Esperanza et morte assassinée le 3 mars 2016 au même lieu, est une militante écologiste hondurienne issue de la communauté Lenca. Opposée à la construction d'un barrage sur le fleuve Gualcarque, dans le département de Santa Bárbara, elle est assassinée à son domicile, après avoir été victime de menaces pendant plusieurs années. L'attaque est commanditée par l'entreprise Desarrollos Energéticos.

À partir de 2006, elle lutte contre le projet de construction du barrage hydroélectrique d'Agua Zarca sur le Rio Gualcarque, qui menace de priver d'eau plusieurs centaines d'habitants. Anti-impérialiste convaincue et militante, elle fustige le putsch institutionnel en 2009 contre le président Zelaya, et en qualifie ainsi la nature en 2015 : «*Il* [le coup] *est venu renforcer cette économie d'enclaves minière, financière, énergétique et touristique, ainsi que le pillage de nos rivières et de nos territoires* (...). *Ce qui a été mis en place, c'est une politique de criminalisation, de répression, de menaces, d'enlèvements, de disparitions, de lynchages, de harcèlement sexuel, d'agression contre nos familles, nos communautés et nos leaders*. »

La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) inclut Bertha Cáceres sur sa liste des personnes menacées le 8 juin 2009, lors du coup d'État au Honduras. Le lendemain, la commission prend des mesures de précaution (MC 196-09) en vue de la défendre elle et d'autres militants, apprenant alors que des militaires encerclent sa maison.

Au cours de la campagne contre le barrage, elle et les autres organisateurs de campagnes font l'objet d'intimidation de la part des militaires. Lors d'un voyage à Rio Blanco, son véhicule est fouillé et une arme y est découverte : ils sont placés en détention pendant une nuit. Selon elle, l'arme aurait été déposée dans son véhicule par les militaires. Par la suite, elle est placée sous contrôle judiciaire, avec obligation de se présenter au tribunal une fois par semaine, ce qui l'empêche de voyager librement. En 2014, l'obligation est levée lorsqu'elle est jugée sans suite. Fondatrice et dirigeante du Conseil citoyen des organisations des peuples amérindiens du Honduras (Copinh), Berta était célèbre par-delà les frontières du Honduras pour son opposition frontale à la construction de mégaprojets dévastateurs pour l'environnement, singulièrement le barrage hydroélectrique de Agua Zarca, et la privatisation de la rivière Gualcarque, considérée comme sacrée aux yeux des communautés indigènes.



Berta Cáceres, le 4 juillet 2011devant la base militaire américaine de Palmerola au Honduras, où elle s'est exprimée contre le régime putschiste soutenu par les États-Unis au Honduras et contre la présence militaire américaine dans son pays

En avril 2015, elle reçoit le prix Goldman pour l'environnement.

Dans la nuit du 2 au 3 mars 2016, alors que Berta Cáceres rentre à son domicile, à La Esperanza, des inconnus lui tirent dessus : elle est assassinée. Sa famille précise que « la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme avait ordonné des mesures pour assurer la sécurité de la militante mais qu'elle n'avait, de fait, reçu aucune protection de l'État sous pression de ceux qui défendent le secteur minier et les entreprises hydroélectriques.».

Le 29 novembre 2018, sept hommes sont reconnus coupables et condamnés. Le journal Reporterre note que « Le tribunal a jugé que le meurtre avait été ordonné par les dirigeants de la société du barrage, DESA, en raison des retards et des pertes financières liés aux manifestations dirigées par Berta Cáceres (sic). Les assassins payés pour tirer sur Berta Cáceres et ceux qui ont organisé le crime ont été condamnés, mais en décembre 2018, les commanditaires du meurtre restent dans l'impunité. »

Le 2 décembre 2019, jour de l'ouverture de la COP25 (25e **Co**nférence des **P**arties) à Madrid, le verdict tombe : la justice du Honduras condamne les sept hommes de trente à cinquante ans d'emprisonnement pour l'assassinat de Berta Caceres.

La fille de Berta Cáceres, Laura Zúñiga Cáceres, a pris le relais de la lutte sociale et écologique de sa mère, en rejoignant le Conseil citoyen des organisations des peuples amérindiens du Honduras (COPINH).

Sources consultées :

Cathy Dos Santos. *Honduras. Berta Caceres dérange encore*. l'Humanité, 3 Novembre 2017

Don Fitz. *From the Murder of Berta Cáceres to the Dam Disaster in Uttarakhand.* COUNTERPUNCH, March 5, 2021.

Jagoda Munic. *Berta Cáceres récompensée par le prix Goldman 2015 pour l'environnement*. Les Amis de la Terre. International. 20 avril, 2015.

Suite de la page (12)

et créaient une archive en ligne dans laquelle les femmes indigènes évoquaien leur stérilisation forcée. Cette base de données, appelée «Quipu» – ainsi que la pression exercée par des groupes internationaux de défense des droits humains comme Amnesty International – ont contribué à faire pression sur le gouvernement pour qu'il organise des audiences publiques sur le sujet.

En janvier 2021, les premières audiences officielles du gouvernement sur les stérilisations forcées ont commencé à Lima. Mais elles ont été suspendues après seulement une journée, lorsque le juge Rafael Martín Martínez a déterminé que le tribunal avait besoin de plus de traducteurs pour la grande variété de dialectes quechua parlés par les victimes.

Les audiences ont repris le 1er mars à Lima, afin «d'officialiser les accusations de participation aux crimes contre la vie, le corps et la santé; lésions corporelles graves entraînant la mort», selon le procureur Pablo Espinoza Vázquez.

En plus des témoignages des victimes, l'accusation a présenté des preuves accablantes selon lesquelles Fujimori et ses ministres de la Santé ont fixé un quota annuel de stérilisation. Par exemple, en 1997, le gouvernement de Fujimori avait pour objectif de stériliser 150'000 personnes, selon le procureur, indépendamment de leur état de santé ou de leur consentement.

La majorité des victimes de stérilisations forcées étaient d'origine amérindienne [le statut de métis concerne aussi un pourcentage élevé de la population du Pérou].

Un chemin au parcours difficile

Les audiences ont donné à des milliers de femmes amérindiennes du Pérou l'espoir que leurs agresseurs puissent enfin être tenus pénalement responsables de la violation de leurs droits reproductifs, de la privation d'enfants et de la décimation de la population indigène en empêchant les naissances des générations futures.

Et les récents changements législatifs donnent désormais aux victimes de stérilisations forcées le droit à des réparations médicales, financières et éducatives, et éventuellement à des excuses officielles.

Mais l'ancien président Fujimori et son entourage conservent des liens avec des personnes très influentes au plan politique. Malgré les efforts déployés pour les punir des crimes de la dictature, ils ont largement échappé à la justice.

Fujimori a été condamné en 2009 et emprisonné pour crimes contre l'humanité, mais sa condamnation a été annulée en 2017 pour des raisons de santé. Cette grâce dite «humanitaire» a été annulée en 2017, et en 2018, une équipe d'experts médicaux nommés par le tribunal a conclu que l'ancien dictateur était apte à purger le reste de sa peine. Fujimori a été contraint de retourner en prison.

Sa fille, Keiko Fujimori, candidate [à nouveau] à l'élection présidentielle péruvienne de cette année [11 avril 2021], a déclaré qu'elle envisagerait de gracier son père si elle gagnait.

La route est donc longue avant que Fujimori ne soit réellement condamné pour violences reproductives à l'encontre des femmes indigènes. Ses victimes, qui racontent maintenant leur histoire publiquement, savent combien de fois leurs affaires ont été rejetées par le passé en raison d'une «information insuffisante» et combien leur voix a été marginalisée dans le processus de justice transitionnelle du Pérou.

Malgré les difficultés, les victimes et leurs familles gardent l'espoir que cette fois-ci les choses seront différentes. Comme l'ont déclaré les filles de deux femmes qui sont mortes de complications médicales liées à la stérilisation forcée, «sans enquêtes judiciaires, il n'y a pas de vérité, et sans vérité, il n'y aura pas de justice».

*Ñusta Carranza Ko est professeure assistante, School of Public and International Affairs, University of Baltimore

The Conversation 3 mars 2021
Traduction rédaction A l'Encontre 7 mars 2021

Suite de la page (12) Pérou : Des milliers de femmes..

Pour mener à bien une telle entreprise, il fallait faire taire toute voix discordante, mais aussi et surtout s'attaquer avec férocité aux forces vives de la nation, en particulier les femmes ouvrières, paysannes et militantes féministes. Les masses dans les quartiers populaires et dans la paysannerie où les femmes jouent un rôle essentiel à la survie ont eu à subir les kidnappings, les massacres et les rapines de la milice de Duvalier pendant 29 ans.

Après la chute de la dictature, les pouvoirs putschistes post-1986, particulièrement celui du général Cedras, ont appliqué la même méthode terroriste. Cela sous-entend que la répression en règle contre les luttes et les revendications populaires présupposait avant tout des attaques systématiques contre les femmes.

Aujourd'hui, dans le contexte de la restauration de la dictature en Haïti, le pouvoir de facto de Jovenel Moise ne se trompe pas de cible. Pour installer un climat de chaos et de terreur dans la société, le régime opprime, avec la plus grande violence, y compris adolescentes et fillettes. Ces dernières ne sont pas épargnées de la fureur sadique des sbires du régime.

Les fillettes comptent parmi les centaines de personnes kidnappées, mutilées et violées au quotidien dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et dans les autres centres urbains du pays. Les images de ces corps violés, humiliés, écrasés circulent et tournent en boucle sur les réseaux sociaux dans ce contexte soulignant les luttes des femmes pour leurs droits, contre le patriarcat et l'ordre capitaliste.

Aujourd'hui, le spectre de la dictature montre sa face hideuse dans le pays. Le pouvoir de facto mobilise l'ensemble de la puissance publique pour remettre en cause même le droit à la vie des membres des classes opprimées en général et les femmes en particulier. Avec l'appui de la bourgeoisie, il se sert de l'arme du kidnapping, des assassinats ciblés pour maintenir un climat de terreur. Plusieurs unités de la police en symbiose avec les gangs armés répriment parallèlement tout mouvement de contestation contre le gouvernement de facto.

Par ailleurs, cette répression fascisante jouit de l'appui inconditionnel des pays capitalistes dont l'Union européenne, la Canada et les États-Unis. Comme à l'époque des Duvalier, l'utilisation de la terreur, la répression sauvage des masses urbaines et rurales constituent l'arme principale à la bonne marche des affaires des compagnies minières et des entreprises de la sous-traitance. En plus d'exploiter les ressources naturelles en Haïti, elles profitent de la main d'œuvre à bon marché sans se soucier des revendications syndicales.

En Haïti, ce 8 mars 2021 met à nu cette ambiance délétère où, en présence même des forces internationales, le droit à la vie est pratiquement anéanti par un pouvoir de facto. Par le biais de ses différentes agences, l'ONU fait de son mieux pour taire les voix des milliers de victimes, rescapé.es et survivant.es. Elle invente tous les artifices pour légitimer le pouvoir en place. Il y va, dit-elle, de « la stabilisation du pays ».

Dans ce contexte de répression systématique des droits sociaux des travailleurs et des travailleuses, nous saluons la mémoire des nombreuses victimes de cette dictature en gestation, celle des femmes en particulier. Nous soutenons inconditionnellement la résistance héroïque des classes opprimées, et les encourageons à poursuivre le combat contre l'instauration de la dictature.

Nous convions également les femmes travailleuses, progressistes et féministes du Canada, des États-Unis et de l'Union européenne à dénoncer leurs États capitalistes et leurs bourgeoisies, comme complices dans la misère, la répression du peuple haïtien et, en particulier, dans l'oppression des femmes en Haïti.

*Le Regroupement des Haïtiens de Montréal contre l'Occupation d'Haïti

Pour authentification,
Renel Exentus,
Ricardo Gustave
Montréal, le 8 mars 2021
Contact: rehmoncohaiti1915@gmail.com

NOTE DE PRESSE

La coordination communale de la "Fanmi lavalas"de la commune de l'Asile dénonce avec la dernière rigueur les actes de violence dont le sieur Esaïe ERASE, actuel secrétaire adjoint de la susdite communale fait objet. Dans la nuit du 07 au 08 Mars 2021, des individus non identifiés ont pénétré au domicile du sieur Esaïe ERASE lançant des tirs en provenance d'armes automatiques de différentes calibres et ont même tenté d'incendier sa maison, mettant en danger sa vie et celle de sa famille.

Il est aujourd'hui un fait incontestable qu'un joug dictatorial et même anarchique pèse sur Haïti.

En effet, la coordination qualifie ces actes de persécution politique systématique, demande aux autorités haïtiennes de faire cesser ces actes qui ne sont pas de nature à favoriser la paix et la stabilité dans le pays et du coup, attire l'attention de l'opinion nationale et internationale sur cette situation anarchique et sollicite aide, protection et assistance en faveur du sieur Esaïe ERASE, secrétaire adjoint de la coordination communale de la "Fanmi lavalas"de la commune de l'Asile.

Pour la coordination communale de la "Fanmi lavalas"de l'Asile : Vickel DESIR, coordonateur communal. L'Asile, le 09 Mars 2021

PAR CES MOTIFS

Et tous autres à suppléer de droit, d'office, et d'équité, voir le Tribunal se déclare compétent pour connaitre l'action de l'affaire : Dire que l'action est recevable et et la demande fondée déclarer que les faits relatifs dans la requête en divorce ayant pour avocat de la partie demanderesse Me. Magnol FRANÇOIS, qualifient et constituent des injures graves et publiques de nature à motiver le divorce du sieur François-Dindry RICHEMOND d'avec son épouse née Vanessa HENRY conformément à l'article 217 du code civil ; en conséquence, admet et prononcer la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de Fond-des-Nègres de transcrire sur les registres à ce destinés les formalités légales préalablement remplies, le dispositif du présent jugement à intervenir ; Compense les dépens en raison de la qualité des parties

Le Tribunal, le Ministère public entendu, accorde le défaut sollicite contre la partie défenderesse et ordonne le dépôt des pièces pour rendre son juge dans le délai de la .

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre Marie Ange DORLUS à l'audience précitée ;pour le profit déclare fondée la dite action Admet en conséquence le divorce de Marckendy GEFFRARD d'avec son épouse Marie Ange DORLUS pour incompatibilité de caractère, prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux Ordonne à l'officier de l'état civil de Liancourt, Commune des Verrettes de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Gabnel FRANÇOIS, Av. Juge en audience civile et publique en date du six septembre deux mille dix huit, en présence de Me. Grand Pierre ESTIME, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Pascal TOUSSAINT

AVIS

Il est porté à la connaissance du public en général et des intéressés en particulier que le tribunal de première instance de Port au Prince a admis le divorce de la dame Marie Jocelaine ANTOINE, d'avec son époux Aristide JULES en date du jeudi cinq Mars deux mille dix vingt. L'officier de l'état civil de la Section Est de Port au Prince à été désigné pour la transcription du dispositif dudit jugement signé par la juge Annie FIGNOLE, en présence de Me JEAN ROLEX MEROVE substitut du commissaire, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, greffier du siège

Cette publication est faite pour servir et valoir ce que de droit

Port au Prince le , 23 avril 2020

Me Ilvet AUGUSTIN, Av,

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi accueille favorablement l'action de la requérante pour être juste et fondée se déclare compétent pour connaitre de cette affaire, maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre la cité à la dite audience . Reconnait la possession utile de la requérante la dame Jean Germinouche sur le fond de terre sis à l'habitation Dugué de la contenance de quatre cent cinquante- cinq mètres carrés et quatre-vingt douze décimètres carrés selon le plan et procès verbal D'arpentage de l'arpenteur Jean Louis Saintima en date du 19 juin deux mille dix sept. Dit et déclare que la citée a troublé avec violence la possession de la requérante en érigeant sur son fond une chambre de maison en utilisant ses matériaux comme l'atteste, le procès verbal de Constat du juge de paix de la Croix des Bouquets en date du onze septembre deux mille vingt maintient la possession de la requérante

En conséquence, Ordonne à la citée la dame Chrismond Alexis son expulsion des lieux avec injonction formelle de ne plus troubler à l'avenir la possession de la requérante. Rétablit le statut quo ante de la requérante des lieux dans son premier état ; condamne la citée aux frais et dépens de l'instance; commet l'huissier Luc Laguerre de ce Tribunal pour la signification de la présente sentence

Ainsi jugé et prononcé par nous: Me Annil Civil juge en audience publique et civile du vendredi vingt Novembre deux mille vingt An deux cent dix septième de l'indépendance à dix heures du matin avec l'assistance de Me Belfort Fredlan, greffier du siège

Signé: Maxy Rockfeller avocat.

PAR CES MOTIFS

Après examen et sur les conclusions conformes du Ministère public, le Tribunal au voeu de la loi, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience contre la défenderesse pour faute de comparaître ; pour le profit, accueille l'action du demandeur le sieur Merlince SEVERRE, l'épouse Marie Lourdes LOUIJUSTE aux torts exclusifs l'époux; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux; Ordonne à l'officier de l'état civil compétent de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement; dit qu'un extrait sera publié dans l'un des colonnes d'un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échait ; Commet le sieur Vrius ZAMY, huissier de notre tribunal pour la signification du présent jugement ; Compense les dépens, vu la qualité des partis

Rendu de nous Fritzner DUCLAIR doyen du tribunal de première instance de Petit Goâve en audience publique civile de divorce de ce jour sept octobre deux mille dix neuf, en présence de Me Erick PIERRE PAUL, Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Christophe BONBON, greffier du siège

Il est ordonné......etc.... En foi de quoi..... etc .....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen des pièces du dossier, au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public ; accueille l'action de la dame Yanick CHARLES parce que juste et fondée et conforme à la loi ; Maintient le défaut octroyé à la barre contre l'intimée ce, pour faute de comparaître ; au fond, Infirme le jugement dont est Appel, , amendant et jugeant à nouveau, fait ce que le juge aurait dû faire ; Ordonne la continuation de l'opération d'arpentage, vu que toutes les formalités légales ont été régulièrement respectées et que l'opposition faite par la dame Betty ELIEN à l'opération d'arpentage est dilatoire et fantaisiste, Dit que son opposition intempestive cause de graves préjudices à la requérante et par voie de conséquence, la condamne à vingt cinq mille gourdes de dommages intérêts, la condamne également aux frais et dépens de la procédure s'élevant à la somme de. ....gourdes . Commet l'huissier Ernest SAMDY de ce siège pour la signification du présent jugement à la partie défaillante.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Frantz ELMORIN, juge en audience publique civile extraordinaire du lundi (04) quatre mars deux mille dix neuf (2019) , en présence de Me Tatiana Bernadel TOUSSAINT av/ substitut commissaire du gouvernement faisant partie du Ministère public, assisté de notre Greffier Akim MOÏSE

Il est ordonné. ....etc En foi de quoi..... etc. .....

Pour la publication: Me. Rameau COLIN, Av

Me. Rameau COLIN , Avocat

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action ; admet en conséquence le divorce du sieur Emile SIMILIEN d'avec son épouse née Nelia MARSEILLE , pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port au Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce Tribunal pour la signification de ce jugement

Ainsi jugé et prononcé par nous, Annie FIGNOLE juge, en audience civile ordinaire et publique en date du onze AVRIL deux mille dix neuf, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Mozart Tassy, greffier du siège

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre son époux à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de Mme, MADELINE NORMIL , d'avec son époux YVETOT CIMEUS, pour injures graves et publiques ; aux torts de l'époux ; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existant entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la commune, de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement, dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Jean Emmanuel ZEPHYR, av juge en audience civile, ordinaire et publique en date du premier juillet deux mille dix neuf en, présence de Me Vanna MANE, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du greffier Jean Claude NOVEMBRE

Il est ordonné. ....etc...

En foi de quoi. ...etc. .....

Me Josué CLERVIL , Av

PAR CES MOTIFS

Après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse, à l'audience précitée pour le profit, déclare fondée la dite action , admet en conséquence le divorce de Excès LORMEUS d'avec Isemaëlle AUGUSTIN , pour injures graves et publiques . Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Osmond CASTOR, Doyen, juge en audience civile ordinaire et publique en date du trente avril deux mille dix neuf en présence de Me Vanna MANE Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du greffier Jean Claude NOVEMBRE

Il est ordonné. ....etc..... En foi de quoi. ....etc ....

Robert RENOUS OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre son époux, à l'audience précitée ; pour le profit, déclare fondée la dite action Admet en conséquence le divorce de la dame Anne Valérie ALLEN d'avec son époux Yvan Christel LAHENS pour abandon du toit marital, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de la commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Jean Emmanuel ZEPHYR juge en audience civile, ordinaire et publique en date du sept février deux mille dix neuf, en présence de Me Vana MANE, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Mr Jean Claude NOVEMBRE

Il est ordonné. ....etc ......En foi de quoi. ...etc. ...

Robert RENOUS OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré conformément à la loi au nom de la république à chaque appel se déclare compétent pour entendre de l'affaire consistant en déguerpissement des lieux ; accueille l'action du requérant pour être juste et fondée. Maintient le défaut requis ; Ordonne le déguerpissement du cité le sieur Wadson LABROUSSSE d'une propriété située au numéro 58, Rue Garou Ginou, Delmas 33. Le condamne aux frais et dépens de l'instance, commet enfin l'huissier Regis LAMARRE pour la signification de la présente sentence

Ainsi jugé et prononcé par nous Me. Jean Fleury Raymond ; juge en audience publique et civile du jeudi dix Décembre 2020 avec l'assistance de Wang Steeve Major, Greffier du siège

Il est ordonné. ....etc..... En foi de quoi.... etc ....

Me Bernard Rony, Avocat

Suite de la page (12)

Une reconnaissance particulière a été accordée en Amérique latine à l'impulsion éducative donnée par Gabriela Mistral qui, comme Tolstoï, a raconté au monde entier les douleurs et les rêves de son village.

Ce sont quelques-uns des noms qui ont parfumé un destin partagé, en conquérant de manière créative un espace qui, en tant que genre, leur était refusé. Et dans notre Amérique brune, la rébellion a très tôt porté des jupes avec Micaela Bastidas, encourageant la rébellion communiste à la Nouvelle-Grenade en 1781, et trente ans plus tard avec Juana Azurduy – « Fleur du Haut-Pérou » -, la glorieuse colonelle de la guerre des gauchos à l'aube de l'indépendance continentale ; tout comme Manuelita Sáenz, la compagne de Bolívar, ou notre Javiera Carrera : toutes des participantes à cette marche sans fin qui se poursuit encore aujourd'hui avec Rigoberta Menchú, la Maya Quiché guatémaltèque, survivante d'une famille de dirigeants paysans assassinés et qui, à l'âge de vingt ans, a appris la langue de l'oppresseur pour dénoncer le génocide des déshérités, jusqu'à ce qu'elle reçoive le prix Nobel de la paix en 1992, et le prix de la Princesse des Asturies pour la coopération internationale en 1998.

Longue est donc la résistance contre les abus, représentée dans notre pays par les personnes d'Ana González, Sola Sierra, Carmen Gloria Quintana ou récemment par notre Fabiola Campillay, victime de la répression des lumpens en uniforme ; toutes, femmes courageuses et généreuses ; toutes, menant la longue marche de l'humanité vers un droit au bonheur souhaité.

C'est Rosa Luxemburg, la plus brillante intellectuelle du monde révolutionnaire international du début du XXe siècle, la « rose rouge, le sang ouvrier livré en holocauste au triomphe des parias », victime du militarisme oligarchique et de la trahison sociale-démocrate, qui, offrant sa vie au service de la libération des travailleurs, nous a également enseigné que la vengeance est un plaisir mesquin qui dure peu de temps, contrairement à la générosité, qui est un sentiment pouvant nous donner un bonheur éternel.

Tlaxcala 7 mars 2021

Suite de la page (6) Dwa fanm se dwa tout moun tou !

Nan yon lit tankou lit fanm yo, ki pa janm fasil ditou ditou, kote anpil nan nou menm gason yo, kwè se nou ki dwe domine, se nou ki dwe toujou la. Se nou ki dwe toujou anlè nan tout bagay. Nan kalib batay sa a yo, anverite anverite chak fwa fanm yo ta genyen yon manch nan lit la, m kwè yo gen bon jan rezon pou yo ta pete chanpay, koule bweson pandan y ap kontinye kanpe dèyè barikad yo pou yo rive delòk tout lòt kalte dwa yo genyen tankou tout moun, nan lespwa yon chanjman total kapital nan benefis tout sosyete a alawonnbadè. Paske dwa fanm se dwa moun (gason ak fanm alawonnbadè fè yonn). Vire l tounen l, pa gen sosyete san fanm.

Menm gason yo, pa bliye jan nou fenk di l la, Dwa Fanm se dwa tout moun. Enben, se dwa nou menm tou. Kole zepòl ak yo pou n gen pi plis jarèt pou n kontinye goumen. Konsa, ansanm n ka anpeche sitiyasyon boulatcha sa a vale teren sou chemen lavi nou, lavi pitit nou ak fanmi nou. Dwa pifò nan nou pilonnen anba pye. Nan jan otorite n yo ap mennen machin Leta a lakòz peyi n nan tonbe anboulatcha, tout enstitisyon n yo fin faya nèt. Menm timoun nou yo ap mande kot Leta a?

Sa k pi grav la, nan Konpòtman manfouben yo, otorite n yo pa sèlman pilonnen dwa pifò moun nan sosyete a, men yo lòk avni jenn fi ak jenn gason nou yo. E lè n byen gade, yo lòk tou avni peyi n nan. Mezanmi ann sispann di se Pèp la ki lòk peyi a lè n leve kanpe pou n delòk dwa nou genyen. Viv batay fanm yo! Viv batay fanm ak gason yo! Men nan men pou n delòk dwa tout moun. Dwa Fanm se dwa tout moun!!!

Suite de la page (6)

Aloufa
tchoul
sousou blan
ap suiv yo

Yo san krent
san pè
y ap vanse
je yo louvri sou libète
byennèt nan lespri
nan kò tout moun

Grangou
touni
Konsyans klas
miltipliye fòs revolisyonè yo
kolòn vètebral yo dwat
nanm yo pa pou vann

Y ap viv konbyen syèk chèn kase
lavi ou lanmò

Ricardo Boucher ak Danny Shaw

Suite de la page (9)

of the NAACP's Brooklyn Chapter, Community Board 18, the National Association for the Advancement of Haitian People, the Haitian Nurses Network, the Avenue L Merchants Association (past president), and Canarsie Bridges. She also participates in medical missions and projects in Haiti.

But, in recent years, many residents of Canarsie and East Flatbush know Mercedes from her years as an administrator and mother-hen at two senior care facilities in Brooklyn: Excellent Senior Care and Renaissance Home Care. There, one could observe her entertaining, questioning, chauffeuring, organizing, and cheering up her elderly charges.

"She's been good to the community, and they love her," said Ed Rainer Sainvill, a Haitian political activist who writes a weekly column about Haitian music in Haiti Liberté and worked with Mercedes at Renaissance. "The Democratic Party machine doesn't like Mercedes because she is too independent, she is not part of the establishment. But in terms of popularitiy, she has more than anybody else."

Her platform is very progressive and similar to democratic socialist legislators like U.S. Representative Alexandria Ocasio-Cortez and fellow Brooklyn Haitian-American nurse, Phara Souffrant-Forrest, who last year won the 57th Assembly District seat.

"ICE should not be picking up people," Narcisse says. "This is a sanctuary city. This country was built by immigrants. We are in a pandemic, and immigrants are often the front-line workers who are delivering our food and providing us healthcare. So these are the very people we're trying to throw under the bus? No, we need to take care of people and make sure they have the protection they deserve, especially here in New York City. The NYPD should not give access to ICE in our community."

She not only supports abolishing ICE but also defunding the police. "We need to redirect funding from the police budget to address other issues, like mental illness, which should not be addressed by the police," she says. "When you call for help with a case of a mental illness, it should be a different number. A trained person should address a situation like that, not police officers. That can antagonize the person in crisis."

Narcisse also feels that "we should not have police officers in our school buildings. We should have trained support for our children. I'm pushing for mental health for all, including pre-K and kindergarten. Especially during this pandemic, we have to make sure we're creating a support system in our school buildings, not police officers."

Since George Floyd's killing last May, she has been at many demonstrations. "I've been marching for Black Lives Matter because I'm the mother of three Black men in America," she said. "And it's not only that. In my community, I want to see justice. We need to eradicate the system we have and come up with a better plan. Police should only be addressing crime."

She agrees with closing Rikers Island prison and relocating jails in the five boroughs but "I'm not for putting people in jail. We need to treat people who get in trouble. For a lot of those folks, the underlying cause is mental illness." She also wants to see support and services for people getting out of jail. "What kind of society are we creating where we have a pipeline to jail? We have to provide the services to make sure we don't have a revolving door. In other countries, they have systems where former prisoners can be productive members of society. Here in America, we do it wrong. We need to reassess."

Narcisse supports Medicare for all. "I think healthcare should be a right for everybody, just like school," she says. "We have to reimagine how we do things."

She wants to establish mobile health units and clinics in underserved communities, and preventive care. "Hospitals are underfunded, people have to wait for diagnostic tests, and we must address food insecurity."

Narcisse calls for a moratorium not just on rent, but on mortgages where necessary. "We are 60% homeowners in our district, yet we have the highest rate of foreclosures in the city," she says. "We don't want people to lose their homes."


As a registered nurse, Narcisse has had intimate experience with the U.S. healthcare system. "Healthcare should be a right for everybody, just like school."

As for renters, "one of my legislative initiatives would be on the signing of any lease and before any eviction, the landlord would provide tenants the right to legal counsel, especially in those big buildings, where they like to push people out," she continued.

There currently is a $25,000 yearly income cap on the program that provides free legal counseling to tenants threatened with eviction. "That threshold should be raised to $50,000 for a single person, and $115,000 for a couple," she says. "And the landlord should pay."

Regarding homelessness, Narcisse says it exists in Canarsie, "but its different. In the Caribbean community, we put our friends and family on the floor or on the couch in our living room." Among other things, she wants to see the AMI (average median income) criteria for eligibility to get affordable housing adjusted to match the incomes of the 46th District's mostly working-class residents.

"They can't be applying an AMI which is used for downtown Brooklyn or Manhattan," she said. "That's why we see empty apartments, which is unacceptable."

Finally, she has turned down money from real-estate developers, raising her war chest instead from the community she knows: doctors, nurses, and small individual donors. "I cannot take money from people who want to control me," she says. "I'm running independently with the people."

"I think she's prepared herself to be a great councilwoman," said Nick Perry, the Assemblyman representing the 58th Assembly District, which partially overlaps the 46th City Council District. He has endorsed Narcisse's candidacy. "She knows the community, she understands what's needed from a representative who would sit on the city council on their behalf, and, of the bunch of folks running for this position, I think she's the most qualified."

Mercedes Narcisse perhaps best sums up her own candidacy. "I'm not a politician. I'm a servant. I want to bring legislation that makes sense and that benefits the underserved. It's all about serving the people and fighting for justice."



PREVIOUSLY


FAST CASH ADVANCE
$500 - $6,000
(NO COST FOR FIRST $3,000)
Pay $0 upfront, until you get your refund!

• Affordable, Fast & Accurate Tax Preparation
• IRS Representation
• E-Filing
• Audit Protection
• Individual & Corporations



J. RONALD NAZAIRE, CPA
1736 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210
718.873.0080
www.besttaxexperts.com

Legal Notice for Monte Tea LLC

Monte Tea LLC. Arts. of Org. filed with the SSNY on 10/29/20. Office: Kings County. SSNY designated as agent of the LLC upon whom process against it may be served. SSNY shall mail copy of process to the LLC, 3622 Avenue L, Brooklyn, NY 11210. Purpose: Any Lawful purpose

Legal Notice for Closet Milano LLC

Notice of Formation of Closet Milano Llc. Arts. of Org. Filed with Secy. Of State of NY (SSNY) on 10/19/2020. Office Location; Kings County. SSNY designated as agent of LLC. Upon whom process against it may be served. SSNY shall mail process to: 1902 Beverly Rd, Apt 6F, Brooklyn, NY 11226. Purpose: any lawful activity

Suite de la page (7)

financiers » qui prennent Haïti en otage pensent échapper au regard accusateur et au jugement sévère des « *maltraités* » et des « *négligés* » du « **Capital** ». Seulement, les « *ripailleurs* » doivent se rappeler que les bidonvilles assassinés conservent la mémoire des faits et des noms. Et le gibier, quand viendra l'autre « *temps* » qui sera le sien, saura retrouver les « *chasseurs* » qui le faisaient rôtir sur le boucan de la pauvreté extrême.

André Comte-Sponville [6] a posé la question : « **Le capitalisme est-il moral ?** » La réponse n'est pas difficile à trouver. Chacun de nous sait que derrière ce concept malfaisant se cachent des intérêts puissants, mesquins, qui ne riment pas avec la philanthropie. Qui dit « **intérêt** », dit « **exploitation** ». Le capitaliste n'a pas d'âme. Il ne se préoccupe guère de progrès social et économique des collectivités territoriales. Il demeure tout à fait indifférent aux dangers qui émergent des crises écologiques et qui menacent la survie de l'espèce humaine. L'insouciant augmente ses dividendes. Et thésaurise. Alors qu'il est concerné comme tous les terriens par les catastrophes naturelles qui résultent de la dégradation de l'environnement.

En Haïti, 3 millions d'individus de toutes les catégories sociales s'entassent dans une cité grouillante, une capitale étouffante, engloutie sous des tonnes de déchets ménagers et industriels. Les « *bourgeois compradores* » ferment les yeux et se bouchent le nez. Ils ne sont pas concernés par les problèmes des inondations à Martissant, dans le Sud et dans la Grand-Anse. Ils possèdent leur résidence principale en Floride, en Guadeloupe, en Martinique et en République Dominicaine. Leurs capitaux sont exilés dans les paradis fiscaux, loin des griffes de la *Direction générale des impôts* (DGI). Ils n'habitent pas en Haïti. Ils viennent y travailler. Chaque vendredi après-midi, ils prennent l'avion en direction de la Floride. Et retournent dimanche après-midi. Quand la République d'Haïti aura touché le fond véritable de la déchéance, franchi la limite irréversible de la déliquescence, les immigrants arabes qui n'ont jamais soutenu la production nationale, aidé l'État à mettre l'île sur la route du **développement durable**, repartiront vers d'autres cieux où ils pourront continuer à engraisser leurs dividendes.



Le combat contre le « Capital » est brutal, féroce, meurtrier. Il occasionne chaque année des grèves, des manifestations violemment et mortellement réprimées par les bras armés des États bourgeois.

Un pays victime de ses élans de solidarité internationale

Enfant, nous vîmes un Libanais fin et long comme un crayon à mine descendre d'un bateau battant pavillon bahamien sur le wharf des Gonaïves, dans le département de l'Artibonite. Il était dans la trentaine. Selon les apparences. Il n'avait aucun bagage. Personne ne l'attendait. Il se présenta à la douane portuaire et ressortit quelques bonnes minutes plus tard. L'étranger longea la grand-rue à pas cadencés en direction du petit hôtel qui se trouvait en face de la caserne Toussaint-Louverture. Par la suite, nous le croisâmes plusieurs fois avec la chemise blanche et le pantalon noir qu'il portait le jour de son arrivée. En moins de 3 mois, l'individu tenait un magasin de tissus et de chaussures sur la place du marché. Il siégeait déjà parmi le clan restreint des notables. Il choisit une épouse, une compatriote, une payse, et se fonda avec elle parmi les riverains. Après quelques années, l'homme venu des régions montagneuses du Liban fit fortune. Comme tous les syriens, les juifs, les palestiniens, qui étaient arrivés dans la ville avant lui.

Le service de l'immigration d'Haïti est très tolérant. Il ne refoule pas les étrangers qui cherchent à obtenir l'asile pour des raisons politiques, économiques et religieuses. Les expatriés, quelle que soit leur appartenance culturelle, quel que soit leur lieu de provenance, ne se font pas chasser ou emprisonner en franchissant les frontières maritime, aérienne ou terrestre de la République. Ils sont accueillis à bras ouverts. Même sans passeport, même sans visa, ils arrivent à obtenir une autorisation de séjour temporaire ou permanent sur une « *terre de liberté* » qui défend les principes sacrés de la « *libre circulation* » des êtres humains sur la planète. Les obstacles frontaliers entre les États sont historiques. Ils ne remontent pas à la genèse de la « *Création* ». D'ailleurs, il n'y avait pas d'institution étatique. Le concept de société, incluant le *droit positif* et tout ce qui s'y réfère n'était même pas parvenu au stade de l'embryogenèse. On ne parlait pas encore de *structure sociétale organisée*. Les philosophes contractualistes désignaient cette époque par la locution substantive de « *l'état de nature* ». Ceux-là qui ont érigé les barrières matérielles entre les peuples ont entaillé les préceptes moraux qui caractérisent fondamentalement l'existence humaine. Nous avons été créés pour vivre ensemble. Pour nous entraider. Pour nous interprotéger. Aucun citoyen ne devrait bénéficier des privilèges de statut social, d'appartenance raciale, d'origine familiale par rapport à un autre. « *Memento, homo, quia pulvis es, et in pulverem reverteris.* » (Souviens-toi homme que tu es poussière et que tu retourneras dans la poussière.) Ma grand'mère, par ironie, faisait toujours remarquer qu'elle n'a jamais vu un château suivre son défunt propriétaire au cimetière. Les « *vivants raisonnables* » entrent dans l'existence nus comme un ver, ils en sortent avec un cercueil. Seules leurs « *bonnes actions* » comptent et servent d'« *exemples* » à ceux qui les remplacent.

L'écrivain Bernard Diederich [7] originaire de la Nouvelle-Zélande, décédé le 14 janvier 2020 en Haïti, avait rencontré à Port-au-Prince des journalistes, des professeurs et des étudiants, après la signature de son dernier ouvrage sur le règne politique des Duvalier, « **Le Prix du Sang : La résistance du peuple haïtien à la tyrannie…** » L'ex-ministre de la communication et de la culture de Jocelerme Privert, Marcus Garcia, modérait les échanges à caractère discursif. L'essayiste a avoué que le bateau sur lequel il voyageait, faisait escale en Haïti, lorsqu'il prit la décision de planter sa tente à la capitale et d'y prendre femme. Il était séduit par la beauté du paysage et par l'accueil chaleureux qui lui fut fait.

Le gouvernement dictatorial exigea le départ du Néozélandais le 26 avril 1963. Cette date correspond à l'une des journées de sang qui étampent Port-au-Prince dans l'historiographie universelle.

Depuis la proclamation de l'indépendance, la République d'Haïti a toujours gardé ses bras ouverts pour tous les individus qui cherchent une terre d'accueil, de justice et de liberté. Elle a combattu aux côtés des peuples de l'Afrique et de l'Amérique latine, écrasés sous les bottes du colonialisme, qui luttèrent courageusement, héroïquement pour reconquérir les droits qui sous-tendent la dignité humaine. Certains États manifestent encore envers les Haïtiens des élans de reconnaissance, des sentiments de gratitude intarissables. Le Venezuela en demeure un exemple majestueux. Le sang des indigènes d'Haïti coula même sur les champs de bataille qui donnèrent naissance à la révolution états-unienne de 1776. Et pourtant, Les États-Unis d'Amérique se comptent parmi les principaux pays qui ont causé beaucoup plus de torts et de préjudices aux descendants de Toussaint-Louverture, de Jean-Jacques Dessalines, d'Henri Christophe et d'Alexandre Pétion. Aucune manifestation de commisération envers cette Nation que la presse étrangère prend plaisir à cataloguer de plus pauvre de l'hémisphère. Les critiques négatives surabondent. Les outrages de mépris grêlent. Mais la logique explicative se musse dans la déraison consciente et méchante. Il faut statuer davantage sur les « causes » et non sur les « effets » de la misère des populations oppressées.

Le combat des ouvrières et des ouvriers doit être soutenu par toutes les *couches sociales progressistes* du monde. Si les prolétaires reculent devant le *patronat avide*, *vorace*, *malhonnête*, c'est la *guerre* qu'ils perdront. Et non pas un *combat*. Comme ils le disent bien : ils n'ont rien à perdre. Au contraire, ils feront pencher la balance des rapports de force en leur faveur. Les journalistes avant-gardistes doivent accompagner les travailleurs sur le chemin de leurs revendications. Il faut que les leaders syndicaux empêchent les patrons de transformer les « *chômeurs chroniques* » en « *briseurs de grève* », dans le seul but de désolidariser et de diviser les populations nécessiteuses des bidonvilles.

Le jour où le montant du *salaire minimum* se sera mondialisé comme le « *capital* », il n'y aura plus de délocalisation des entreprises bourgeoises. C'est vers cette direction que le syndicalisme international doit commencer à regarder, afin de permettre aux masses prolétariennes de jouir favorablement des retombées bénéfiques de leur force de travail. En attendant ce « Jour » où les moyens de production seront effectivement réappropriés.

Notes et références

[1] Jack Barnes, *Malcolm X, la libération des Noirs et la voie vers le pouvoir ouvrier*.

[2] Radio Kiskeya, *Di'm m'a di w*.

[3] Placide Gaboury, *Pas la charité, mais le partage*.

[4] Rapporté par Jack Barnes, *Malcolm X, la libération des Noirs et la voie vers le pouvoir ouvrier*.

[5] Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*.

[6] André Comte-Sponville, *Le capitalisme est-il moral*?

[7] Bernard Diederich et Al Burt, *Papa doc et les tontons macoutes*.

Robert Lodimus

Suite de la page (5)

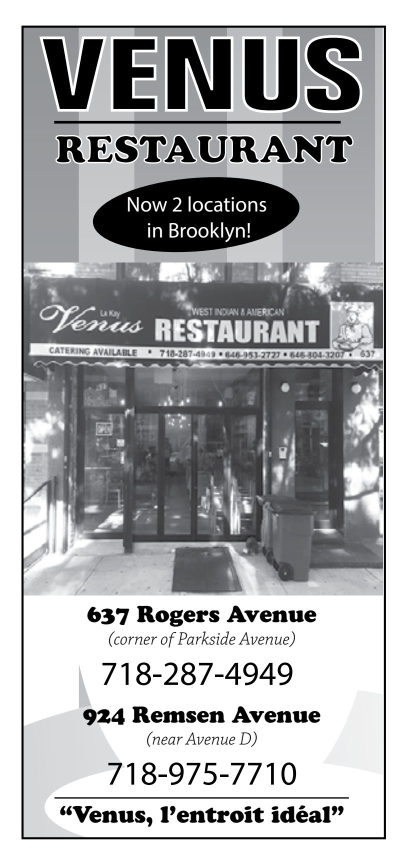
renversement de Jovenel et établir une assemblée constituante révolutionnaire. Des organisations d'autodéfense armées, responsables et organisées par les comités d'action révolutionnaire devraient être créées pour défendre le mouvement contre les attaques potentielles de l'État bourgeois pourri, de la police et des gangs. Les comités d'action révolutionnaire doivent commencer à coordonner toutes les activités nécessaires pour surmonter la crise économique et sociale : organiser la collecte et la distribution de biens de base tels que la nourriture, l'eau et le carburant, l'organisation des transports, l'éducation et les soins de santé. Les sources de carburant et autres ressources nécessaires à la population doivent être expropriées et leur distribution organisée par les comités. Les comités révolutionnaires devraient coordonner leurs activités par le biais d'un réseau de délégués élus et révocables à tout moment, au niveau de chaque quartier, ville et commune, et finalement dans un conseil révolutionnaire national. De cette façon, la lutte pour la démocratie aurait un canal organisé. Les comités révolutionnaires seraient en mesure de coordonner la lutte par le biais de manifestations de masse et d'une grève générale totale pour faire tomber le régime.

La création d'une assemblée constituante révolutionnaire, basée sur le mouvement populaire et les organisations de masses elles-mêmes, sera le seul moyen pour les masses de vaincre la dictature de Jovenel et d'établir une véritable alternative démocratique au gouvernement intérimaire de l'opposition bourgeoise. Les comités d'action et de défense révolutionnaires contribueront non seulement à donner au mouvement une structure organisée, mais ils fourniront également les forces physiques permettant au mouvement de se protéger et de protéger ses réalisations. Ils fourniront également les forces physiques permettant à l'assemblée constituante révolutionnaire d'agir politiquement et de faire respecter la règle des masses.

Ce qui manque en Haïti, c'est un parti révolutionnaire de masse armé du programme du marxisme et doté d'une direction décisive. Ce sera la clé de la victoire de la révolution. Sans un tel parti, la lutte révolutionnaire à venir sera longue, avec de nombreux flux et reflux. Il y aura des défaites et des victoires en cours de route. Le parti révolutionnaire des masses haïtiennes sera construit en tirant les leçons des défaites et des victoires de la lutte révolutionnaire. Ainsi, une des tâches clés dans le cadre de cette lutte révolutionnaire pour la démocratie en Haïti sera la construction d'une puissante tendance marxiste, avec des racines profondes dans la classe ouvrière et les masses, capable de mener le mouvement à la victoire, d'éradiquer le capitalisme et de lancer la transformation socialiste de la société.

Fin

La Riposte socialiste
26 Février 2021





KATOU
RESTAURANT
5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am - 10h pm
Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel
- Dinde - Poulet - Cabri
- Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant



Zambie : Protestation des mineurs





Les mineurs zambiens protestent contre les retards dans le versement de leurs indemnités de licenciement

Des centaines de mineurs de la mine de cuivre Konkola Copper Mine (KCM) sont descendus dans les rues de Chingola, dans la province du Copperbelt, le 2 mars, pour protester contre les retards dans le paiement des indemnités de licenciement que leur doit l'actionnaire majoritaire Vedanta Resources Limited.

D'après le Syndicat des mineurs de Zambie (MUZ), affilié à IndustriALL Global Union, Vedanta Resources a envoyé des préavis de licenciement à 3.881 mineurs en décembre 2020, promettant qu'ils recevraient leurs indemnités en trois tranches, la première le 1er mars, puis à intervalles de six mois. Mais des recours en justice ont bloqué les versements.

Les travailleurs ont entendu des représentants des syndicats, le député de la circonscription de Nchanga, Chali Chilombo, et le commissaire du district de Chingola, Agnes Tonga, qui s'accordent sur le fait que Vedanta doit arrêter ses tactiques dilatoires et payer les travailleurs.

Après le défilé, le président du MUZ Joseph Chewe Joseph Chewe s'est adressé aux travailleurs, en leur disant : « Il est malheureux que Vedanta recoure sans cesse à la justice et retarde le transfert de la compagnie minière. L'entreprise se sert de la loi pour s'accrocher à une mine qu'elle n'a pas su gérer dans le passé. Les tribunaux doivent aussi penser au sort des mineurs lorsqu'ils statuent sur le recours de Vedanta devant la haute cour de Lusaka. »

Vedanta répond aux protestations en exhortant le MUZ et les autres syndicats à entamer un dialogue constructif avec elle et tous les interlocuteurs, dans l'intérêt des parties prenantes de KCM, y compris les salariés de KCM et la communauté de la Copperbelt." Vedanta se dit prête à réinvestir plus de 1,5 milliard $ pour relancer l'activité minière et elle conteste la liquidation entamée par le holding public Zambia Consolidated Copper Mines-Investment Holdings (ZCCM-IH).

Vedanta, qui détient 79,4 pour cent du capital de KCM, livre depuis deux ans des batailles juridiques avec le gouvernement zambien qui détient 20 pour cent du capital par le biais du ZCCM-IH. Le gouvernement a lancé des appels d'offres auprès de compagnies minières d'Australie, du Canada, de Chine, de Russie, de Turquie et d'autres pays pour le rachat de KCM et affirme que Vedanta ne respecte pas sa licence d'exploitation et ne paie pas d'impôts.

Pour sa part, Paule France Ndessomin, la secrétaire d'IndustriALL pour l'Afrique subsaharienne, a lui-même fait savoir : *« Lorsque des travailleurs sont licenciés, ils perdent leur seule source de revenu et ne peuvent plus assurer leur subsistance ni celle de leur famille. Il faut que Vedanta verse leurs indemnités aux mineurs dans les délais pour éviter d'aggraver leurs souffrances. »*

IndustriAll 4 mars 202

Mumia Abu-Jamal testé positif au Covid 19 !!!

« Nous n'avons pas pu sauver Malcolm X mais nous pouvons sauver Mumia ! » Assata Shakur

Mumia Abu-Jamal vient d'être testé positif au Covid-19 par les médecins de sa prison malgré le démenti initial

Nous avons besoin de votre aide de toute urgence. Mumia doit être hospitalisé. Il vient d'être testé positif au Covid-19, et il est enfermé dans une infirmerie de prison complètement inadéquate.

Vu son âge – 67 ans – et sa maladie du foie et ses problèmes de tension artérielle, sa vie est très sérieusement menacée. Son état est d'autant plus alarmant qu'il a été récemment diagnostiqué comme souffrant d'une insuffisance cardiaque congestive. Il doit être libéré de prison et envoyé dans un hôpital pour y recevoir les soins médicaux nécessaires.

Mais ce n'est pas tout. Mumia doit être purement et simplement libéré de prison, car son innocence avérée et son état de santé devraient suffire à justifier sa libération.

Aux États-Unis comme à l'étranger se multiplient les initiatives pour exiger sa libération. Le 27 février, une première mobilisation a eu lieu devant le bureau du procureur de Philadelphie, Larry Krasner, où des militants ont demandé sa libération immédiate et son transfert dans un hôpital approprié. Le 3 mars, Mumia a pu parler par téléphone portable à ses partisans, rassemblés une fois de plus devant le bureau de Krasner.

Mumia a exprimé sa gratitude



Mumia doit être purement et simplement libéré de prison, car son innocence avérée et son état de santé devraient suffire à justifier sa libération.

pour le soutien qu'il a reçu du monde entier et pour le soutien à tous les autres prisonniers âgés dont la vie est menacée par la pandémie.

Nous vous invitons à envoyer vos messages au gouverneur de Pennsylvanie Tom Wolf, au secrétaire des prisons de Pennsylvanie, John Wetzel, et au procureur de Philadelphie, Larry Krasner, pour exiger qu'ils donnent satisfaction immédiate à ces trois demandes :

Transférez Mumia dans un hôpital pour qu'il y reçoive des soins médicaux appropriés !

Libérez Mumia immédiatement ! Libérez tous détenus âgés et vulnérables et les prisonniers politiques !

Voici les coordonnées où envoyer vos courriers de protestation : Procureur général Larry Krasner : +1-267-456-1000 (justice@phila.gov) Secrétaire de l'AP DOC John Wetzel : +1-717-728-2573 (jowetzel@state.pa.us) Gouverneur de Pennsylvanie Tom Wolf : +1-717-787-2500 (Brunelle.michael@gmail.com)

Contre le virus du patriarcat et le capitalisme, le vaccin du féminisme et de la solidarité !



Par La Via Campesina

8 mars 2021 — Journée internationale des femmes.

Le 8 mars 2021, articulées dans notre diversité et d'une seule voix, nous affirmons Contre le virus du patriarcat et du capitalisme, le vaccin du féminisme et de la solidarité ! Et en même temps, nous soulignons le rôle fondamental des femmes rurales et de l'ensemble de la paysannerie, lesquelles se trouvent sur la ligne de front de la production d'aliments agroécologiques et sains qui supportent la vie. Elles produisent plus de 60 [%] de toute la production mondiale. Vingt-cinq ans après sa construction collective, la souveraineté alimentaire représente aujourd'hui notre voie concrète et durable pour surmonter les différentes crises que nous vivons. Il faut en finir avec la violence systématique du capitalisme et du patriarcat qui portent atteinte aux droits des femmes, des diversités, des enfants et de la classe travailleuse, qui les excluent même de l'accès public et gratuit à un vaccin. La vaccination devrait être considérée un droit humain fondamental comme le droit à l'alimentation. C'est ainsi que nous la défendons dans notre appel international : Pour le droit à la santé publique et gratuite pour toutes les populations !

Dans le monde, les femmes jouent un rôle politique, social et économique vital, et plus encore durant cette pandémie. Nous continuons de toucher des salaires plus bas, beaucoup d'entre nous travaillent dans le secteur informel, nous sommes précarisées et exploitées, nous sommes des migrantes, des mères célibataires, des travailleuses agricoles, des pêcheuses et des pasteures qui avons moins accès à la terre, à la technologie, aux programmes publics de santé, à la protection contre la violence, à l'éducation et à la culture. L'absence d'accès aux moyens de production, notamment la terre constitue le plus grand obstacle que nous affrontons en milieu rural. Aujourd'hui, les femmes possèdent à peine 1 % des terres et malgré cela, nous devons relever le défi de continuer d'assurer l'alimentation et les soins de nos familles et de nos communautés dans des conditions d'inégalité politique, économique et sociale.

Dans ce sens, nous exigeons aujourd'hui que les États appliquent la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysannes et paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP). Cet instrument reconnaît que les femmes et la paysannerie sont des « sujets de droit. » Il constitue un outil stratégique pour renforcer les luttes et les propositions des mouvements ruraux. De plus, cette déclaration établit une jurisprudence et une perspective juridique internationales pour orienter la législation et les politiques publiques locales, nationales et internationales au profit de ceux et celles qui nourrissent le monde.

Le pouvoir économique de l'agro-industrie impose son modèle d'agrobusiness dominant. Les grandes sociétés multinationales déterminent ce qui sera produit, ce que nous mangeons ainsi que les quantités et les prix de ce que nous mangeons. Ils exercent leur influence sur les gouvernements et même sur les organismes multilatéraux comme la FAO qui organise le Sommet sur les systèmes alimentaires qu'organise la FAO cette année. Nous avons dénoncé ce sommet, car il vise à continuer l'accaparement d'une part toujours croissante du secteur de l'alimentation. Cette dynamique génère des profits élevés pour les grandes sociétés et des coûts énormes pour la santé des sociétés et de la planète.

Tout au long de l'histoire, nous les femmes, nous avons lutté pour devenir des sujets de transformations, de mobilisation et de conscientisation. Ainsi, unies à l'ensemble de La Via Campesina, nous saluons toutes les luttes et nos sœurs et frères qui résistent en Inde, en Colombie, au Chili, au Venezuela, à Cuba, au Kurdistan, en Palestine, les zapatistes, les femmes diverses organisées dans la Marche mondiale des femmes et d'autres réseaux amis, qui participent activement aux changements dont nos sociétés ont besoin, pour la justice et la dignité des majorités.

Mobilisez-vous : En ce 8 mars, journée internationale des femmes travailleuses, nous appelons nos organisations membres, nos alliées et nos amies à conspirer dans tous les espaces où elles se trouvent, dans nos communautés, nos écoles, nos rues, nos places, nos marchés, nos écoles et nos lieux de travail, pour protéger la vie. Continuons de mobiliser les consciences, de dénoncer les injustices et de faire pression pour que les États s'engagent à appuyer les luttes historiques des femmes travailleuses de la campagne et de la ville.

Contre le virus du patriarcat et le capitalisme, le vaccin du féminisme et de la solidarité !

CADTM 1er mars 2021

LACROIX MULTI SERVICES
Tel: 718-703-0168 * Cell: 347-249-8276
Fax:718-703-4640
1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226
www.lacroixmultiservices.com
- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair

PEACE LOVE POWER LMS

Lacroixmultiservices@yahoo.com

Qatar: «6500 travailleurs migrants sont morts depuis l'attribution de la Coupe du monde de football»



Madhu Bollapally, 43 ans, a quitté sa femme Latha et son fils Rajesh, 13 ans, en Inde pour aller travailler au Qatar en 2013. Ils ne l'ont jamais revu.

Par Pete Pattisson, Niamh McIntyre, Imran Mukhtar à Islamabad*

L'analyse du Guardian indique que les chiffres choquants de la dernière décennie sont probablement sous-estimés, alors que les préparatifs du tournoi de 2022 se poursuivent. Plus de 6500 travailleurs migrants originaires d'Inde, du Pakistan, du Népal, du Bangladesh et du Sri Lanka sont morts au Qatar depuis que ce pays a obtenu l'attribution de la Coupe du monde il y a dix ans.

Les résultats, compilés à partir de sources gouvernementales, indiquent qu'en moyenne 12 travailleurs migrants de ces cinq nations d'Asie du Sud sont morts chaque semaine depuis la nuit de décembre 2010, lorsque les rues de Doha se sont remplies de foules en liesse pour célébrer la victoire du Qatar dans l'attribution de l'organisation de la Coupe du monde.

Les données de l'Inde, du Bangladesh, du Népal et du Sri Lanka ont révélé que 5927 travailleurs migrants sont morts au cours de la période 2011-2020. Par ailleurs, les données de l'ambassade du Pakistan au Qatar ont fait état de 824 autres décès de travailleurs pakistanais entre 2010 et 2020.

Le nombre total de décès est nettement plus élevé, car ces chiffres n'incluent pas les décès de ressortissants d'un certain nombre de pays qui envoient un grand nombre de travailleurs au Qatar, notamment les Philippines et le Kenya. Les décès survenus au cours des derniers mois de 2020 ne sont pas non plus inclus.

Au cours des dix dernières années, le Qatar s'est lancé dans un programme de construction sans précédent, en grande partie pour préparer le tournoi de football de 2022. Outre sept nouveaux stades, des dizaines de projets majeurs ont été réalisés ou sont en cours, notamment un nouvel aéroport, des routes, des systèmes de transport public, des hôtels et une nouvelle ville, qui accueillera la finale de la Coupe du monde.

Bien que les registres de décès ne soient pas classés par profession ou lieu de travail, il est probable que de nombreux travailleurs décédés étaient employés sur ces projets d'infrastructure de la Coupe du monde, déclare Nick McGeehan, directeur de FairSquare Projects, un groupe de défense des droits des travailleurs dans le Golfe. «Une proportion très importante des travailleurs migrants qui sont morts depuis 2011 n'étaient dans le pays que parce que le Qatar a gagné le droit d'accueillir la Coupe du monde», dit-il.

Il y a eu 37 décès parmi les travailleurs directement liés à la construction des stades de la Coupe du monde, dont 34 sont classés comme «non liés au travail» par le comité organisateur de l'événement. Les experts ont remis en question l'utilisation de ce terme car, dans certains cas, il a été utilisé pour décrire des décès survenus sur le lieu de travail, notamment un certain nombre de travailleurs qui se sont effondrés et sont morts sur des chantiers de construction de stades.

Les conclusions soulignent l'incapacité du Qatar à protéger ses 2 millions de travailleurs migrants, ou même à enquêter sur les causes du taux vraisemblablement élevé de décès parmi les travailleurs, en grande partie jeunes.

Derrière les statistiques se cachent d'innombrables histoires de familles effondrées qui se retrouvent sans leur principal soutien de famille, luttant pour obtenir une compensation et perplexes quant aux circonstances du décès de leur proche.

Ghal Singh Rai, du Népal, a dû payer près de 1000 livres sterling de frais de recrutement pour obtenir son travail de nettoyeur dans un camp d'ouvriers construisant le stade Education City World Cup. Dans la semaine qui a suivi son arrivée, il s'est suicidé.

Un autre travailleur, Mohammad Shahid Miah, du Bangladesh, a été électrocuté dans son logement d'ouvrier après que de l'eau est entrée en contact avec des câbles électriques dénudés.

En Inde, la famille de Madhu Bollapally n'a jamais compris comment cet homme de 43 ans en bonne santé est mort de «causes naturelles» alors qu'il travaillait au Qatar. Son corps a été retrouvé gisant sur le sol de sa chambre.

***

Des vies derrière les statistiques

Ghal Singh Rai, Népal

A l'âge de seulement 20 ans, l'avenir de Ghal Singh Rai semble favorable. Il vient de décrocher un emploi de nettoyeur dans un camp de travailleurs qui construit l'un des nouveaux stades de la Coupe du monde au Qatar.

Sa famille avait payé environ 935 livres sterling à des agents de recrutement pour l'emmener au Qatar, mais à peine une semaine après son arrivée, Rai s'est suicidé. Son père, Saarki Bahadur Rai, a déclaré qu'il avait senti que quelque chose n'allait pas et qu'il avait essayé désespérément de rassurer son fils. «J'ai essayé à maintes reprises de le convaincre de ne pas s'inquiéter. Nous lui avons dit: rentre à la maison si tu ne peux pas y travailler.»

Mohammad Shahid Miah, Bangladesh

Les fortes pluies qui se sont abattues sur le Qatar fin septembre de l'année dernière ont été, pour beaucoup, un désagrément. Pour Mohammad Shahid Miah, elles ont été une condamnation à mort. Les pluies se sont infiltrées dans son logement d'ouvrier et sont entrées en contact avec certains câbles électriques dénudés. Lorsque Miah a marché sur le sol mouillé, il a été électrocuté et est mort, a déclaré son père au Guardian.

Miah avait payé à un agent de recrutement plus de 3500 livres sterling pour assurer son emploi au Qatar en 2017, une somme considérable pour une famille du Bangladesh rural. La dette a maintenant été transmise à ses parents désemparés et appauvris, qui disent n'avoir encore reçu aucune compensation de l'employeur de Miah ou du gouvernement du Qatar.

Madhu Bollapally, Inde

Madhu Bollapally, 43 ans, a quitté sa femme Latha et son fils Rajesh, 13 ans, en Inde pour aller travailler au Qatar en 2013. Ils ne l'ont jamais revu.

Une nuit, fin 2019, lorsque son colocataire est rentré dans son dortoir, il a trouvé le corps de Bollapally sur le sol. Comme des milliers d'autres décès soudains et inexpliqués, sa mort a été enregistrée comme due à «une insuffisance cardiaque liée à des causes naturelles».

Bien qu'ils aient travaillé pour son employeur pendant six ans, sa femme et son fils n'ont reçu que 114'000 roupies (1120 £) en compensation et en salaire impayé. Rajesh n'a aucune idée de la raison du décès de son père. «Il n'avait aucun problème de santé», a-t-il déclaré. «Il n'avait rien de grave.»

***

Le triste bilan du Qatar est révélé par de longues feuilles de calcul de données officielles énumérant les causes des décès: multiples blessures contondantes dues à une chute d'un lieu élevé; asphyxie due à une pendaison; cause indéterminée du décès étant donné l'état de décomposition du corps.

Mais parmi les causes, la plus courante est de loin celle de «décès naturels», souvent attribués à une insuffisance cardiaque ou respiratoire aiguë. Selon les données obtenues par le Guardian, 69% des décès chez les travailleurs indiens, népalais et bangladais sont classés comme naturels. Chez les Indiens, ce chiffre est de 80%.

Le Guardian a déjà signalé que ces classifications, qui sont généralement faites sans autopsie, ne fournissent souvent pas d'explication médicale valable de la cause effective de ces décès.

En 2019, il a été constaté que la chaleur intense de l'été au Qatar est susceptible d'être un facteur important dans la mort de nombreux travailleurs. Les conclusions du Guardian ont été confirmées par une étude commandée par l'Organisation internationale du travail des Nations unies (OIT) qui a révélé que pendant au moins quatre mois de l'année, les travailleurs étaient confrontés à un stress thermique important lorsqu'ils travaillaient à l'extérieur.

En 2014, un rapport des juristes du gouvernement du Qatar a recommandé de commander une étude sur les décès de travailleurs migrants par arrêt cardiaque et de modifier la loi afin de «permettre des autopsies… dans tous les cas de mort inattendue ou soudaine». Le gouvernement n'a fait ni l'un ni l'autre.

Le Qatar continue à «traîner les pieds sur cette question critique et urgente, au mépris manifeste de la vie des travailleurs», a déclaré Hiba Zayadin, une chercheuse de Human Rights Watch dont les travaux portent sur le Golfe. «Nous avons demandé au Qatar de modifier sa loi sur les autopsies afin d'exiger des enquêtes médico-légales sur toutes les morts soudaines ou inexpliquées, et d'adopter une loi pour exiger que tous les certificats de décès fassent référence à une cause de décès médicalement significative», a-t-elle déclaré.

Le gouvernement du Qatar affirme que le nombre de décès – qu'il ne conteste pas – est proportionnel à la taille de la main-d'œuvre migrante et que les chiffres incluent les cols blancs qui sont morts naturellement après avoir vécu au Qatar pendant de nombreuses années. «Le taux de mortalité au sein de ces communautés se situe dans la fourchette prévue pour la taille et la démographie de la population. Cependant, chaque perte de vie est une tragédie, et aucun effort n'est épargné pour tenter d'empêcher chaque décès dans notre pays», a déclaré le gouvernement qatari dans une déclaration d'un de ses porte-parole. Le fonctionnaire a ajouté que tous les citoyens et les ressortissants étrangers ont accès à des soins de santé gratuits de première classe, et qu'il y a eu une baisse constante du taux de mortalité parmi les «travailleurs invités» (Gastarbeiter) au cours de la dernière décennie en raison des réformes du système de santé et de sécurité au travail.

Les autres causes importantes de décès chez les Indiens, les Népalais et les Bangladais sont les accidents de la route (12%), les accidents du travail (7%) et le suicide (7%).

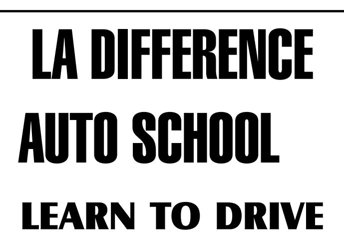
Les décès liés au Covid-19, qui sont restés extrêmement faibles au Qatar, n'ont pas affecté les chiffres de



Groupe de travailleurs sri-lankais sur le site du stade Khalifa, à Doha au Qatar, où se jouera une demi-finale de la Coupe du monde de football 2022. Andreas Gerbet - DPA Picture Alliance / AFP

LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL

LEARN TO DRIVE





La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère

Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

Prime Time Driving School

Learn to Drive Cars & Buses



Driving instructors wanted!
$17-$25 per hour.
Must have highschool diploma or GED

Vêtements, chaussures, tennis...
Nou selman vann nan bal.
Bon bagay!



1628 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

718-859-8526

PrimeTimeDrivingSchool.com

manière significative, avec un peu plus de 250 décès parmi toutes les nationalités.

Les recherches du Guardian ont également mis en évidence le manque de transparence, de rigueur et de précision dans l'enregistrement des décès au Qatar. Les ambassades à Doha et les gouvernements des pays fournisseurs de main-d'œuvre sont réticents à partager les données, peut-être pour des raisons politiques. Lorsque des statistiques ont été fournies, il y a des incohérences entre les chiffres enregistrés par les différentes agences gouvernementales, et il n'existe pas de format standard pour enregistrer les causes de décès. Une ambassade d'Asie du Sud a déclaré qu'elle ne pouvait pas partager les données sur les causes de décès parce qu'elles étaient uniquement enregistrées à la main dans un carnet. «Il y a un réel manque de clarté et de transparence autour de ces décès», a déclaré May Romanos, chercheuse pour Amnesty International sur le droit des migrants dans le Golfe. «Il est nécessaire que le Qatar renforce ses normes de santé et de sécurité au travail.»

Le comité organisateur de la Coupe du monde au Qatar, interrogé sur les décès survenus sur les projets de stades, a déclaré: «Nous regrettons profondément toutes ces tragédies et nous avons enquêté sur chaque incident afin de tirer les leçons qui s'imposent. Nous avons toujours maintenu la transparence sur cette question et nous contestons les affirmations inexactes concernant le nombre de travailleurs qui sont morts sur nos projets.»

Dans une déclaration, un porte-parole de la FIFA, l'instance dirigeante du football mondial [sise à Zurich], a déclaré qu'elle s'engageait pleinement à protéger les droits des travailleurs sur les projets de la FIFA. «Avec les mesures très strictes de santé et de sécurité sur les sites… la fréquence des accidents sur les chantiers de la Coupe du monde de la FIFA a été faible par rapport à d'autres grands projets de construction dans le monde», a-t-elle déclaré, sans fournir de preuves.

* Ont collaboré à cette enquête: Nikhil Eapen à Bangalore, Imran Mukhtar à Islamabad, Md Owasim Uddin Bhuyan à Dhaka, Udwab Bhattarai à Katmandou et Aanya Piyari à Colombo.

______

«Président de la FIFA, Gianni Infantino a conclu sa visite [sans trop de danger pour sa santé] à Doha en octobre 2020 par une rencontre avec l'Émir du Qatar, Son Altesse Royale Cheikh Tamim bin Hamad Al-Thani.»

Gianni Infantino a déclaré avant de quitter le Qatar: «Les progrès que nous avons constatés hier au stade Al Bayt et lors de nos déplacements à Doha sont le résultat de l'engagement fort et personnel de l'Émir lui-même à organiser une Coupe du Monde de la FIFA incroyable dans deux ans. Je voudrais adresser mes félicitations personnelles à l'Émir ainsi qu'à l'État du Qatar pour les progrès remarquables qu'ils ont réalisés sous sa direction.» Aux dernières nouvelles, Gianni Infantino ne s'est pas pris les pieds dans les tonnes d'agrégats recyclés assurés par la firme suisse LafargeHolcim – «fournisseur de béton prêt à l'emploi» – qui, selon ses déclarations, «a tiré le meilleur parti» du marché qatari.

The Guardian 2 mars 2021
Traduction rédaction A l'Encontre
5 mars 2021

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION / CAREER TRAINING

COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Grants and Scholarships available for certain programs for qualified applicants. Call CTI for details! (844) 947-0192 (M-F 8am-6pm ET)

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN AT HOME TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET)

HEALTH

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150. FREE shipping. Money back guaranteed! 1-855-579-8907

HEALTH

Drink "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (305) 610-6913 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED

OFFICE ASSISTANT who speaks English, French, and Creole to work in small office helping with taxes on Flatbush Avenue near Brooklyn College. Must be computer-literate. Call Fritz or Fanel between 4 pm to 6 pm on Mon, Tue, Thu, or Fri at 718.421.6787

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Jetco Shipping needs DRIVERS to pick up barrels and other items for shipment to Haiti. Good pay! Flexible hours! Call Victorin, 347.998.7112.

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

$18.50 NYC, $17 L.I. up to $13.50 Upstate NY! If you need care from your relative, friend/ neighbor and you have Medicaid, they may be eligible to start taking care of you as personal assistant under NYS Medicaid CDPA Program. No Certificates needed. 347-713-3553

HOME IMPROVEMENT

The Generac PWRcell, a solar plus battery storage system. SAVE money, reduce your reliance on the grid, prepare for power outages and power your home. Full installation services available. $0 Down Financing Option. Request a FREE, no obligation, quote today. Call 1-888-871-0194

MISCELLANEOUS

BEST SATELLITE TV with 2 Year Price Guarantee! $59.99/mo with 190 channels and 3 months free premium movie channels! Free next day installation! Call 888-508-5313

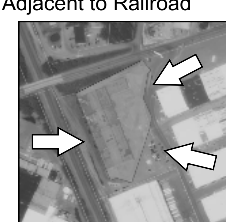
REAL ESTATE FOR RENT

OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of full/partial week rentals. FREE Color Brochure. Holiday Real Estate, Inc: 1-800-638-2102 Online reservations: www.holidayoc.com. $50 discount - new rentals. Code: "ToTheBeach2021" (Expires 2021-06-01)

TV INTERNET PHONE

DISH TV $64.99 For 190 Channels + $14.95 High Speed Internet. Free Installation, Smart HD DVR Included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. Promo Expires 7/21/21. 1-888-609-9405

GENERAC
Prepare for power outages with a Generac home standby generator
REQUEST A FREE QUOTE!
877-516-1160
FREE
7-Year Extended Warranty*
A $695 Value!
Offer valid February 15 - June 6, 2021
Special Financing Available
Subject to Credit Approval
*To qualify, consumers must request a quote, purchase, install and activate the generator with a participating dealer. Call for a full list of terms and conditions.

SCHALMONT CSD
SURPLUS REAL ESTATE
ONLINE ONLY AUCTION
Property Address:
401 Duanesburg Rd, Rotterdam, NY 12306
Approx. 104,000+ sq ft building | (4) Warehouse sections | Multiple Loading Docks
4.88 acres | 1.8 miles East of I-88 | Adjacent to Railroad

Online sale begins to close Fri., March 19th at 10AM
Specific Registration Requirements, Take action today!
For complete sale details:
401DuanesburgRd.com
(800) 536-1401 x110
Online auction conducted by:


Have real estate you want sold? Contact us, we can help!
Online auctions closing daily | www.auctionsinternational.com

American Standard
150 YEARS OF EXCELLENCE


ENJOYING A NEW SHOWER IS EASIER THAN YOU THINK
FREE IN-HOME DESIGN CONSULTATION CALL TODAY
*Offer valid only while supplies last. Limit one per household. Must be first time purchase. Minimum spend amount applies. Financing subject to third party credit approval. Some financing options cannot be combined with other offers and may require minimum monthly payments. All offers subject to change prior to purchase. See AmericanStandardShowers.com for other restrictions and for licensing, warranty, and company information. CSLB B982796; Suffolk NY: 55431H;NYC:HIC 2022748-DCA. Safety Tubs Co. LLC does not sell in Nassau NY, Westchester NY, Putnam NY, Rockland NY.
newshowerdeal.com/nypress | 844-222-6771

DENTAL Insurance
from Physicians Mutual Insurance Company.
Call to get your FREE Information Kit
1-855-225-1434
dental50plus.com/nypress
Includes the Participating (in GA: Designated) Providers and Preventive Benefits Rider. Product not available in all states. Acceptance guaranteed for one insurance policy/certificate of this type. Contact us for complete details about this insurance solicitation. This specific offer is not available in CO; call 1-800-969-4781 or respond for similar offer. Certificate C250A (ID: C250E; PA: C250Q); Insurance Policy P150 (GA: P150GA; NY: P150NY; OK: P150OK; TN: P150TN); Rider kinds B438/B439 (GA: B439B).
6255


NURSING HOMES, HOME CARE AGENCIES & HOSPITALS ARE HIRING!
Jobs Available • Train to be a Health Care Worker in less than 2 MONTHS
RN and LPN review 2.5 month course: $4900
Morning (10 am to 3 pm) & evening (6 pm and 10 pm), Mon to Thu classes start Oct. 21 & end Dec. 30, 2019 • Weekend, Sat & Sun, start Oct. 26 from 10 am to 4 pm
Upgrade your expired HHA in 7 days: $695
CNA become a HHA in 7 days: $695
EKG and phlebotomy, PCT, PCA review: Start Sep.23
DAISLEY INSTITUTE: 718.467.8497
229 Empire Blvd., Brooklyn, NY (bet Bedford & Rogers)

Saving a Life EVERY 11 MINUTES


For a FREE brochure call:
1-800-404-9776

Pleins Feux Sur : Gracia «Tiblada» Delva (Dessalines, 1974)

« La vocation sans le talent » Deuxième partie et fin

Par Ed Rainer Sainvill

Quant au groupe « Zenglen », après une période transitoire difficile, il a su rebondir avec brillance dans le recrutement de deux talents authentiques tels : Frérot Jean Baptiste et Réginald Cangé, bien plus excellents chanteurs. Qui ont finalement convaincu les fans que ''Tiblada" n'était qu'un feu de paille sonore. Lequel de son côté, installé à demeure au bercail s'est montré ingrat en pointant du doigt ses anciens partenaires de « Zenglen » comme sources de ses déconvenues. Notamment son protecteur et bienfaiteur Richie qui a dû répliquer musicalement à son endroit à travers le morceau : ***''Super star maker"***. Quant à Gracia, il s'est finalement implanté au pays ; dans ce trou noir où une étincelle d'allumettes peut donner l'apparence d'une incandescence. A la tête de son ensemble « Mass Konpa », un autre surnom dont il s'était autoproclamé, durant son temps au « Zenglen ». Mais, qui n'a jamais fait le poids face aux groupes établis tels : « Djakout » « K'Dans » ou « Kreyòl la » parmi d'autres.

Prouvant que sans la magie d'un Brutus et d'un Richie, qu'il n'était qu'un quidam. D'ailleurs, c'est ce dernier qu'on a dû appeler à la rescousse, en lui offrant un pont d'or pour venir réanimer la carrière de ''Yes Aya" un autre de ses surnoms, en lui redonnant la voix dans l'œuvre : ***''Yo remele/back to the future"***. Quant au « Mass Konpa », malgré les excès de plagiat de Delva, quelques albums n'ont rien gravé dans la mémoire collective. Sans aucun refrain à fredonner, comme c'était le cas pour les morceaux avec « Zenglen ». Il s'est aussi lancé dans le cinéma local. De même que dans la politique, parages des ratés et bandits en ce temps de honte nationale, il a fini par y faire sa tanière de loup affamé. Devenant député de Dessalines en 2010, avec l'apparition des bandits légaux. Puis, sénateur de l'Artibonite en 2015, sous l'emblème AAA. Une autre succursale du PHTK, cette caverne d'Alibaba qui sert de patelin aux gangsters de tout poil.

Là, Tiblada a trouvé un repère à sa stature. Pour s'engager dans tous les forfaits qui vont faire la manchette des presses et médias sociaux pourtant tolérants à sa cause : associations de malfaiteurs, kidnapping, faux et usage de faux. Que n'a-t-on pas dit à son sujet ? Puis, le sénat étant devenu caduque, il revient au galop au sein du « Mass Konpa » qu'il a géré dans l'ombre, exploitant les musiciens comme des vaches à lait. Une situation qui a fait désister les chanteurs Frérot et Kenny Desmangles. Qui l'ont alors remplacé pendant qu'il gérait les affaires de la République en compagnie de Sweet Micky, puis de Jomo. De retour au poste, il prend du plaisir à dire à ses petits collaborateurs, combien il est riche pour le restant de sa vie. Sans vouloir pourtant les payer convenablement. Toujours interdit de séjour aux USA, il est pourtant en mesure de tourner dans les Antilles et l'Europe avec son « Mass konpa ». Ce qui lui permet de faire du fric pour soudoyer en politicien véreux les media à sensation qui n'ont pas froid aux yeux.



Gracia «Tiblada» Delva

Et qui l'autorisent à monter ses propres scénarios ; à l'instar de cette interview sur les media sociaux. Dans le but de se justifier et se donner une dose de conscience. Dans laquelle, ce mec lui a demandé : *Comment s'est-il comme artiste trouvé associé à cette camarilla de politicards délinquants qui mortifient le corps social ?* Il rétorque : *''Je suis d'accord que les gens de notre espèce n'auraient pas dû occuper ces positions de responsabilité. Mais, ça revient au fait, que les gens de bien ont fui la politique. Pour la raison qu'ils ont peur de se faire assassiner par les gens sans foi ni loi (comme nous). Et parfois, parce qu'ils pensent que la politique est une chose sale et, en conséquence ont failli à leur devoir. Ce qui a laissé un vacuum considérable qui a permis à des incompétents comme nous, d'occuper les avenues du pouvoir. Ce qui n'est pas normal et je le concède".* Des déclarations contenant des demi-vérités et des non-dits. Car, il sait la vraie raison pourquoi les gens de bien sont incapables d'aider leur pays à sortir de cette impasse.

Parce que, des gens comme ses associés ou patrons se sont depuis 1806 (l'assassinat de Dessalines) constitué en collabos du consortium impérial : France, E.U, Canada, Espagne, Allemagne et autres. Pour armer des chiens enragés jusqu'aux dents, afin d'éliminer les patriotes de bonne volonté. C'est dans cette teneur, qu'il faut comprendre ceux qui doivent se mettre à couvert. Pour ne pas se faire broyer par la machine infernale du laboratoire. Lequel a toujours le choix de l'embarras afin de recruter des mains criminelles pour leur sale besogne. Même s'il faudra comme en 1804, savoir opposer l'impétuosité révolutionnaire à la violence réactionnaire ***: kòm fè koupe fè.*** Dans le but de réclamer la terre de Dessalines. Différemment de ces opposants en faux col qui donnent des ultimatums à des sanguinaires comme Martelly, Jovenel &Co. Et n'être pas en mesure de répliquer à leurs soubresauts de sadiques. Ce qui a l'effet de renforcer leur entreprise maffieuse pour le bien du laboratoire.

En ce qui concerne Gracia-Tiblada-Yes Aya-Mass Konpa-Delva, il faut quand même lui octroyer une certaine pitié pour son brin de jugement. Quant à la musique, il peut toujours s'améliorer ; en faisant appel à des musiciens authentiques comme Richie et autres pour aider dans la composition et l'arrangement. C'est important pour que l'audience ne lui voue que du mépris, en guise d'applaudissements immérités. Puisqu'il a prouvé qu'il a du nez pour éprouver de la honte. Comme ça, il cessera de montrer son cul à l'instar de ''sweet micky". Car il n'y a rien de plus décevant que d'avoir un public aussi médiocre qu'un ''con-artiste". D'ailleurs, lorsque des êtres humains acceptent de se nourrir que de déchets, ils finissent par s'en contenter. Ce à quoi les vrais Haïtiens, s'il en reste, doivent vraiment faire attention.

Fin



